

*JEAN PÉRON*

**LES**

**ROTHSCHILD**



**PRIX : 18 Frs**

ÉDITIONS NOUVELLES — PARIS





# LES ROTHSCCHILD



Jean PÉRON



# Les Rothschild



ÉDITIONS NOUVELLES — PARIS



Dans l'Antiquité, on avait coutume de dire d'un homme particulièrement fortuné que c'était un Crésus. De nos jours, même dans le peuple, on a pris l'habitude de se servir du nom de Rothschild pour exprimer la même idée.

Cette famille israélite a-t-elle été d'une telle puissance financière de tout temps ? Certes pas.

La ville libre de Francfort-sur-le-Mein, électorat des rois allemands depuis 1356, peuplée à l'époque par environ 30.000 habitants, a été le berceau de la fortune de ceux qui, depuis la fin du 18<sup>e</sup> siècle, sont les plus grands financiers de l'Europe, et, par conséquent, du monde. Grâce à cette puissance, durant plus d'un siècle, cette famille a influencé sur la politique mondiale, l'a dirigée si l'on peut dire, dans un sens ou dans un autre, mais toujours à son avantage.

La ville libre de Francfort était commerciale. Il était donc naturel que des représentants de la race jaune choisissent cette ville comme résidence. Au moment de la Révolution française, le dixième environ de la population de Francfort était juif. Cette race y jouissait d'une certaine liberté pendant un certain temps. Peu à peu, les juifs voulurent avoir le monopole du commerce. Les chrétiens en pâtirent et, en 1349, le droit d'acquérir des propriétés était interdit à cette race errante.



Dès lors commença pour les juifs une période de dures épreuves. On leur enjoignit, en 1462, de s'établir dans un quartier spécial, destiné à cette fin, et appelé : *la ville juive*. Ce quartier ne comprenait en réalité qu'une ruelle étroite, encadrée pour ainsi dire dans le « bas fond ». Cette ruelle fut, pendant plus de trois siècles, la seule résidence des juifs de Francfort. Les chrétiens les supportaient malaisément. Il y eut des massacres et des pillages, à la suite de quoi quelques juifs quittèrent la ville. Mais ils ne tardèrent pas à y revenir. Alors ils durent se soumettre à de multiples restrictions et prescriptions. Il leur était interdit, sauf à l'époque de la foire, d'offrir des marchandises ailleurs que dans la ruelle des juifs. La population aryenne les détestait de plus en plus. Aussi, on dut leur interdire de quitter leur ghetto la nuit, le dimanche et les jours de fête. Lorsqu'ils se montraient, on leur criait souvent : « Juif, prends garde ! ». La haine de la race errante pour les chrétiens était profonde aussi comme de juste et de tout temps.

C'est dans ce ghetto, cette ruelle aux juifs, que vivaient les ancêtres de la maison Rothschild. Les maisons de la ruelle n'étaient pas numérotées et on ne les distinguait les unes des autres que par un écusson d'une couleur déterminée au-dessus de la porte.

Ainsi, le petit immeuble habité par les Rothschild était surmonté d'un petit écusson rouge (Rotes Schild). Et il est vraisemblable que c'est de là que vient l'origine de leur nom de famille, qui apparait pour la première fois en 1585, avec Isaak Elchanan, à l'écusson rouge (Rotes Schild), alors que le père de ce dernier est nommé sur sa tombe Elchanan tout court.

Un siècle plus tard, la famille Rothschild quitta la maison à écusson rouge pour habiter, comme juifs résidents, l'Hinterpfann. Elle s'occupait, jusqu'à la majorité de Meyer Amschel Rothschild, né cinq ans avant Goethe, de quincaillerie de toute sorte, et, dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, quelque peu du change des monnaies. La famille n'était pas des plus pauvres, et Meyer Amschel se trouva à la tête d'un petit bien à la mort de son père c'est-à-dire quand il avait douze ans.

C'est à partir de ce jour que Meyer entreprit la lutte pour la vie. Dès sa dixième année, Meyer Amschel



était employé par son père à faire le change des monnaies de toute nature, c'est-à-dire à échanger or contre argent, ou encore ces métaux contre du cuivre. Ces opérations offraient d'énormes possibilités de gain car, dans ce pays très divisé, chacun était obligé, avant d'entreprendre le plus petit voyage, d'avoir personnellement recours aux changeurs. Cette occupation de l'enfant fut plus tard une aide de grande importance pour l'adulte. Il échangeait parfois, en plus des métaux, des monnaies rares et d'une grande valeur historique. Ces opérations éveillèrent son goût pour le numismatique.

Meyer avait acquis des connaissances sur la religion juive à l'Ecole Furth. En sortant de cette école, Meyer Amschel entra, à Hanovre, dans la maison d'Oppenheim. Là il fit connaissance d'un collectionneur passionné de monnaies, le général hanovrien von Estorff. Meyer passa à Estorff quelques pièces rares de sa collection. Et, comme le général touchait de près à la famille princière du Hesse, cette relation devait jouer un rôle capital sur la destinée de Meyer et la fortune des Rothschild. En dehors de sa tâche quotidienne, Meyer s'occupait donc de numismatique avec un zèle croissant. Il acquérait les pièces intéressantes qu'il pouvait trouver. Il était ainsi devenu un spécialiste remarquable dans cette branche.

Il revint relativement jeune à sa ville natale où son héritage l'attendait. Il devait diriger personnellement l'affaire de Francfort, direction pour laquelle il s'était bien préparé à Hanovre. Le général Estorff quitta également Hanovre à la même époque pour se rendre à la cour du Prince Guillaume de Hesse, petit-fils du vieux landgrave Guillaume VIII, résidant à Cassel. Le père du prince, Frédéric II de Hesse, avait épousé la fille du roi George III d'Angleterre, de la maison de Hanovre, et ces deux princes profitaient de leurs relations familiales pour se soutenir mutuellement dans leur politique d'autorité.

A cet égard, la vente de soldats destinés aux armées étrangères, à laquelle nombre de princes allemands s'adonnaient, jouait un rôle important sur les finances des états allemands. L'Angleterre, à l'époque, de même que de nos jours, avait l'habitude de faire ses guerres



avec des mercenaires d'origine étrangère. Elle était donc un bon client. En outre, elle payait bien. Elle en avait justement besoin, en 1775, au moment du soulèvement des colonies d'Amérique et la vente de soldats avait rapporté au trésor Hessois des sommes considérables.

Mais, plus tard, Frédéric II se brouilla avec sa femme, son père et son beau-père, parce qu'il était passé du protestantisme au catholicisme. A la suite de cet événement, le vieux landgrave assigna à Guillaume le comté de Hanau afin de soustraire le petit-fils aîné à l'influence de son père. Et, en attendant de prendre le pouvoir, on l'envoya au Danemark, près de Frédéric V qui avait épousé la fille du roi d'Angleterre et dont la propre fille était destinée au jeune Guillaume. Les rapports divers entre ces princes furent également par la suite, de la plus grande importance pour l'ascension de la famille Rothschild.

Le vieux landgrave, Guillaume VIII, mourut en 1760. Frédéric prit le pouvoir à Cassel et Guillaume devint prince héritier. Agé de vingt-et-un ans, il assumait le gouvernement du petit Comté de Hanau. Le général Estorff fréquentait Guillaume assidûment et aurait éveillé chez son souverain le penchant à collectionner des monnaies. Il s'y livra avec passion à partir de 1763. Estorff le mit en rapport avec Meyer Amschel Rothschild, qui, à Hanovre, lui avait procuré de bonnes pièces. Le juif, ainsi introduit, prit ses plus belles médailles et se rendit à Hanau, afin de les faire présenter au jeune prince. C'est le premier pas. Et, comme tout juif qui est capable de toutes les bassesses, quand son intérêt est en jeu, ses relations seront désormais suivies avec le prince.

Meyer n'abandonna pas non plus l'occasion de présenter des collections aux nombreux visiteurs, qui venaient du monde entier pour visiter Francfort, dont les foires jouissaient d'une grande réputation. Le jeune Guillaume assistait lui-même régulièrement à ces foires. Et Meyer, toujours instruit à l'avance par des hommes de confiance, dont il avait déjà acheté les consciences, profitait de la même occasion pour lui présenter ses collections. Il pratiquait cette opération par des personnes interposées ou parfois lui-même car le prin-



ce n'avait pas une aussi grande répugnance pour les juifs que la majorité de la population. Le juif profitait déjà de ses relations avec le prince de Hanau pour obtenir un titre de cour. Une carte de visite avec cette mention lui aurait permis de se mettre en rapport avec d'autres princes s'intéressant également aux monnaies.

En 1769, dans une lettre d'une humilité extrême, il suppliait le prince de Hanau « qu'on lui fit la grâce de le nommer *« agent de Cour »* de son Altesse sérénissime » et il promettait de mettre ses forces et ses biens au service du prince. Cette première demande fut agréée et la nomination sollicitée eut lieu le 22 septembre 1769. Dès lors, le nom de Rothschild s'orna du titre de *« Agent de la Cour de Hesse-Hanau »*. Ce qui correspond à *« Fournisseur de la Cour »*. C'était un premier succès pour Meyer Amschel et il s'en réjouissait, non seulement pour le titre mais surtout pour le bénéfice qu'il comptait en tirer.

Quand Meyer eut l'âge de vingt-cinq ans, et qu'il considérait sa petite fortune qu'il avait considérablement augmentée depuis la mort de son père, il lui était permis de songer à fonder un foyer. Il se maria donc le 29 août 1770 avec la fille d'un négociant juif, Wolf Salomon Schaffer, établi dans la ruelle des juifs, non loin de la demeure des Rothschild. Son épouse avait 17 ans. En 1771, le couple a une première fille. 1773 leur donne un petit garçon, Amschel ; 1774, Salomon et 1775, Nathan. Donc trois garçons et une fille en cinq ans.

Meyer Amschel Rothschild avait comme collaborateur, son frère, Kalman, qui mourut en 1782. A partir de cette date, il resta seul à la tête de l'entreprise qui continua à se développer. Meyer acquit peu à peu une réputation de spécialiste dans le commerce des monnaies. Il acheta auprès des collectionneurs aristocrates des environs ayant besoin d'argent des collections entières de monnaies et fit imprimer un catalogue qu'il adressa de tous côtés.

A la même époque, le landgrave Frédéric avait envoyé en Angleterre plus de 12.000 hommes de troupes hessoises et, par là, augmenté considérablement sa fortune. Déduction faite de tous les frais, il retira



de ce commerce environ 3.500.000 marks de bénéfice net. Les capitaux s'accumulèrent avec le père et le fils. Et, au lieu de rapatrier l'argent anglais des subsides, ils les placèrent en Angleterre même. La gestion de ces fonds était confiée à la firme Van Notten d'Amsterdam. Or, l'Angleterre, au lieu de régler comptant, payait très souvent par lettre de change qu'il fallait d'abord escompter. A cette fin, le prince avait besoin, dans les centres d'affaires tels que Francfort, d'intermédiaires appropriés, qui, sans doute, en tireraient personnellement profit, mais dont il était impossible de se passer, étant donné les moyens précaires de communication et de transaction. Le juif Veidel David était utilisé pour cette fin. Cet Israélite joua un rôle prépondérant auprès du landgrave de Cassel.

Rothschild ne fut utilisé par le prince héritier du Hanau que dans une mesure restreinte et uniquement pour des opérations de change, concurremment avec d'autres agents. Les relations avec Rothschild et le prince étaient intermittentes au début. En effet, ce dernier ne se commettait pas très facilement avec un juif quelque libéral qu'il fût. Meyer était surtout en rapport avec les commis du prince dont celui qui jouait le rôle le plus prépondérant était Buderus ; celui-ci était expert en chiffres et avait déjà soumis au prince des projets qui l'avaient séduit.

Les employés de l'époque avaient une rémunération fixe, et, en outre, intéressés personnellement, à raison d'un tant pour-cent, aux opérations officielles qu'ils effectuaient dans leurs fonctions officielles. En plus de ce pourcentage, par des manœuvres habiles, les courtiers et agents, pour obtenir une plaidoirie en leur faveur auprès du prince, n'hésitaient pas à les corrompre. Or, le juif est habile dans ce genre d'activité et Meyer Rothschild plus que tout autre. Il ne tarda donc pas à être dans les meilleurs termes avec Buderus. Malgré tout, la maison Rothschild n'inspirait pas encore beaucoup de confiance. On mettait en doute sa solidité financière.

Le 31 octobre 1785, Frédéric II mourut dans son château de Cassel, foudroyé par une attaque d'apoplexie. Guillaume de Hanau monta alors sur le trône du Hesse-Cassel sous le nom de landgrave Guillaume IX.



Il trouva un héritage considérable et transporta sa résidence de Hanau à Cassel. Il s'ensuivit naturellement que les relations de Meyer Amschel Rothschild avec le prince en pâtirent quelque peu. Mais l'homme d'affaires juif n'était pas décidé à perdre pour si peu cette haute relation qui s'était déjà révélée très précieuse. Il se rendit à Cassel, en 1787, muni d'une belle collection de monnaies et la proposa à un prix très avantageux. Le prince reconnut la valeur réelle élevée des objets et s'empressa de conclure l'affaire. Mais le bon juif profita de l'occasion pour prier humblement le prince de ne pas l'oublier lors de la négociation des traites anglaises. Il lui garantissait naturellement les conditions les plus avantageuses.

En 1789, Meyer Amschel Rothschild se rendit de nouveau à Cassel, pour rappeler les offres qu'il avait faites quelque temps auparavant et lui remémorer les services qu'il avait rendus, des années durant, à titre d'agent de Cour. Afin de traiter une première affaire, le juif garantissait de toujours traiter au moins au prix le plus avantageux offert par ses concurrents. Il fit même une demande écrite qui fut présentée au landgrave par Buderus avec lequel Meyer était déjà en relations. Dans l'ensemble, la proposition Rothschild était regardée favorablement. Malgré tout le landgrave ne voulut pas lui accorder de grosses affaires.

Ces dernières étaient confiées surtout au concurrent de Rothschild, Veidel David.

Mais, peu de temps après, Buderus avait atteint un rang plus élevé. De ce fait, il devait aller souvent à Francfort pour affaires financières. Il se trouvait en relations d'affaires depuis longtemps déjà avec le beau-père de Rothschild, Wolf Salomon Schorapper et ce dernier contribua à resserrer les relations entre Buderus et Meyer. L'agent de la Cour de Hesse parla avec insistance et favorablement de Meyer au landgrave.

Ce n'était du reste pas sans avantages personnels. On trouve en effet, dès novembre 1790, dans les comptes de Buderus une « assignation » de 2.000 thalers à l'ordre de l'agent de Cour Meyer Amschel Rothschild.

Ce dernier insista toujours pour se faire recommander pour des affaires importantes, ce qui nous prouve qu'il disposait déjà de capitaux considérables. En



1794, l'occasion se présenta. Les capitaux placés en Angleterre avaient atteint un montant très élevé et le landgrave ordonna d'en ramener une partie à Cassel. Sur recommandation de Buderus, Rothschild fut chargé de cette opération, concurremment avec la grosse banque chrétienne Simon Moritz. C'était un bon contact de pris.

Il fallait du reste, que les affaires allassent bien. La famille ne cessait, en effet, de grandir. En 1788, il avait eu un quatrième fils, Charles Meyer ; en 1792, un cinquième, James. En outre, cette union donna encore naissance à cinq filles. Le commerce de Meyer était florissant et permettait de subvenir facilement aux besoins du ménage. L'accroissement de sa fortune se manifesta visiblement dans l'acquisition d'une superbe demeure dite « *maison à l'écusson vert* ». Cette maison était plus luxueuse que celle habitée précédemment. Il y avait des coffres à serrure secrète, ainsi que des placards dissimulés dans la muraille. La fortune de Meyer Amschel Rothschild avant la période de guerre de 1790 peut être évaluée à 3.000 florins.

En 1789, la révolution française déferla sur l'Europe le principe de l'égalité : une coalition se forma contre la France. A sa tête se trouvait François d'Autriche. Le landgrave Guillaume avait de très bons rapports avec ce dernier et lui promit son appui armé. Or, en 1793, les Français dépassèrent le Rhin et pénétrèrent jusqu'à Francfort. La guerre avait coûté beaucoup d'argent. Pour compenser les frais, il céda 8.000 soldats à l'Angleterre qui s'était associée à la coalition. Meyer Amschel Rothschild fut chargé de la négociation des traites remises en paiement par l'Angleterre. Cette opération lui rapporta une somme très élevée.

Le 13 juillet 1796, la ville de Francfort eut à subir des troubles de la guerre. La ruelle des juifs, composée surtout de maisons en bois devint la proie des flammes. La maison Rothschild, qui était la mieux construite, ne subit aucun dommage. Le ghetto était devenu inexistant et on dut permettre aux juifs de faire du commerce en dehors de l'enceinte qui leur était strictement réservée. Les Rothschild profitèrent de cette occasion pour transférer leur magasin plus au centre de la ville.



Les événements de la première guerre de coalition permirent aux intermédiaires du prince, parmi lesquels se trouvait Rothschild, de réaliser d'énormes affaires. Le commerce de Meyer grandissait à pas de géant. C'est dans les bénéfices de guerre réalisés alors que se trouve l'origine réelle de l'énorme fortune de la famille Rothschild. Pendant de longues années, le revenu imposable de Rothschild était évalué à 2.000 florins. Mais il devenait impossible de cacher une telle fortune malgré les ruses de Meyer ; il dut subir, en 1795, la base d'imposition la plus élevée pour des fortunes supérieures à 15.000 florins.

A cette époque, les trois fils aînés étaient déjà grands. Ils avaient dépassé la vingtaine et le père les employait pour son affaire. Avec leurs sœurs aînées, ils furent placés dans des postes de confiance. Ce grand nombre d'enfants permit à Meyer Amschel Rothschild de ne pas introduire d'étrangers dans sa maison. Ainsi, les secrets n'en sortaient pas. Tous les membres travaillaient à la prospérité de l'établissement.

En 1795, la fille aînée se maria. Le gendre, Worms, Juif également, ne fut pas pris dans la maison. En 1796, c'est le fils aîné qui se marie avec Eva Hanau. C'est à cette époque que remonte le contrat social précis que Meyer Amschel conclut avec ses deux fils aînés et d'après lequel pertes et bénéfices seraient répartis entre les trois associés selon un pourcentage déterminé.

Le landgrave Guillaume s'occupait également d'augmenter sa fortune. Il était avare et se mit à prêter des fonds avec intérêts. Sa fortune ne cessait ainsi de grandir. Aussi, il lui arrivait de faire des prêts très importants pour lesquels les détails étaient réglés le plus souvent par l'entremise d'agents juifs. Les Rothschild venaient en bonne place. Aussi, leur fortune était évaluée à un million de florins à la fin du 18<sup>e</sup> siècle.

Dès lors, les remises de traites, espèces, achats de marchandises en Angleterre, aboutirent à la nécessité d'avoir un représentant de l'autre côté de la Manche. Il fallut un homme absolument de confiance. Il ne restait donc qu'à désigner l'un des cinq fils. Les deux af-



nés avaient 25 et 24 ans, le troisième, Nathan, 21 ans. Nathan était fort bien doué et animé d'une indomptable force de caractère. Le choix se fixa donc sur le troisième ou plutôt c'est lui-même qui souhaita le départ. Nathan emporta autant d'argent liquide qu'il lui était possible, soit environ 20.000 livres sterling. La création de cette branche de la maison Rothschild résulta naturellement des conditions familiales et des nécessités commerciales avec l'Angleterre. Plus tard, l'époque Napoléonienne devait entraîner la création d'une nouvelle branche, celle de Paris.

Aux environs de 1800, Meyer Amschel père était déjà le dixième parmi les juifs les plus riches de Francfort. Nombre de concurrents étaient plus riches qu'eux. De plus, certains étaient chrétiens et exempts donc de l'opprobre qui entachait les juifs. Par contre, les Rothschild avaient pour eux la forte personnalité du chef de la maison, que soutenaient quatre fils. L'un d'eux, Salomon, venait d'épouser Caroline Stern. Nathan, le cinquième, résidait déjà dans le camp du grand ennemi de Napoléon : l'Angleterre.

L'affaire de la maison-mère des Rothschild à Francfort ne se bornait pas à une branche d'activité unique. Là où il y avait quelque chose à gagner, qu'il s'agisse de commission, d'expédition ou autre, elle n'hésitait pas à entrer en jeu. En même temps, Meyer Amschel étendait ses relations avec de grands personnages, même en dehors du Hesse.

C'est à Francfort qu'il fit l'une des plus précieuses avec la maison princière Tharn et Taxis. Cette firme s'occupait surtout de postes et son activité s'étendait à toute l'Europe centrale. Elle avait même le monopole des postes moyennant remise des informations recueillies en cours de manipulation de lettres secrètes à l'empereur allemand.

Les Rothschild avaient compris immédiatement l'intérêt qu'il y avait pour eux d'être renseignés avec exactitude et rapidement et, pour cela, il fallait être en très bons termes avec Tharn et Taxis. Des relations les plus étroites se nouèrent au plus grand profit de la maison Israélite. Cette dernière réalisa de fructueuses affaires. Malgré cela elle prétendait rendre les plus grands services désintéressés au prince en favo-



risant cette entreprise. Rothschild fit si bien passer des actions intéressées pour désintéressées, qu'il obtint, par lettre patente du 29 janvier 1800, le titre d'agent de Cour Impériale.

Ce titre lui permit de nouer d'autres relations. Peu de temps après, ses relations avec le prince Ysamburg et l'ordre allemand des chevaliers de St-Jean qu'il obtint, lui donnèrent le titre de cour à la suite d'opérations de prêts. En 1804, Rothschild sollicite une faveur analogue pour l'un de ses fils. Il fait parfois des prêts à des conditions avantageuses pour obtenir des titres lui permettant d'étendre ses relations.

Les fils Amschel et Salomon commençaient déjà à obtenir des titres de cour là où ils le pouvaient. C'est ainsi qu'en 1801, ils avaient été nommés payeurs aux armées hessoises. Ces fonctions rapportaient gros sans qu'il y ait la moindre mise de fonds. C'était le landgrave qui fournissait l'argent ; les Rothschild ne servant que d'intermédiaires et Dieu seul sait pour quel taux de commission ? Ils avaient la possibilité de fausser les comptes sans gros risque du fait de la présence de Buderus à un poste important près du prince. Plus tard les Rothschild nouèrent des relations d'affaires avec le Danemark. Les derniers emprunts du Danemark avaient été émis sous forme d'obligations libellées au nom des Rothschild. Les concurrents de ces derniers s'efforçaient, en vain, de dévoiler aux princes les machinations de cette famille.

La lutte de Rothschild et de ses concurrents se fit sentir même parmi les commis chargés d'administrer les biens du landgrave. Buderus apaisait tout en intervenant toujours de plus en plus en faveur de la banque juive. Malgré les chaudes recommandations de Buderus, Guillaume de Hesse resta longtemps méfiant à l'égard des juifs et il refusa à plusieurs reprises de faire participer les Rothschild à de nombreuses affaires. Cette méfiance se dissipa peu à peu et les affaires traitées entre le financier juif et le landgrave devinrent plus considérables que jamais. Et plus elles étaient élevées, plus Meyer Amschel s'en réjouissait.

Les capitaux placés en Angleterre lui donnaient des ennuis malgré tout. Les rapports entre ce pays et le Hesse s'étaient tendus. Or, le landgrave avait



prêté au prince de Galles, le futur roi George IV, près de 200.000 livres en deux versements. En outre, Guillaume de Hesse avait placé à intérêts 640.000 livres environ à Londres. Le landgrave craignait donc la perte de ses fonds et souhaitait ardemment la victoire de la coalition sur la France. Cette victoire ne venait pas. Napoléon devenait de plus en plus puissant et bouleversait tout le continent. Dans ces conditions il était difficile à Guillaume de Hesse de gérer son immense fortune avec prudence et sagacité. Il eut alors besoin des conseils de Meyer Amschel Rothschild et cette faveur suscita des jalousies à l'égard des juifs et notamment de la famille Rothschild.

Le chef de cette dernière, en 1803, dut solliciter du prince électeur une lettre de protection pour son fils selon laquelle il devait jouir des mêmes droits que les juifs résidant à Cassel. La demande fut accordée moyennant paiement de 400 Reichsthalers. Mais la lettre ne fut pas établie. Du reste, on ne savait au nom de quel fils la lettre devait être faite. Rothschild dut alors préciser.

Il écrivit le 21 avril 1805 au landgrave *« Il me faut donc déclarer pour qui la lettre de protection doit être établie, ce qui me met dans un grand embarras, car le fils auquel je destinais la protection réside depuis longtemps à Londres ainsi qu'un autre de mes fils, avec lequel il veut fonder une société »*. On répondit que la demande ne pouvait être accordée que si Meyer Amschel venait s'établir à Cassel avec toute sa fortune. Il ne voulait naturellement pas. Finalement la lettre de protection fut établie au nom de Amschel Meyer et non au nom de Nathan.

Les Rothschild avaient à lutter contre des concurrents redoutables à Cassel. Par contre, leur prestige ne faisait qu'augmenter à Francfort où ils jouissaient de certaines faveurs.

On était en 1804-1805. Napoléon faisait son entrée à Aix-la-Chapelle et Mayence. Le prince de Hesse éprouva de l'inquiétude et il chercha prudemment à se lier avec l'Angleterre et l'Autriche qui penchaient en faveur des adversaires de l'Empereur des Français.

En mai 1805, l'Autriche se joignit à la coalition



contre Napoléon. Ce dernier qui avait d'abord songé à un débarquement en Angleterre, se tourna vers l'Autriche. Il résulta un grand besoin d'argent. A qui s'adresser sinon à Rothschild et à l'Angleterre ? Les subsides anglais à l'Autriche s'élevaient à 333.333 1/4 livres par mois.

La maison Rothschild fut employée pour le transfert de ces fonds. Elle avait toutes facilités du fait de l'existence de sa succursale de Londres tenue par Nathan Rothschild. On faisait donc des virements au lieu de transporter l'argent comme auparavant. Or, Rothschild prélevait la même commission que s'il fut agi de déplacements de fonds. Cette méthode de virement sans courir le risque de transport rapportait des sommes considérables à la maison Israélite.

Pendant ce temps, Guillaume de Hesse ne savait quelle décision prendre. Devait-il rester neutre ou devait-il, au contraire, intervenir en faveur de la coalition ? Il hésitait. Or, avec la puissante personnalité de Napoléon, il ne fallait pas pratiquer une politique incertaine. Devant les hésitations du landgrave, Napoléon ordonna l'occupation de Cassel et la Hesse et *« Vous ferez mettre les scellés, ordonna-t-il, sur les caisses et les magasins »*.

C'est avec effroi que Meyer Amschel Rothschild avait assisté à l'évolution brutale des événements et, à Cassel, son fils, Amschel, tout comme lui-même à Francfort, prit toutes les dispositions possibles pour ne pas subir de trop lourdes pertes sur leurs opérations financières et sur celles du prince Electeur.

Rothschild était depuis longtemps en bon terme avec le landgrave. En outre, Buderus ne cessait de parler en sa faveur ainsi qu'il résulte de la lettre du 2 juillet 1806 dans laquelle il disait *« J'espère qu'on finira par être convaincu que c'est un brave homme digne d'estime ; et l'envie dira contre lui ce qu'elle voudra »*. Ainsi que nous l'avons déjà vu, Buderus ne faisait pas ces recommandations d'une façon désintéressée.

Quand Guillaume de Hesse se sentit menacé, il voulut sauver sa fortune qui était considérable. En septembre 1806, la caisse de pierres contenait à elle seule plus de 21 millions de thalers. Il était nécessaire de



tout cacher. Pour cela, il fallait des hommes de confiance, et, à leur tête, Buderus. Inutile d'ajouter que les Rothschild allaient en profiter, eux qui étaient à l'affût de toutes les occasions de cette nature. Quoi de plus avantageux pour eux que de gérer la fortune du prince ? Ainsi, ils auraient des sommes considérables à leur disposition et à bon compte. En outre cela leur permettrait de soustraire une partie des revenus à leur profit.

On sait que Guillaume avait prêté des sommes considérables à l'Autriche. A l'approche des Français, Guillaume donna pouvoir à Buderus de percevoir les intérêts échus à Vienne. Or, celui-ci transmit ce mandat à Rothschild qui, par la suite, toucha les intérêts pour le compte du prince Electeur, par l'entremise de son chargé d'affaires, le banquier Funck. On s'occupait partout activement pour sauvegarder le patrimoine de Guillaume.

Pendant ce temps, tous les Rothschild avaient quitté Cassel. Ils s'occupaient eux-mêmes de cacher le maximum de leur fortune personnelle. Mais, dans son for intérieur, Meyer Amschel ne désespérait pas de tirer de nouveaux profits du prince. Malgré tout il estimait, pour jouer un double rôle, qu'il devait rester dans l'expectative. Il souhaitait continuer à s'occuper des affaires de Guillaume, si possible, à l'insu des Français. Au même moment, il recevait en garde les affaires du prince.

Les Français se mirent aussitôt à chercher la cachette des richesses du prince Electeur. Napoléon nourrissait les plus mauvais sentiments à son égard. Bon nombre de caisses contenant des valeurs et des documents secrets furent déposées chez Rothschild, dans sa maison à « l'écusson vert ». Meyer Amschel Rothschild les cacha dans sa cave. En cas de nécessité, on disposait encore d'une pièce séparée située derrière la maison et sous la cour. En outre, cette cave était reliée à la maison voisine par un passage étroit. L'état d'oppression dans lequel vivaient les juifs de Francfort fit qu'on avait établi, dans les maisons de la ruelle des juifs, de tels refuges secrets. Il était permis de supposer qu'en cas de perquisition, les Français ne découvriraient rien.



L'arrivée de Napoléon créa un nouvel état de choses. Le blocus continental était décrété le 21 novembre 1806 à Berlin. Mais malgré la surveillance exercée par les Français sur le commerce, les Rothschild de Francfort, aidés par Nathan, qui résidait à Londres, réussirent à se faire de la sorte des sommes considérables.

L'occupation de la ville commerciale par les troupes françaises arrêta momentanément l'ascension de la Maison Rothschild. Aussi, pour ne pas perdre de temps, Meyer Amschel tenait à se mettre en aussi bons termes que possible, avec celui qui était devenu le maître du pays, tout en continuant à servir, en secret, le prince Electeur. C'est le principe d'agir du juif en général et des Rothschild en particulier.

Ainsi, le 14 décembre 1806, Meyer Amschel adressa secrètement au prince un relevé concernant des ventes antérieures de traites anglaises et l'avisant que les autres traites ne pouvaient être vendues pour le moment. On a découvert dans une lettre de Rothschild, que les Français auraient offert, à Cassel, à l'Agent supérieur de Cour Rothschild, de 20 à 25 % de la somme en question, s'il voulait faire passer dans les caisses françaises le produit d'une créance de 9.000 florins. Rothschild a-t-il profité de cette occasion pour en tirer un bénéfice personnel ? Nul ne le sait. Il résulte pourtant de lettres diverses, où Rothschild s'appelait Arnoldi, que le prince se plaignit de certains relevés de compte et il est à présumer que ce juif profita de la circonstance pour arrondir sa fortune.

Au même moment, sur le conseil de Rothschild, le prince pria l'empereur François à Vienne, de ne verser aux Français, pour l'amour du Ciel, ni capital, ni intérêts sur les 1.500.000 florins qu'il lui avait prêtés. C'était le juif qui les encaissait. Ce dernier les portait en compte, après prélèvement de sa commission, et déduction des sommes égarées du fait de l'incertitude des voyages. Inutile de dire que les sommes portées perdues revenaient purement et simplement aux Rothschild qui ne transportaient pas de fonds mais procédaient toujours par virements. Certains auteurs annoncent même que Buderus, homme de



confiance de Guillaume, était de complicité avec Rothschild.

Buderus se trouvant un jour auprès de son maître, et l'entretenant de Rothschild et des services qu'il avait rendus, le prince ne manqua pas de lui faire sentir que la faveur dont il entourait Rothschild lui paraissait étrange ; que celui-ci n'était guère qu'un juif de l'origine la plus obscure, et qu'il éprouvait de l'inquiétude à lui confier presque exclusivement les affaires financières les plus importantes. Buderus s'éleva avec vigueur contre cette façon de voir. Le prince voyait juste sans doute. Meyer Amschel tenait ses bons en double, dont les uns secrets, les autres officiels. Ainsi, on n'avait aucun contrôle sur ses affaires. Non seulement, ils détournaient en leur faveur des fonds au prince Electeur, mais, de plus, ils fraudaient le fisc. Les représentations de Buderus avaient fini à surmonter peu à peu la méfiance du Prince à l'égard des banquiers juifs. Meyer Amschel était devenu peu à peu l'homme de confiance du Prince. Malgré tout il n'avait pas encore accepté que l'intérêt de ses capitaux, placés en Angleterre, fût encaissé par Nathan, à Londres.

Pendant tous ces bouleversements, à Francfort, Meyer Amschel et ses fils avaient continué de diriger le magasin et de développer à la fois le commerce des marchandises et les opérations d'argent. Le cinquième fils, Jacob, dit James, avait alors seize ans. Il était déjà entré dans l'affaire. De ce fait, Amschel Meyer, le fils aîné, se trouvait en mesure de s'absenter souvent de Francfort afin de se rendre auprès du prince Electeur.

Buderus, entre temps, s'était arrangé de sorte que les fonds de ce dernier, que l'agent aurait dû, en fait, administrer, fussent mis à la disposition de Rothschild sous terme d'un prêt à 4 %. Aussi, Meyer, obtint-il, en 1808, contre des traites à 4 % 223.800 florins que le prince Electeur n'accorda qu'à contre cœur.

A ce moment, la situation financière de l'Autriche était dans le plus grand désordre. Ce pays voulait donc émettre des emprunts. Or, à qui s'adresser dans de telles conditions ? C'est à cette époque qu'on trouve le nom de Rothschild cité pour la première fois à propos de la Cour d'Autriche. Un emprunt de



1.200.000 florins fut émis. Le prince Electeur y participa par l'intermédiaire de Buderus, Rothschild et Franck, banquier à Vienne. Cet emprunt était émis à 5 % et comportait des lots. Or nous avons noté plus haut que les fonds du prince étaient mis à la disposition des Rothschild à 4 % sans lot. On voit donc le bénéfice réalisé sur l'intérêt et les lots, auxquels il y a encore lieu d'ajouter les commissions.

Les relations de Buderus avec Rothschild étaient découvertes par les Français. Aussitôt, Rothschild était appelé à comparaître, le 13 août 1808, devant le greffe du tribunal municipal et provincial de Francfort. Les Français ne tirèrent pas grand chose de cet interrogatoire, mais ils ordonnèrent de présenter immédiatement toute lettre émanant de Buderus. Ce dernier fut même emprisonné un moment en septembre 1808. Entre temps, à Vienne, on désirait avoir des précisions sur les conseillers financiers du prince de Hesse et, en particulier, sur les Rothschild. Les meilleurs renseignements furent fournis selon les indications de Buderus. Partout ce dernier intervenait en faveur du banquier juif. Il fut du reste, admis à titre de commanditaire de la maison Rothschild, non que cette maison ait besoin d'argent, mais pour faciliter et augmenter ses relations. Dans le contrat il était déclaré : art. 1, que Buderus apportait 20.000 florins à titre de prêt. Une participation aux bénéfices était octroyée au conseiller de guerre du prince Electeur de Hesse. Buderus avait acquis une telle ascendance sur son maître que désormais presque toutes ses opérations financières seront traitées par Rothschild. La première affaire concerna les valeurs anglaises et l'on acheta, sur l'ordre du prince Electeur, pour 150.000 livres de titres anglais à 3 %.

Entre temps, les rapports entre la France et l'Autriche s'étaient tendus. Le Prince Electeur offrit 4.000 soldats à l'Empereur François. Mais en réalité, il ne mit en ligne que la moitié des hommes promis, ce qui coûta d'ailleurs 600.000 florins que Rothschild fut encore chargé de se procurer. La maison juive travaillait donc avec toutes les nations sans distinction. Plus tard un mouvement d'insurrection fut découvert dans la région de Francfort. Buderus et Rothschild furent accusés de financer la révolte. Le Juif



craignait pour sa personne. Aussi demanda-t-il à Dalberg d'intercéder en sa faveur. Mais, sur les entre-faites, Meyer Amschel Rothschild fut arrêté dans sa chambre, tandis que Salomon et James l'étaient au magasin où des gendarmes les surveillèrent. Puis on apposa les scellés. Au cours des perquisitions, on ne découvrit pas grand chose du fait de la tenue des livres en double. En outre les documents compromettants avaient été dissimulés. De plus, Meyer Amschel profita d'une occasion pour remettre 300 thalers à Savagnes, ce qui hâta la procédure. Le commissaire Dalberg était juif lui-même et, par conséquent, favorable à ses coreligionnaires. Cette instruction se termina donc sans mal pour les Rothschild. Il a pourtant été découvert plus tard que les banquiers juifs avaient effectué des paiements à divers chefs de l'insurrection. En outre, le conseiller financier du prince Electeur, lui recommandait de se faire passer pour un homme sans fortune pour le cas où un coup de fllet aurait lieu. Le prince suivait ce conseil. Pourtant, le 18 décembre 1809, il avait été placé à nouveau en consolidés anglais 3 %, une somme de 150.000 livres provenant des intérêts perçus par le « pauvre prince Electeur ». C'est Amschel qui s'en était chargé lui-même. Les Français essayaient bien de saisir la correspondance échangée entre Francfort, Londres et le Prince. Il n'y parvinrent jamais.

L'Autriche restait toujours dans une situation financière alarmante. Rothschild n'était pas encore intervenu d'une façon régulière dans les finances de ce pays. A Vienne il y avait des concurrents : les maisons de banque Fries et C<sup>ie</sup>, Steiner et C<sup>ie</sup> et la banque Parists de Hambourg. Il y avait dans le pays de Metternich plus de 1 milliard de florins-papier en circulation et il fallait plus de 500 florins pour acquérir 100 florins or. Dans cette pénible situation, on se souvint à Vienne du riche prince Electeur de Hesse qui avait été quelque peu oublié et traité avec peu d'égards jusqu'alors. On projetait de le ramener par l'intermédiaire de Rothschild. Ce fut une excellente occasion pour ce dernier d'être mis au courant des affaires autrichiennes. Plusieurs projets établis par Rothschild furent présentés. Le juif hésitait à y engager ses propres fonds. Aussi, préféra-t-il, pour



cette occasion, utiliser ceux du prince ou plutôt les créances princières sur l'Autriche, qui représentaient 5.832.532 thalers. Mais ses espoirs s'évanouirent. Toutefois, ces tentatives malheureuses permirent à la maison Rothschild d'établir un premier contact.

Malgré tous les bouleversements politiques des continents, la fortune des Rothschild ne cessait de grandir. Aussi Meyer décida de préciser davantage la constitution intérieure de la maison. C'est ainsi qu'intervint, le 27 septembre 1810, un nouveau contrat de société entre le père et les fils. Le principe essentiel de ce contrat était que Meyer Amschel faisait de tous ses fils des associés de sa maison. Il les intéressait à la prospérité de l'affaire. A partir de cette date, la maison prit pour raison sociale : « Meyer Amschel Rothschild et fils ». Le capital social annoncé était de 800.000 florins dont 370.000 florins au père ; 185.000 à chacun des fils, Amschel et Salomon, et 30.000 florins à Charles et à James. Nathan, qui résidait en Angleterre n'était pas compris dans le contrat social. Ce dernier donnait également un modeste aperçu de la multiplicité des affaires de la maison Rothschild.

Meyer Amschel n'était pas diplomate. Malgré cela il réussissait à surmonter beaucoup d'obstacles grâce à sa puissance financière et surtout à l'habileté qu'il déployait pour corrompre les personnes qui pouvaient lui être utiles. Il fallait, en effet, une certaine adresse pour continuer à mener ses affaires commerciales sans se heurter aux autorités françaises. Tant que brilla Napoléon, les Rothschild agirent tout à fait comme s'ils eussent été favorables aux Français et à leur souverain, fournissant de la farine aux deux adversaires, faisant de la contrebande avec l'Angleterre, etc...

Malgré la présence des troupes françaises à Francfort, Buderus remit à l'agent de Cour Charles Rothschild une lettre lui demandant de transférer des fonds à Prague. Le banquier s'exécuta. Par la même occasion, le conseiller demanda à Rothschild d'acheter pour son maître un lot de titres de 15.000 livres sterling. Pour traiter cette affaire avec l'Angleterre, le jeune Nathan revint de Londres muni des documents relatifs au placement. Ainsi, comme on le voit,



les juifs faisaient peu de cas du blocus décrété par Napoléon. On s'était rendu compte qu'à Francfort on enfreignait aux décisions impériales et, sur l'ordre de Paris, des perquisitions eurent lieu afin de rechercher des articles anglais dissimulés dans la ville. Toutes les portes de la ville étaient gardées. La maison Amschel figurait parmi celles qui devaient être perquisitionnées. De plus, la famille figurait sur une liste pour le paiement d'une somme de 19.348 fr. à titre d'amende. La part dont fut taxée le banquier juif portait pour moitié sur de l'indigo. Le stock des Rothschild était des plus élevé sans doute, mais ils surent habilement en dissimuler une grande partie.

Entre temps, Dalberg, commissaire de Francfort, demandait une avance de 80.000 florins aux négociants de la ville. Rothschild apprit cette demande et les offrit spontanément moyennant intérêt de 5 %. Ainsi Dalberg put faire un voyage à Paris et le juif ne fut plus inquiété davantage pour ses actes répréhensibles. Une faveur de cette nature incita Meyer à demander un passeport destiné au jeune James, qui, par Anvers, fut envoyé à Paris où sa présence était nécessaire pour certaines affaires de contrebande que Nathan négociait à Londres. Le passeport fut accordé et James arriva à Paris le 24 mars 1811.

En 1811 également, le prince Electeur avait cédé à Meyer Amschel Rothschild un million de florins hollandais qu'il possédait dans les Pays-Bas. Quelques difficultés naquirent au cours des négociations concernant cette affaire. Rothschild désirait la garantie du Prince qui, lui, se refusait à l'accorder. C'est après de longs pourparlers seulement que l'affaire fut conclue à la satisfaction du Prince. Mais cette méfiance de la part du juif avait fait naître une certaine inquiétude chez Guillaume. Dans une de ses lettres, il écrit *« J'attends toujours en vain les documents relatifs aux capitaines investis ; quelque confiance que j'aie en Rothschild, il m'est impossible d'admettre plus longtemps un tel retard »*.

Buderus était toujours là pour le calmer dans de pareilles circonstances et les relations reprenaient toujours leur ancien train. Une correspondance suivie



continuait à s'échanger entre Rothschild et le Prince. Les autorités françaises en saisirent notamment une, datée du 1<sup>er</sup> novembre 1811, adressée au landgrave et dans laquelle le nom de Meyer Amschel était cité imprudemment par deux fois. Ce document fut transmis au général Savary, ministre de la police à Paris. Ce dernier ordonna une enquête à Francfort, enquête qui ne donna aucun résultat du fait des relations existant déjà entre Rothschild et le ministre français de la police à Francfort. Le baron Bacher, ambassadeur de France dans cette ville, pratiquait du reste la contrebande avec l'Angleterre, de complicité avec Rothschild ; Dalberg était secondé dans ses fonctions, par le commissaire Itzstein, juif lui-même.

Meyer Amschel avait eu depuis longtemps l'idée de mettre à profit les bons sentiments qu'éprouvait Dalberg pour les israélites, dans l'intérêt de ses coreligionnaires si opprimés autrefois. Un nouveau statut des juifs était établi par Dalberg mais il ne donnait pas entière satisfaction à Rothschild. Ce dernier proposa à Dalberg d'exonérer la population israélite de l'imposition annuelle, de 22.000 florins, moyennant qu'elle se rachèterait ; d'accorder aux juifs le droit de citoyen de la ville de Francfort, et, par là, de les placer, au point de vue politique, sur un pied d'égalité avec les chrétiens. La juiverie obtenait en même temps sa juridiction propre sous le titre « *Consistoire de la communauté de religion israélite* » de laquelle von Itzstein, directeur en chef de la police, fut nommé président. Au cours des démarches, Meyer Amschel laissa entendre que la communauté israélite était disposée à consentir des sacrifices d'argent, si bien que Dalberg exigea finalement qu'elle rachetât la contribution annuelle de 22.000 florins par le versement unique d'un montant vingt fois plus élevé. Cette somme était considérable mais Meyer avança à ses coreligionnaires 100.000 florins. En outre, Meyer intervint pour que la totalité de la somme ne fut pas exigée immédiatement, mais seulement 150.000. Le reste devait être couvert par des obligations. Rothschild obtint satisfaction et sa joie était grande d'être le premier à annoncer la nouvelle à ses coreligionnaires. Cette affaire causa autant d'enthousiasme parmi les israélites qu'elle provoqua de colère au Sénat, animé



de sentiments hostiles envers les juifs, et chez les familles patriciennes de la ville.

Puis, peu de temps après, parurent simultanément la nomination de Meyer Amschel Rothschild et de ses fils au titre de banquiers de la Cour du grand duché de Francfort, et celle de Meyer Amschel au poste de membre du collège électoral de cette ville. On a déclaré que Dalberg avait reçu à titre de première récompense 33.000 carolins pour avoir abouti à ces résultats.

Après la conclusion de cette affaire, le ministre de la police déclara que l'affaire réalisée magistralement méritait récompense. Deux ministres reçurent chacun 40.000 fr. et 10.000 à von Itzstein. Ainsi Rothschild avait réussi à obtenir des conditions de vie favorables à ses coreligionnaires.

Pendant ce temps, l'Empereur continuait sa marche vers l'est. Peu après Meyer tombe malade. Le 16 septembre 1812, grand jour de fête pour les israélites, qui s'appelle « *le jour long* » et qui est consacré à l'expiation du pécheur repentant, Meyer jeûna, suivant ses stricts principes religieux, et resta longtemps dans la synagogue, perdu dans les prières. Le soir, il ressentit des douleurs. Il expira le 19 septembre 1812.

Avant de mourir, il avait rédigé un testament répondant aux changements qui s'étaient produits dans la maison depuis les dernières conventions. En vertu de ce testament, il cédait toutes ses parts de la maison de commerce et ses titres et autres biens à ses cinq fils, pour une somme de 190.000 florins qui était loin de correspondre à l'héritage. Le testament excluait absolument les filles de l'entreprise, leurs époux et héritiers, leur déniait même tous droits de regard, et Meyer Amschel employait les 190.000 florins lui revenant à assurer à sa femme Gutth, sa vie durant, l'usufruit de 70.000 florins. Il répartit l'argent restant entre ses cinq filles. Le double but désiré était atteint. D'abord, on n'aurait pas besoin de communiquer aux autorités, la valeur de l'héritage. Ensuite, l'affaire restait entre les mains de ses cinq fils, à l'abri de toute ingérence étrangère.

On a souvent dit que, quelque temps avant de quit-



ter ce monde, Meyer Amschel aurait réuni ses cinq fils. Cela semble peu vraisemblable car Amschel et Charles, seuls habitaient Francfort ; Salomon résidait à Paris ; James restait sur la côte de la Manche, à Gravelines, dans le département du Pas-de-Calais, d'où il assurait la liaison avec Nathan, établi en Angleterre. Ces résidences, qui sont prouvées par des documents de la police française détruisent la légende selon laquelle Meyer Amschel aurait réuni ses cinq fils sur son lit de mort et partagé l'Europe entre eux.

Meyer Amschel laissait à ses enfants une fortune colossale permettant à ceux-ci d'avoir une influence considérable sur les événements européens au cours du 19<sup>e</sup> siècle.

D'autre part, on a pu le constater, la grande partie de cette fortune est due surtout à d'habiles intrigues et à la spéculation.

A la mort de Amschel, l'Angleterre était la plus grande puissance commerciale de l'Europe et la maison Rothschild avait fait un coup de maître en laissant s'installer dans ce royaume l'un de ses fils, Nathan, et surtout le mieux doué. Les ramifications de la maison s'étendaient déjà avec trois maisons à Francfort, à Paris et à Londres.

Nathan s'installa d'abord à Manchester où il ne tarda pas à brasser de grosses affaires. Et, au fur et à mesure que ses affaires s'étendirent, Nathan entra de lui-même en relations plus étroites avec la capitale du pays, qui est le cœur de la Grande-Bretagne et englobe tous les intérêts financiers de ce vaste empire. Il quitta Manchester en 1804 pour s'installer à Londres.

Entre temps il avait atteint sa vingt-neuvième année, et il songeait à se marier. Il contracta mariage avec la fille d'un grand négociant israélite, Cohen. Ce riche mariage, auquel venait s'ajouter de précieuses relations, lui permit d'étendre ses affaires. Mais ce ne fut pas tout ; la sœur de sa femme, Judith Cohen, épousa, peu de temps après, Moïse Montefiore bien connu à Londres. Grâce à ces nouvelles relations, il en vint à participer aux formidables opérations financières de Londres. En peu de temps il acquit une solide réputation de gros financier et on se demandait dans le pays comment Nathan pouvait disposer par moments



de ressources aussi formidables, car les fonds d'Etat anglais, rien que pour le prince Electeur, faisaient l'objet de transactions colossales. Il est vrai que les fonds du prince placés en Angleterre étaient à sa disposition. En outre, Nathan mettait largement à profit les possibilités d'échanger entre l'Angleterre et la France, son ennemie, pour son propre compte et pour celui de la maison paternelle de Francfort, si bien que le besoin d'avoir à Paris un homme de confiance se fit sentir. C'est ce qui avait décidé de l'envoi de James dans cette ville ainsi que nous l'avons déjà vu.

Pour travailler fructueusement dans les deux pays, il fallait agir avec adresse. Nathan expédiait des guinées en France et James faisait croire à Paris, qu'en Angleterre on voyait d'un très mauvais œil cette exportation et qu'on faisait tout pour l'empêcher. Il ne réussit que trop bien à tromper Mollien, et, par ce dernier, Napoléon. *« Le gouvernement français, disait Marion, considérait avec satisfaction, l'importation de guinées anglaises, car il y voyait à la fois la preuve et la cause de la décadence croissante de l'Angleterre ».*

A la même époque Nathan avait à faire passer en France des quantités d'espèces extrêmement élevées, dans l'intention secrète de les faire parvenir aux armées de Wellington, qui combattaient en Espagne contre la France. Ce général en réclamait constamment et il était difficile de les transporter par mer. Dans une lettre il disait *« Nous souffrons d'une terrible pénurie d'argent »*. Dans une autre, quelque temps après *« Il vaudrait beaucoup mieux que les gouvernements renoncassent complètement à nos opérations en Espagne et au Portugal, si le pays n'est pas en mesure de les poursuivre »*. Cette pénurie dura deux ans. Wellington émit une quantité énorme de traites et Nathan Rothschild les acquérait à des prix dérisoires contre espèces et les encaissait par la suite au Trésor de Londres. Il expédia en France, par la Manche, de la manière déjà rapportée, des guinées, et là elles furent reçues par James, et transférées à diverses maisons de banques à Paris. Celles-ci les transformèrent en traites sur des banquiers Espagnols, Maltais ou Siciliens, et ces effets furent transmis, par l'intermédiaire de négociants, à Wellington, qui se fit alors



verser l'argent chez les banquiers en question. C'est ainsi que les guinées provenant d'Angleterre n'effectuèrent que le court voyage de Londres à Paris, pour parvenir, ensuite, à travers un pays ennemi, et en toute tranquillité, entre les mains du général anglais, grâce au réseau de relations que possédaient les maisons de commerce, juives pour la plupart. Ainsi se prouve une fois de plus que les juifs n'ont d'autre patrie que celle de l'argent.

Pendant que ce trafic se faisait par la France, les nouvelles les plus alarmantes couraient sur l'armée de Napoléon. Le prince Electeur, reprenant confiance dans son exil, projetait de faire cause commune avec les coalisés. Buderus, dont nous avons déjà parlé, reçut l'ordre de se procurer l'argent nécessaire à cette fin. Celui-ci s'adressa à Rothschild qui fournit 100.000 thalers, avec lesquels le prince effectua plusieurs versements aux alliés. Peu de temps après, le prince Electeur fut rétabli dans ses domaines. Les armées de Napoléon continuèrent de reculer. Ces événements eurent une influence favorable sur la politique d'affaires de la maison Rothschild.

Par contre, à Francfort, les affaires n'allaient pas si bien. Dalberg, favorable aux juifs, était parti, et la population ne reconnaissait plus les droits qu'il avait accordés aux israélites. La question revint donc à nouveau sur le tapis. Les Rothschild ne pouvaient remédier à cet état de chose qu'en se rendant utiles aux puissances de la coalition. Il n'y avait que par ce moyen qu'ils pouvaient empêcher les puissances victorieuses d'agir en ennemis vis-à-vis des israélites. Certes, le premier but de la maison était la réalisation de gros bénéfices et le deuxième, l'émancipation des juifs.

A Londres, Nathan avait la confiance et jouait un rôle de plus en plus important. Il avait également acquis une bonne réputation auprès du prince de Hesse. Ainsi, lorsque le prince régent d'Angleterre parut être disposé à rembourser 100.000 livres, Nathan fut chargé de recevoir cette somme et aussi de la placer en titres. Nathan intervint à nouveau et d'une façon décisive pour la fourniture d'argent à Wellington et même de l'argent français que ce dernier ré-



clamait. Le chef de la maison de Londres se rendit alors personnellement en Hollande où il acquit par grandes quantités, des pièces de monnaies françaises dont le continent était submergé. En outre, James s'en procura également à Paris et les fit passer en fraude aux Pays-Bas. De cette façon, une énorme quantité d'or et d'argent parvint à l'armée britannique sous forme de pièces de monnaies françaises courantes, si bien que celle dernière put effectuer ses paiements en argent français. Ces opérations ne faisaient que grandir auprès des puissances coalisées. Le secret de ces opérations fut gardé dans l'intérêt de tous. La maison Rothschild avait tiré de ces tractations financières des sommes formidables. Nathan déclara lui-même ultérieurement que ce fut la meilleure affaire qu'il eût jamais faite.

Jusqu'à ce moment, l'activité des Rothschild s'était limitée à l'Allemagne, Pays-Bas, France, Angleterre, Espagne et Portugal. Ils avaient peu travaillé avec l'Autriche où Metternich menait la barque. Ce Maître dont le nom était sur toutes les lèvres, n'aimait pas les juifs, mais à côté de lui, il y avait une vieille connaissance de Rothschild, von Barbier, vice-président de la Chambre des finances de l'arrière des armées autrichiennes. Aussi, par tous les moyens, à Francfort, la Maison Rothschild s'efforçait, comme auparavant, d'entrer en relations avec le gouvernement autrichien qui avait toujours de si grands besoins d'argent. Au début de 1814, Amschel Rothschild réussit à obtenir la mission de payer en compte, avec les commissionnaires autrichiens, la solde des officiers de l'armée impériale qui traversaient Francfort ou s'y trouvaient. C'était un bon début. Jusque là l'Autriche recevait de l'Angleterre 138.888  $\frac{2}{3}$  livres par mois et cela pendant toute la durée de la guerre.

Les coalisés remportèrent bientôt une victoire décisive. Aussitôt, le prince Electeur de Hesse félicita l'Empereur d'Autriche. Ce dernier en profita pour réclamer une compensation sous forme d'emprunts. La Maison Rothschild fut chargée de cette opération. Dès lors, la place de Francfort était considérée comme la plus importante du continent. Les banquiers juifs ne cessèrent de presser Barbier pour les introduire à Vienne. Ils faisaient eux-mêmes des démarches par des



lettres et des déplacements pour arriver à cette fin. Chaque fois qu'une opération financière était projetée en Autriche, les Rothschild faisaient des offres. Mais, pendant longtemps, ils ne subirent que des échecs.

Une occasion se présenta bientôt. Le 28 mai 1814, la France s'était engagée par une convention à payer, aux puissances coalisées, 25 millions de francs, à titre d'indemnité pour contributions non perçues et stocks abandonnés. Sur cet argent, une somme de 8.666.666 1/3 était attribuée à l'Autriche. La France donna, de ce chef, des titres nommés bons Royaux, et, aussitôt, la Maison Rothschild chercha à s'en faire confier la réalisation provisoire à Paris, moyennant une commission de 1/2 %. Rothschild se rendit chez Barbier et s'efforça d'assurer cette affaire à sa Maison en lui faisant remarquer qu'il avait déjà reçu une mission analogue de la Russie.

Barbier transmit fidèlement l'offre sans préciser que la banque Bethmann avait sollicité la même affaire. Ainsi, cette affaire fut confiée aux Rothschild. En même temps, ces derniers s'efforçaient d'obtenir une autre affaire. Une convention était intervenue entre le ministre des finances de Prusse et le gouverneur général Royal de Belgique, en vertu de laquelle le Trésor belge devait verser aux trois puissances de l'est, 9.500.000 francs destinés aux troupes d'occupation. Barbier leur confia à nouveau cette affaire moyennant une commission de 1/2 %. A partir de ce moment, une lutte acharnée s'engagea entre les Rothschild et la Maison Bethmann de Vienne. Cette dernière l'emporta souvent car dans la capitale autrichienne on demeurait hostile aux juifs.

Après la chute de Napoléon, les Rothschild ne cessèrent de tirer partie des événements. Depuis 1807, l'héritier du trône des Bourbons, le futur roi Louis XVIII, chassé de son pays, avait vécu en exil dans le comté de Buckingham. Lorsqu'en 1814, les alliés eurent pénétré en France, il invoqua son droit au trône et résolut de faire un voyage à Paris. Mais il lui manquait l'argent nécessaire pour entreprendre le voyage et être à même de paraître aussitôt en France avec le faste royal indispensable. Nathan était extrêmement heureux de trouver si tôt une oc-



casion de se rendre utile au futur roi et acquit à Paris pour 200.000 livres anglaises de traites sur cette place. Cette opération lui parut d'une grande importance pour l'avenir de la Maison de Paris où se trouvait James. C'était le commencement des grandes affaires à Paris.

Nathan et James avaient donc pris pied solidement en Europe occidentale et acquéraient une importance toujours croissante. Par contre, la Maison était obligée de défendre ses positions dans sa ville natale, par suite de l'hostilité que manifestait la population pour les israélites. On voyait d'un mauvais œil la fortune des Rothschild grandir sans cesse au détriment de celles des chrétiens. Mais Buderus défendait toujours la Maison juive. De leur côté, le Sénat et la population exprimèrent leur mécontentement à l'égard des juifs, du fait qu'ils avaient obtenu, à leur avis, subrepticement et indirectement, par corruption, l'assimilation légale aux chrétiens. Les menaces firent trembler les Rothschild. Aussi résolurent-ils de faire l'impossible pour que les juifs de Francfort ne dussent renoncer à nouveau à aucun des droits qu'ils avaient rachetés. Le congrès de Vienne, du 1<sup>er</sup> octobre 1814, devait fixer le statut ultérieur des israélites. Or, Vienne était hostile aux juifs et Rothschild voyait d'un mauvais œil le choix de cette ville comme siège du congrès. Les juifs étaient représentés au congrès et ils agissaient par la corruption.

Le premier mars de la même année, Napoléon foula à nouveau la terre de France, de retour de l'île d'Elbe. Les événements allaient, une fois encore, bouleverser le continent. Le congrès de Vienne fut ainsi suspendu. Mais Metternich fit savoir aux représentants des communautés israélites d'Allemagne que la diète fédérale aurait à cœur le bien de ces dernières et qu'il interviendrait lui-même activement en faveur de l'octroi aux israélites de tous les droits civiques.

Peu après le retour de Napoléon, la fortune militaire parut lui sourire à nouveau, mais, dès le 18 janvier 1815, l'Empereur se précipita, à Waterloo, au-devant de sa destinée. Pendant que la bataille se déroulait, Nathan attendait en Angleterre, dans la plus



vive inquiétude, les nouvelles relatives au dénouement prochain. Il avait promis des primes aux capitaines de navires qui retournaient d'Angleterre sur le continent, pour qu'on lui transmette des nouvelles au plus vite. De plus, il invita tous ses agents à lui fournir dès que possible des informations sur l'issue des batailles qui allaient se livrer. La rapidité avec laquelle il recevait ces nouvelles était d'une grande importance pour ses affaires. En ce qui concerne la bataille de Waterloo, la prévoyance de Nathan porta ses fruits. Son agent, Rothworth, se trouvait à Ostende, où il attendait les informations sur l'issue de la bataille. Il réussit à s'emparer d'une page de « *La Gazette* » Hollandaise. Avec ce document, il entra dans la capitale anglaise le 20 juin, de très bon matin, et s'empressa de renseigner Nathan.

On se demandait en Angleterre comment le banquier avait obtenu cette nouvelle avant les personnalités officielles anglaises. Tantôt on prétendait qu'il avait établi un service de pigeons voyageurs. D'autre fois qu'il avait participé à la bataille et atteint la Manche à cheval d'une façon périlleuse, etc... Les Rothschild n'avaient pas ce courage. Les affaires seules les intéressaient et la victoire anglaise allait ouvrir de nouvelles perspectives. L'Angleterre, malgré l'issue favorable de la bataille continuait d'envoyer des subsides en Autriche. Nathan était toujours chargé du transfert de ces fonds.

Mais, tandis que la famille Rothschild ne cessait d'étendre sa notoriété à l'étranger et qu'elle accroissait sa fortune d'une façon inouïe, grâce aux opérations financières d'Etat, qui lui étaient confiées, elle luttait dans sa ville natale de Francfort pour conserver l'égalité de droits des israélites. Malgré les promesses de Metternich à Vienne le Sénat devenait de plus en plus hostile. Mais les frères étaient rendus plus hardis par leur situation auprès des grandes puissances et osèrent de nouveau lever la tête en faveur de leurs coreligionnaires. En outre, Buderus était toujours là. Il appuyait les revendications des Rothschild auprès du prince Electeur. En outre, ils intervinrent auprès du prince Hardenberg, chancelier de l'Etat prussien. Les Rothschild insistèrent pour que les droits acquis par les israélites de Franc-



fort fussent maintenus. Une partie des fonds provenant des obligations émises lors du rachat des droits, n'était pas encore versée. Avant de se dessaisir de cette somme, Rothschild voulait obtenir de la ville de Francfort, l'assurance qu'elle cesserait d'attaquer le contrat conclu avec Dalberg, le 28 décembre 1811, au sujet de l'assimilation des israélites.

Si Metternich était devenu favorable aux juifs, il n'en était pas de même pour l'Ambassadeur d'Autriche à la Diète, le comte Buol Schauenstein. Ce dernier trouvait que Dalberg avait donné pour un morceau de pain le droit de citoyen à un grand nombre de familles israélites. *« Le commerce, indiquait-il, n'est pas la seule branche d'activité que les juifs accaparent. Suivant la manière de cette race qui ne se fond jamais avec une autre, mais poursuit toujours ses fins dans un cercle fermé, ils ne tarderont pas à évincer les maisons de commerce chrétiennes, et à submerger la ville de leur population qui, d'ailleurs, s'accroît dans des proportions effrayantes, si bien qu'une cité commerciale juive finira par s'élever sur le flanc de la vénérable cathédrale »*. Malgré cette proclamation, les droits précédemment accordés aux juifs ne furent pas encore enlevés du fait de l'intervention des Rothschild.

Pendant ce temps la Maison Rothschild s'occupait activement pour se faire confier le transfert des fonds que le gouvernement français devait verser à titre de contribution de guerre. La somme à verser fut fixée à 700 millions. Ces transferts leur furent accordés malgré diverses protestations dans lesquelles on faisait remarquer que les Rothschild abusaient parfois en prélevant des taux de commissions prohibitifs. Ainsi, pour quelques règlements aux troupes Wurtembourgeoises restées en France, ils avaient prélevé une commission de 1 1/2 %, ce qui représentait exactement le double du montant des frais de transport de 3/4 % demandé par les Messageries. On se demande ainsi comment les Rothschild arrivaient à tout accaparer sur le marché financier, malgré le taux de commission souvent plus élevé que celui des concurrents, si ce n'est par la corruption.

La dette française n'était pas exigible pour la to-



talité. Le règlement devait s'échelonner sur plusieurs trimestres. Or, l'Autriche, du fait que ses finances étaient dans une mauvaise situation, désirait encaisser sa part par anticipation, quitte à perdre un pourcentage sur le total brut. Rothschild présenta un projet prévoyant une remise de 40 % en sa faveur. Les prétentions des Rothschild étaient formidables et le bénéfice que laissait entrevoir une telle opération peut être qualifié d'escroquerie.

Malgré cela les Rothschild estimaient rendre service et cela demandait récompense. Aussi, le juif n'omit pas de demander son anoblissement. Heureusement, la sollicitation fut rejetée pour la raison que *« l'anoblissement des Rothschild éveillerait la jalousie des maisons de banque chrétiennes et causerait une sensation particulière au moment actuel où l'on commence seulement à s'occuper de l'existence civique des membres de la communauté israélite de Francfort »*. Peu de temps après, les Rothschild revinrent à nouveau à la charge. Lederer présente une demande au Conseil d'Etat. Dans la lettre il dit : *« 1° Ces derniers (les Rothschild), se sont-ils acquis du mérite dans les affaires du Trésor Autrichien et en quoi consiste ce mérite ? 2° De quelles manières faut-il reconnaître ces services »* ? En ce qui concerne la première question, c'est seulement en juin 1815 que Rothschild est devenu l'agent d'affaires du Gouvernement Autrichien pour la réalisation de subsides. Elle effectua des paiements pour ce gouvernement, dont elle obtint certainement, de ce chef, une importante commission.

*« ...La maison Rothschild ne fut jamais fondée à réclamer à l'Autriche une commission sur les fonds payés par le gouvernement anglais.*

*« ...En effectuant ces règlements d'une façon régulière et ponctuelle, la maison Rothschild n'a fait que son devoir.*

*« ...Je ne puis concevoir qu'une maison de commerce fasse des affaires en perdant de vue son intérêt. Le commerçant traite des affaires pour réaliser des bénéfices. Mais il ne saurait prétendre avoir du mérite, là où il n'y en a pas. En outre, on me fait remarquer que l'anoblissement de Rothschild permet-*



*trait de s'assurer pour l'avenir, le concours d'une maison jouissant d'un crédit si considérable. Je dois répondre que la maison Rothschild traitera encore à l'avenir avec l'administration des finances autrichiennes et les recherchera si elle y trouve son compte. Mais elle les repoussera dans le cas contraire, même si ses dirigeants doivent une distinction à la faveur de votre majesté. Dans les affaires d'argent, la table de Pythagore est la première raison déterminante, et la plus puissante du commerçant ».*

La suite de cette lettre, dont je n'ai reproduit qu'une partie, conclut à un refus catégorique. Ce rapport fut transmis à l'Empereur François qui ordonna par écrit à Metternich de se prononcer sur la proposition et lui demanda si la condition présente des israélites à Francfort ne rendait pas inopportun, au point de vue politique, le fait d'accorder une distinction à des négociants, juifs précisément. La décision appartenait désormais à Metternich qui, bien entendu, était favorable à l'octroi d'un titre de noblesse, à Rothschild. Et l'Empereur y consentit.

La lettre autographe d'anoblissement d'Amschel et de Salomon pour la négociation des subsides anglais fut établie à Schönbrunn le 25 septembre 1816. Ainsi, deux des Rothschild étaient déjà admis dans la noblesse autrichienne. Quelques jours plus tard, on avait fait remarquer que les deux autres frères, Charles et James, auxquels on avait également recours pour les opérations projetées, pourraient se sentir désavantagés. Aussi, l'Empereur François les anoblissait par décision du cabinet du 23 octobre 1816. Les frères Rothschild présentèrent alors un projet de blason. Ils y joignirent une lettre écrite de la main de Salomon dans laquelle on pouvait lire ce qui suit :

*« Premier champ : sur champ sectionné rouge et jaune, demi-aigle noir sur champ jaune. (Allusion aux armes impériales et royales autrichiennes).*

*« Second champ : Léopard sur champ rouge. (Allusion aux armes royales anglaises).*

*« Troisième champ : Lion. (Allusion aux armes du prince Electeur).*

*« Quatrième champ : bras avec cinq flèches sur*



champ d'azur. (Symbole de l'union entre les cinq frères).

*« Ecusson rouge au milieu de l'armoirie. Celle-ci est tenue du côté droit par un chien de chasse, symbole de la fidélité, et de gauche par une cigogne, symbole de la piété et du bonheur. Le tout surmonté d'une couronne d'où émerge le lion hessois ».*

En même temps qu'ils présentaient ce projet, les quatre frères Rothschild demandèrent qu'on établît un titre de noblesse pour chacun d'eux, parce qu'ils résidaient dans des pays différents. Ce projet fut transmis à l'inspecteur des armoiries qui fit remarquer que rien ne s'opposait à l'établissement de quatre titres, bien qu'il fallait agir avec une entière prudence, en particulier, vis-à-vis de la nation israélite. *« Pour ce qui est des armoiries, écrivait-il ensuite, ils demandent une couronne, un écu en forme de cœur, un écuyer, un léopard anglais et le lion hessois. Suivant le code héraldique, la noblesse n'a droit qu'à un casque et leur prétention ne saurait en aucun cas être admise, car autrement, rien ne les distinguerait plus de la noblesse d'un plus haut rang, les couronnes, les écuyers et les écus en forme de cœur ne pouvant être revendiqués que par la haute noblesse ».* Aussi quelques modifications durent être apportées au projet prétentieux des Rothschild. Toutes les modifications signalées par l'inspecteur étaient acceptées et le titre de noblesse fut établi le 25 mars 1817.

L'obtention de l'anoblissement constituait une élévation sociale de la famille Rothschild et présentait une importance toute particulière. Peu après, les frères Rothschild proposèrent à l'Autriche de verser quelques mois avant l'échéance, 300.000 ducats moyennant 5 % de remise et 1 % de commission. Ainsi, pour quelques mois, les Rothschild prélevaient 6 %. C'est de cette façon qu'ils remerciaient l'Empereur de l'anoblissement qu'il leur avait accordé.

Désormais, la famille Rothschild est partout introduite à Vienne. Elle va concentrer son effort autour de ce pays sans négliger les autres puissances. Il semble même qu'elle ait traité également avec la Prusse et la Russie des opérations d'avances sur l'indemnité de guerre française. En février 1817, une



avance fut accordée à la Prusse sur les indemnités de guerre que la France devait verser.

En décembre 1816, les Rothschild interviennent à nouveau en faveur des israélites de Francfort. Ce fut sans résultat.

Entre temps, les Rothschild ne ralentirent pas leurs efforts pour obtenir, par d'incessantes prières et sollicitations, d'autres dignités et de nouveaux titres. Nathan à Londres et James à Paris eurent l'idée de solliciter de l'Autriche les prérogatives et le poste de consul honoraire. Dès lors qu'ils auraient ces titres, ils appartiendraient pour ainsi dire au corps diplomatique, et, de ce fait, nombre de portes qui leur étaient fermées auparavant, devraient s'ouvrir devant eux. La demande fut adressée à Metternich par Amschel.

Un long temps s'écoula avant qu'il fût donné suite à cette demande. Il fallut trois ans pour que Metternich se prononçât favorablement quoique la nomination ne fût pas encore officiellement annoncée.

A cette époque, la fortune des Rothschild existait. Il s'agissait donc, non seulement de la conserver, mais de l'accroître encore. L'ébranlement de l'Europe avait provoqué partout la désorganisation des conditions financières. De nouvelles possibilités de spéculation allaient donc s'ouvrir. Comme la maison Rothschild était l'une des plus puissantes et présentait divers avantages du fait de ses multiples ramifications dans plusieurs pays, on avait souvent recours à elle pour le transfert des fonds. Nathan avait sans conteste pris la première place parmi les cinq frères. Il avait de bonnes relations dans les milieux anglais et cela lui permettait la réalisation d'énormes affaires. Il s'efforçait sans cesse d'étendre la puissance de sa maison. Le titre de noblesse autrichien ajouté à ses relations et à puissance devait lui permettre de regarder l'avenir avec sérénité.

A Francfort, par contre, les affaires n'allèrent pas toutes seules. Le Sénat restait toujours hostile aux israélites. Dans cette ville, Amschel, qui était chargé de mener la lutte contre le Sénat, ne manquait pas une occasion d'exercer de l'extérieur, spécialement



par la Prusse et l'Autriche, une pression sur les administrateurs de la municipalité.

En 1818, une occasion exceptionnelle se présenta pour la réalisation des vœux des Rothschild. En effet, les finances de l'Etat Prussien, de même que celles de l'Autriche se trouvaient en grand désordre. Le déficit était considérable. La Cour vivait au jour le jour. Dans cette situation, le représentant de la Seehandlung à Londres, Barandon, avait recommandé de contracter un emprunt en Angleterre au profit de la Prusse. Barandon, pour cette fin, avait décidé de recourir à Nathan Rothschild. Hardenberg, chancelier d'Etat Prussien, ne se le fit pas dire deux fois et s'adressa à Amschel de Francfort. Amschel y consentit et profita de l'occasion pour attirer de nouveau l'attention du chancelier d'Etat sur ses coreligionnaires à Francfort. « *A l'heure actuelle, écrivit-il, je renouvelle mon humble prière concernant le sort réservé ici à mes coreligionnaires, qui attendent avec la plus vive anxiété la décision de la Diète* ».

Hardenberg aurait volontiers donné suite favorable à cette supplique. Mais son roi n'aimait guère les israélites. Cependant, il chargea un homme de confiance de lui rédiger un rapport, qui concluait : « *Je veux, en tout cas, qu'à la Diète, les juifs ne trouvent aucun appui du côté de la Prusse* ». Mais, étant donné le besoin pressant d'argent, le roi dut mettre de l'eau dans son vin. Il ne prenait pas position en faveur des juifs mais il ne fallait pas non plus mécontenter les Rothschild. Le roi dut donc agir avec prudence et n'intervint pas dans la question des israélites de Francfort. Ainsi le roi de Prusse ne s'était pas aliéné les Rothschild tout en n'agissant pas en faveur des juifs.

Un projet d'emprunt fut établi et les Rothschild furent chargés de sa réalisation. Nathan avait fait partir aussitôt sur Hambourg un navire chargé d'un million de thalers à titre d'acompte. L'emprunt émis en moyenne à 72 % fut une « *affaire divine* » pour les Rothschild ainsi que l'avait annoncé Nathan plus tard. En effet, il ne fléchit jamais au-dessous du cours de l'émission. Cette aide financière n'avait nullement contribué à améliorer les sentiments de la Prusse à



l'égard des israélites ainsi qu'on peut se rendre compte à la lecture du passage d'une lettre qui dit « *Hier j'ai eu à diner Nathan Rothschild qui est un homme tout à fait rustre et sans culture* ».

Tandis que Nathan à Londres et Salomon à Vienne s'occupaient de l'emprunt Prussien, Amschel Meyer se trouvait aux prises avec une nouvelle épreuve à Francfort, où l'on devenait de plus en plus hostile aux juifs. En outre, le prince Electeur de Hesse qui avait souvent eu recours aux Rothschild était âgé de 75 ans et ses facultés faiblissaient. Le prince héritier était souvent en rébellion contre son père, et devait, par voie de conséquence, être également hostile aux juifs Rothschild. Il était malheureusement prodigue et pour se procurer de l'argent, il devait avoir recours aux banquiers juifs. Il dut donc ménager cette puissante famille dans la mesure du possible. En effet, en 1818, le prince héritier demanda un crédit de 200.000 reichsthalers et la maison Rothschild le lui accorda. Six mois plus tard, il réclama à nouveau une avance de 300.000 reichsthalers. Ces prêts successifs firent entrer Amschel Meyer dans l'estime du prince héritier.

Ces opérations se firent à l'insu du prince Electeur et ne constituaient, en quelque sorte, qu'une hypothèque sur l'héritage du père. Plus tard, le prince héritier eut encore besoin de fonds. Buderus, l'homme de confiance du père, fut chargé d'intervenir et il obtint une nouvelle avance de quelques milliers de frédéric. La somme n'était pas très élevée. Mais le prince héritier était tenace. Il déclara à Buderus qu'il ne pouvait se satisfaire de quelques milliers de frédéric, et lui ordonnait d'intervenir à nouveau en sa faveur. Cette nouvelle intervention n'eut pas le résultat espéré. Le 15 octobre 1818, le prince héritier revint à charge encore, et, pour obtenir satisfaction, il engageait à cette fin « *non seulement les biens meubles et immeubles en totalité et sans en rien distraire mais encore tout autre bien qui pourrait lui revenir d'une manière ou d'une autre* ». Il était disposé à payer 10 % d'intérêts à la maison Rothschild. Un prêt de 500.000 reichsthalers avait ainsi abouti. Le 1<sup>er</sup> avril 1819 — moins de deux ans plus tard — le prince Electeur mourait. Son fils monta sur le trône et recueillit le formidable hé-



ritage et les Rothschild furent intégralement remboursés.

Les banquiers de Francfort avaient acquis par ces prêts successifs une influence considérable sur le prince héritier. En outre, par suite de la conclusion d'un emprunt avec la Prusse, ils étaient entrés en relations suivies avec ce pays. D'autre part, en Autriche, Metternich était toujours au pouvoir. Ce dernier, pour toutes les questions financières, était assisté d'un nommé Gentz qui connaissait déjà les Rothschild. Il appartenait donc à ceux-ci de corrompre ce dernier pour attendre Metternich.

Gentz et Metternich passèrent par Francfort le 3 septembre 1818. Aussi Meyer et Charles Rothschild cherchèrent-ils à joindre Gentz dès son arrivée. L'entrevue porta non seulement sur la question financière, mais surtout sur une demande d'intervention auprès du prince, afin d'obtenir son appui dans l'affaire des israélites de Francfort. La pression que les Rothschild exercèrent sur Gentz, et, par là, sur Metternich, eut pour conséquence que les prétentions du Sénat furent rejetées et qu'on nomma une commission de la Diète.

Cette décision du 10 décembre 1818 incita les Rothschild à se présenter trois jours plus tard chez Gentz pour exposer, encore une fois, toute l'affaire d'une façon intéressante. Pendant les seize jours que Gentz passa à Francfort, il eut souvent la visite des Rothschild. Metternich était parti à Aix-la-Chapelle. Gentz le suivit peu de temps après. Là s'étaient réunis, souverains, hommes d'État et banquiers. Les Rothschild y étaient représentés par Salomon et Charles. Pour Charles, c'était un voyage de noces autant qu'un voyage d'affaires car il venait d'épouser Adélaïde Herz qui l'accompagnait donc. A Aix-la-Chapelle, Metternich entra, par Gentz, directement en rapport avec les deux frères. Gentz perçut à titre de corruption la somme de 800 ducats. Ainsi, le 2 novembre, Gentz pouvait noter sur son journal : *« Agréables opérations financières avec Salomon »*.

Le 12, les deux Rothschild dînaient à la table de Metternich avec Gentz et Parish, banquier de Vienne et redoutable concurrent des juifs. Quelques jours plus tard, Gentz rédigea un mémoire en faveur



de la communauté juive de Francfort. Les Rothschild étaient donc sûrs de trouver un appui sérieux en Autriche en faveur de leurs coreligionnaires. En résumé, les deux frères quittèrent la ville du congrès extrêmement satisfaits.

Gentz n'était pas moins heureux car il avait touché une somme équivalente à 6.000 ducats en tout pour ses nombreuses interventions. Par l'entremise de cet homme de confiance de Metternich, les Rothschild furent chargés de récupérer sur la France 270 millions de francs représentant le reliquat restant dû sur la contribution de guerre.

Peu de temps après, Gentz entreprit la rédaction d'une monographie des Rothschild. Ce travail devait être présenté en une courte brochure et contenir les plus grands éloges en faveur de la maison des juifs. Une somme considérable fut versée à Gentz pour la diffusion de cet imprimé.

Pendant ce temps, Nathan avait conclu un emprunt de 12 millions de livres de fonds d'Etat anglais. A Paris, James restait comme auparavant en relations avec Barbier. A Francfort, la maison venait de perdre celui qui avait le plus contribué à l'ascension de la famille : Buderus mourut le 3 août 1819.

L'hostilité ne faisait que croître à Francfort contre les juifs. On les accusait d'avoir volé une quantité considérable de marchandises. On avait placardé devant la porte du riche banquier israélite de Francfort, von Rothschild, un libellé où l'on tournait en ridicule son élévation au titre de baron. Partout le sentiment national comprimé par Metternich se tourna principalement contre les juifs. On joua dans l'Allemagne entière une farce intitulée « *Nos Relations* » qui tournait en dérision les mœurs et les coutumes des israélites. L'auteur resta inconnu. En août 1819 des conférences se tinrent à Carlsbad et qui fixèrent les mesures de répression de ce mouvement d'anticipation. La passion populaire ne fit que croître. A Wurzburg des actes de violences éclatèrent, la populace se rendit en bandes devant les maisons des israélites, en enfoncèrent portes et fenêtres et se mirent à piller. Les rues retentissaient du cri « *hepp, hepp, crève juif* ». Des scènes analogues se déroulèrent dans d'autres villes.



A Francfort le tonnerre grondait également et Amschel Meyer et ses frères du fait de leurs immenses richesses étaient une cible pour une attaque de toute nature. Ils commencèrent à craindre sérieusement pour leur vie et songèrent à fuir. Leurs prévisions étaient exactes.

Dans la soirée du 10 août 1819, quelques jeunes gens traversèrent la ruelle des juifs en poussant le cri provocateur de « *hepp, hepp* ». Les juifs avaient voulu repousser ces manifestants. Le bruit se répandit alors qu'un chrétien avait été assassiné par les juifs. En un clin d'œil une multitude s'assembla, Elie parcourut la rue des juifs en poussant des cris et en jetant des pierres contre les fenêtres et les devantures. La maison Rothschild fut également l'objet de ces attaques. Toutes ses vitres gisaient, brisées, sur la chaussée. Les Rothschild s'étaient réfugiés dans les pièces du fond d'où ils écoutèrent les menaces de mort de la population. Le lendemain, on voyait à chaque coin de rue, écrit en gros caractères « *hepp, hepp* », le mot de ralliement de ceux qui voulaient expulser les juifs. Un bon nombre d'israélites quittèrent la ville et les Rothschild furent sur le point d'en faire autant. La troupe dut intervenir et le Sénat n'osa prendre de décision. Mais, le 11 août au matin, Himly, conseiller privé de légation de Prusse, intervint pour que les dispositions les plus efficaces fussent prises pour que les agresseurs de la maison Meyer Amschel von Rothschild et fils soient châtiés comme il convient.

Ainsi ces puissants juifs avaient encore trouvé des appuis pour les défendre. Le calme revint peu à peu, mais les juifs restèrent dans un état continu d'inquiétude et de crainte. James, à Paris, avait appris cette nouvelle et conseillait à son frère de Francfort de fermer ses portes et de venir à Paris. Alors une série de questions se posèrent. Comme l'Allemagne et l'Autriche avaient souvent besoin d'argent, ces deux puissances se verraient par la suite dans l'obligation de s'adresser à Paris ou à Londres, si Rothschild quittait Francfort et Vienne. Pour cette raison Metternich intervint en faveur des puissants banquiers. On voit par là le rôle que jouaient les Rothschild à l'époque sur les finances européennes et, par conséquent,



sur la politique. Ces juifs avaient su se rendre indispensables.

Quelques grosses maisons juives avaient déjà quitté Francfort. On prévoyait que l'exemple allait être suivi par Rothschild. Le baron autrichien Handel écrivit à Metternich *« La riche et puissante maison Rothschild ne doit pas absolument répugner à s'éloigner d'ici (de Francfort) et, si elle le fait, elle choisira probablement pour résidence définitive Paris ou Londres, où elle possède déjà des comptoirs. On pourrait se demander s'il ne serait pas conforme à notre intérêt de laisser entrevoir à cette dernière la perspective d'un accueil favorable dans les Etats impériaux et royaux et d'amener cette maison à se fixer à Vienne »*.

Ce rapport fut communiqué à la commission du commerce de la Cour. L'admission des israélites était du ressort du ministère de l'intérieur qui fit un rapport dans lequel il était dit notamment : *« Votre Altesse ne saurait ignorer que les israélites ne sont admis à séjourner ici qu'après avoir obtenu la tolérance subordonnée à la possession de l'autorisation de se livrer au commerce de gros. Il n'appartiendrait pas à l'autorité publique de la Cour d'accorder une exception aux prescriptions de sa Majesté en vigueur à cet égard »*. Malgré ces observations, Metternich ne désespérait pas d'obtenir une faveur pour les Rothschild. Et une maison Rothschild ne devait pas tarder à être fondée à Vienne.

La vie devenait intenable pour la famille Rothschild à Francfort. Elle recevait fréquemment des lettres anonymes contenant des menaces de mort. Dans l'une d'elles, la date de l'assassinat de Amschel par une société secrète était même fixée. Malgré toutes ces menaces, la maison de banque ne perdait pas de vue ses affaires. Salomon était désigné pour s'occuper des affaires autrichiennes et il se chargea peu de temps après d'effectuer de Naples le transfert de sommes importantes que ce royaume devait encore à l'Autriche du fait de l'intervention de 1815. D'autre part, 3 millions de francs que la France avait versés pour satisfaire à certains besoins des finances autrichiennes furent alors transférés à Vienne par l'entremise des Rothschild qui reçurent de ce chef une commission de 1 %. Cette maison possédait également des



fonds considérables à Milan. Or, l'Autriche voulait transférer des fonds dans cette ville. La maison Rothschild proposa de s'occuper de cette affaire moyennant 1/2 % de commission et 1/8 % de courtage. Ainsi, la maison fit coup double, sans déplacer un centime.

On pouvait dire qu'une nouvelle maison Rothschild était née à partir de cette époque. Les ramifications continuaient à s'étendre. Pour rester en contact étroit, les frères décidèrent de créer une organisation pour établir des communications rapides entre eux. Les courriers assurèrent d'abord la liaison entre les trois frères de Paris, Francfort et Londres. Il fallut les étendre à l'Autriche peu de temps après. Les courriers étaient des plus réguliers. Aussi, les représentants de l'Autriche à Londres, à Paris et à Francfort, s'aperçurent bientôt qu'il était possible de faire parvenir rapidement des rapports en utilisant les courriers de la maison de banque. Les documents les plus confidentiels passaient donc entre les mains des juifs, qui, bien entendu, les interceptèrent à leur plus grand profit. Tout leur facilitait ainsi leur tâche. De plus, en Autriche, les destins de l'Etat impérial se trouvaient entre les mains de deux hommes qui étaient favorables aux israélites et en particulier aux Rothschild : Stadion et Metternich. Ce dernier comptait avoir recours prochainement aux banquiers juifs. Pour être dans leurs bonnes grâces, il commença par donner satisfaction à la requête des frères Rothschild visant à faire nommer Nathan consul à Londres, et à laquelle il n'avait pas encore été donné suite, bien qu'elle eût été présentée depuis plusieurs années. La décision impériale conférant cette nomination parut le 3 mars 1820.

Peu de temps après, M. von Handel, ambassadeur autrichien à Francfort, d'ordre de Metternich, était entré en pourparlers avec Rothschild, au sujet d'un grand emprunt que l'Autriche voulait émettre. Le chancelier autrichien avait bien préparé le terrain. Il lui fallait 55 millions de florins. L'affaire conclue, les 20 premiers millions de florins furent offerts immédiatement par Rothschild et Parith, sous forme d'un emprunt à lots, combinaison peu connue à l'époque. La deuxième tranche de 35 millions devait être émise



peu de temps après. Les conditions étaient des plus onéreuses à l'Autriche, à tel point qu'au cours d'une soirée mondaine, un invité s'écria : *« Cet emprunt est l'un des coups les plus formidables qui aient été portés à notre bourse depuis vingt ans et cela veut tout dire »*.

Cet emprunt fut annoncé d'une façon qui le rendit tout à fait odieux. Annoncer en quelques lignes à la population qu'on accepte d'un juif étranger un prêt de 20 millions pour lesquels il faudra en rembourser 38, c'est traiter les sujets d'une manière plus que méprisable. Ainsi on obligeait les sujets à acheter les obligations à lots à ces étrangers israélites moyennant une commission de 10 à 18 %. On évalua le bénéfice réalisé à 4 millions qu'on leur avait alloués à titre de commission. A cela il fallait ajouter le profit tiré de la vente des obligations à lots qu'ils ne livraient pas à moins de 100 florins. De l'avis des Rothschild même le bénéfice devait augmenter chaque année car ils ne cachaient pas que ces obligations devaient monter à 200, 400 et même 500 à partir du 3<sup>e</sup> tirage.

Cette affaire d'emprunt n'était qu'une escroquerie financière juive conclue entre Rothschild et l'agent de Cour Joel. Pour faire accepter cet emprunt, Joel avait reçu 1.000 obligations à lots, Stadion 2000 et le secrétaire président 500. Les critiques pleuvaient partout. La réputation des banquiers ternissait à la suite de cette affaire. La presse s'en était emparée. Les Rothschild durent intervenir pour atténuer la campagne menée contre eux. Pour cela ils eurent recours à Gentz qui rédigea une série d'articles dans *« L'Allgemeine Zeitung »*, journal d'Augsbourg, articles qui avaient comme but de vanter *« l'emprunt à lot extrêmement avantageux »*.

Quatre mois après le lancement du 1<sup>er</sup> emprunt, Stadion décida d'émettre la 2<sup>e</sup> tranche de 35 millions. Les nouvelles conditions étaient telles que l'Autriche devait rembourser 76.821.515 florins pour 35 reçus. A ces 76 millions, il y avait lieu d'ajouter la commission de 4 % des intermédiaires. Inutile de dire que Stadion avait encore fait une bonne opération personnelle pour faire accepter ces conditions à l'Empereur François.



Les négociations nécessitées par ces opérations de grande envergure avaient rendu nécessaire la présence permanente d'un membre de la famille Rothschild à Vienne. Or, on connaît les dures conditions de vie appliquées aux juifs en Autriche. Il ne pouvait donc y avoir qu'un pied à terre. Salomon avait élu résidence à Vienne dans « *L'Hôtel de l'Empereur Romain* ». Il y resta jusqu'au moment où il fut nommé citoyen d'honneur de la ville de Vienne.

Entre temps, malgré ces escroqueries financières, la confiance de Metternich dans la maison Rothschild ne fit que grandir. L'Autriche disposait sur la France d'une créance de 20 millions de francs réservée pour la construction d'une quatrième forteresse sur le Rhin. James, à Paris, et Salomon, à Vienne proposèrent au gouvernement autrichien, l'un 3 1/2 % d'intérêt à Paris, l'autre 3 % à Vienne, si l'on voulait leur laisser cet argent jusqu'au moment où l'on procéderait effectivement à la construction de la forteresse. L'offre fut acceptée. Ainsi, alors qu'on était soi-même obligé de payer 5 % d'intérêts et même plus, on abandonnait à Rothschild une somme importante à raison de 3 1/2 % et pour une durée indéterminée. N'est-ce pas astucieux ? De cette façon, il n'était pas difficile à la banque de gagner de l'argent et se procurer des disponibilités.

Entre temps, des troubles naquirent en Espagne et à Naples. Metternich voulait intervenir pour écraser la révolution. Il fallait disposer de troupes et surtout d'argent. En cas d'intervention à Naples, Metternich avait demandé à Stadion de quelle façon on pourrait en couvrir les frais et si Naples était en mesure de contracter un emprunt. Stadion lui répondit que « *Rothschild voudrait voir maintenant nos troupes traverser le Pô aussitôt que possible et marcher carrément sur Naples* ». Le chancelier adressa alors Stadion à la maison Rothschild en lui demandant d'examiner, d'accord avec elle, les moyens d'obtenir les fonds indispensables pour l'intervention. Rothschild mettait à la disposition de Metternich 20 millions de francs environ. Cette somme devait être versée au trésor autrichien, qui, à son tour, devait la récupérer sur le royaume de Naples, après l'arrivée des troupes autrichiennes. Le projet se trouvait arrêté. Naples devait tout



payer, Rothschild servant d'intermédiaire aux dépens de ce pays. La campagne était aussitôt déclanchée.

43.000 autrichiens passèrent le Pô, le 5 février 1821 et se disposèrent à marcher sur Naples. Salomon Rothschild considérait cette situation avec satisfaction, car il y voyait la perspective de gros bénéfices. Aussi commença-t-il à envoyer des fonds à Naples pour être mis à la disposition des troupes autrichiennes dès leur arrivée dans cette ville.

Le rayon d'action des juifs continuait à grandir. Il fallait donc songer à envoyer à Naples un membre de la famille. Charles fut affecté à ce nouveau royaume. Le coût de cette expédition dépassait les prévisions. Peu importe. Les Rothschild avaient poussé à l'exécution qu'on ne pouvait plus arrêter. Cela ne valait que mieux pour eux car, de ce fait, on aurait à nouveau recours à eux. Et plus on aura besoin de leurs services, plus ils pourront traiter à des conditions avantageuses.

Tandis que Metternich exprimait sa colère, l'armée ne cessait de lui demander d'une façon pressante de lui fournir des fonds pour ses mille besoins.

Pendant que les troupes autrichiennes avançaient, une révolte était annoncée à Alexandrie. Ces révolutions qui éclataient partout causèrent une forte impression à Vienne. Toute la population de la ville se précipita à la bourse pour se débarrasser des fonds d'Etat. Le crédit autrichien, à peine né, était à la veille de disparaître. On demanda conseil à Salomon Rothschild. Celui-ci était consterné lui-même et ne put ou ne voulut être utile en quoi que ce fut.

Les finances allaient de plus en plus mal et menaçaient ruine. Des tractations secrètes se poursuivaient entre Rothschild et Stadion en vue de l'émission d'un nouvel emprunt. Mais, cette opération devait avoir lieu à Naples. Charles Rothschild se rendit donc dans cette ville pour la négociation. Ainsi, non seulement le banquier avait avancé des fonds pour la campagne que l'Autriche devait rembourser dans des conditions défavorables, mais Rothschild avait créé un nouveau champ d'activité à Naples. Ainsi on peut dire que les armées autrichiennes se battaient pour les Rothschild aux frais des autrichiens, en ce sens qu'ils devaient



rembourser avec des intérêts prohibitifs l'argent qui leur avait permis de faire campagne et que, arrivés au but, seuls les Rothschild devaient récupérer et gagner de l'argent. Les soldats qui se battaient en faisant gagner de l'argent aux Rothschild avaient comme but : anéantir la révolution. Le but des Rothschild était : 1° Faire étouffer la révolution par d'autres et à leurs frais ; 2°) Gagner de l'argent avant, pendant et après les opérations militaires.

Un emprunt de 30 millions fut proposé au Gouvernement Napolitain, au cours de souscription de 60 %, par un Milanais : Barlaia. Rothschild, de son côté, offrit de prendre en charge un emprunt de 10 millions de ducats à 54 % et commission 3 % et engagement par Naples de ne contracter aucun nouvel emprunt pendant la durée du contrat. Le taux des Rothschild fut trouvé d'abord trop désavantageux par rapport aux conditions faites par son concurrent. Le juif de Francfort était avisé des propositions du banquier de Milan et offrit alors un emprunt de 16 millions de ducats à 60 %. Ainsi le plan avait réussi et la maison Rothschild était lancée à Naples.

Pendant ce temps, à Francfort, Amschel développa très largement l'octroi de prêts à des princes et à de hauts personnages avec lesquels il était désireux de nouer des relations. De leur côté, James et Nathan introduisirent les titres napolitains à Londres et à Paris et s'arrangèrent de telle sorte que leurs coupons fussent également payables à Londres en monnaies anglaises. Ainsi le placement des titres était facilité.

Nathan à Londres avait su habilement conquérir le monde et soigner sa publicité. Aussi, Stadion, ami des Rothschild, déclarait *« que le Consul Rothschild, récemment nommé a fait davantage en si peu de temps que tous ses prédécesseurs réunis pour les affaires autrichiennes »*. James avait sollicité la même fonction à Paris que son frère à Londres. Stadion invoquait les grands services que les maisons Rothschild avaient rendus à l'Autriche dans des périodes des plus critiques. En outre, James : 1° avait beaucoup de relations à Paris ; 2° occuperait ce poste de consul sans rémunération ; quoique israélite cela ne devait pas être un obstacle pour lui du fait que, d'après la constitution de l'Etat français, les israélites jouissent en



France des mêmes droits civils que tous les autres citoyens du pays. Metternich intervint également en faveur de James. Aussi la nomination de ce dernier au poste de consul général à Paris fut publiée le 11 août 1821.

Metternich exigea que le paiement de cette faveur ait lieu sur le champ. Pour cela il invita le comte Filiquemont, à Naples, à réclamer les frais d'entretien des troupes autrichiennes dans le Sud, soit 4 millions de florins. Le premier versement eut lieu entre les mains de Charles Rothschild qui le transmit à Vienne moyennant commission. Le premier emprunt accordé à Naples à 60 % ne tarda pas à se révéler insuffisant. Un deuxième fut donc émis de 15.800.000 ducats au cours de 67.3 %. Les conditions étaient plus avantageuses que pour la première avance. Les titres du Royaume de Naples avaient, en effet, monté. Dès lors, les puissants magnats juifs de Francfort avaient des introductions partout. On appréciait leurs services intéressés, Metternich plus que tout autre. Aussi, Salomon ne perdit pas un instant pour demander au chancelier d'intervenir activement en faveur de l'émancipation des israélites.

Les Rothschild étaient considérés comme les plus puissants financiers du monde. Ils étaient admis dans la haute société. Un jour, ils furent même invités au bal de l'Ambassadeur de Prusse à Francfort.

A la fin de mai 1820, Metternich adressa des instructions à Bual, l'invitant à soutenir à la Diète les vœux essentiels des juifs. Mais Bual agit à sa tête, c'est-à-dire contre les israélites. Peu de temps après, Metternich fit un voyage à Francfort. Amschel Meyer Rothschild l'invita à déjeuner. Dans la lettre d'invitation le juif disait : « *Cette joie (votre présence) serait un événement dans ma vie* ». Metternich accepta. On fit à nouveau pression sur le Sénat de Francfort pour l'amener à décider l'émancipation des juifs. Cette assemblée, lasse de combattre, se montrait déjà disposée à admettre tout ce qu'on exigeait, sauf le titre de « *citoyen israélite* ». A la suite de ces nouvelles pressions, de vives attaques étaient à nouveau menées contre les Rothschild par « *L'Allgemeine Zeitung* ». Gentz dut intervenir pour arrêter la campagne, et inutile de



dire que ses services furent rémunérés. Il toucha de ce chef 5.000 florins.

En 1822, Gentz avait décidé un nouveau pillage des finances napolitaines. Les Rothschild l'y aidèrent. Un troisième emprunt fut émis pour un nominal de 22 millions de ducats. Et peu de temps après un quatrième de 2 1/2 millions de livres-sterling en capital, au cours de 89,4/5. Ces emprunts furent naturellement confiés à Rothschild. En émettant ces emprunts en livres, Nathan visait à y intéresser la spéculation anglaise. Et, effectivement, le cours avait vite atteint 98,75 ce qui se traduisit par un énorme bénéfice pour la maison. En 1824, le total des emprunts napolitains atteignit 104 millions en nominal. Or, le royaume de Naples ne présentait pas une couverture correspondant à un tel montant de sorte qu'on disait que c'était le crédit d'un étranger, à savoir, celui de Rothschild, et non celui de Naples, qui faisait monter les cours.

Pendant ce temps, le budget autrichien accusait un déficit annuel de 20 millions de florins, soit plus de 1/6 du budget total. Un nouvel emprunt devenait donc nécessaire. En mars 1822, on s'adressa à nouveau aux Rothschild en vue d'une émission de 30 millions, au cours de 70 %, si bien que les obligations à créer auraient dû représenter un capital de 42.957.000 florins. De plus, le montant des intérêts devait être versé avant le règlement même. Cette opération, déclarait Pillersdorff, conseiller de la Chambre des Finances, devait laisser 10 2/3 % au profit des émetteurs, soit les Rothschild. On l'estimait très onéreuse, mais on était obligé d'accepter. Les juifs en tirèrent un bénéfice net de 3.428.000 florins. Malgré toutes ces escroqueries financières, et ces honteuses corruptions, les Rothschild estimèrent avoir rendu d'immenses services à l'Etat autrichien. Aussi, sollicitèrent-ils immédiatement de nouvelles faveurs. Ils présentèrent une requête en vue de l'obtention du titre de baron. Elle fut accordée. Par décision du 29 septembre 1822, les cinq frères furent élevés au baronnat ainsi que leur descendance légitime des deux sexes.

A la même époque, la politique Espagnole était un grand sujet d'inquiétude pour Metternich. Le roi, Ferdinand VII, était traité comme un prisonnier par les Cortès. Le roi avait sollicité l'appui de la France et,



peu à peu, cette affaire avait pris une importance européenne. Metternich, qui avait pour habitude d'intervenir partout en Europe, proposa la réunion d'un congrès à Vérone, le 20 octobre 1822. Metternich, Gentz et l'Empereur y assistaient. Ils s'étaient fait accompagner par Salomon Rothschild. Il fallait, en effet, que le financier soit là pour le cas où une intervention serait décidée. Entre temps, un grand nombre de représentants de puissances s'y étaient déjà rendus. Ils avaient appris que Rothschild aurait offert un prêt au gouvernement espagnol issu de la révolution. Salomon protesta par une lettre datée de Vérone et il semble qu'il était dans le vrai. Pendant le congrès, Gentz et Salomon furent inséparables et ils en tirèrent le plus grand profit. Gentz introduisit également Rothschild auprès des représentants de la Russie et un emprunt de 6 millions de livres ne tarda pas à être conclu. Comme suite à cette affaire, Rothschild avait obtenu l'ordre de Wladimir pour lui-même et pour son frère James. Cette nouvelle fut l'objet d'une grande publicité dans les journaux, qui se trouvaient entre les mains de Gentz.

Sur ces entrefaites, Salomon avait créé un service postal reliant Vérone à Paris et Vienne, et s'empessa de tirer à la bourse un parti fructueux des informations émanant du congrès. C'est ainsi que James Rothschild ayant un jour reçu, à Paris, un courrier de Vérone, vendit 5 millions de rentes françaises. On avait fait courir le bruit que la France allait entrer en guerre contre l'Espagne et le cours des rentes baissait. Quelques jours plus tard, Rothschild, très au courant des résultats du Congrès de Vérone, acheta au plus bas cours. Aussitôt, les cours remontèrent car on avait appris partout que rien n'était encore décidé. C'était un double coup pour la maison Rothschild qui mettait à profit la situation politique mondiale pour spéculer dans les bourses. Finalement, les décisions du Congrès marquèrent le point de départ d'une intervention française armée en Espagne.

A Vérone, Salomon solda les dépenses personnelles du prince Metternich, soit 16.370 livres.

Nathan, de Londres, présenta, entre temps, une requête à Vienne dans laquelle il sollicita le consulat général dans sa ville. Comme James possédait déjà ce



titre à Paris, Metternich intervint pour que la même faveur soit accordée à Nathan.

A Paris, James avait réussi à se mettre dans les très bonnes grâces de Villèle, président du Conseil. Certaines personnes au service de l'argent, notamment Fouché, intervinrent favorablement pour Rothschild. Une première opération financière fut conclue entre James et Villèle en 1823. Le juif se chargea de la vente de bons de Trésor royaux à 6 %. En outre, lorsqu'à fin janvier 1823, l'intervention contre l'Espagne était malgré tout décidée. Il était prévu un nouvel emprunt qui serait confié à James. L'intervention n'eut lieu qu'en avril 1823. Le Duc d'Angoulême pénétra profondément à l'intérieur du pays et il réclamait des fonds. Rothschild offrit ses services à Villèle et commença par lui remettre une lettre de crédit, pour le Duc, tirée sur une banque de Madrid affiliée à la maison Rothschild. Villèle estimait que c'était par politesse qu'il avait accepté cette lettre. Le Duc d'Angoulême n'était pas de cet avis et répondit : *« Je crois qu'il serait fort utile de recourir aux voies et moyens dont disposent Rothschild afin de mobiliser des fonds à Madrid »*. Il jugeait ce procédé économique. Le 23 mai, le Duc avait fait son entrée dans la capitale espagnole.

Cette intervention quoique n'ayant pas duré longtemps avait exigé des sommes considérables. Villèle était depuis longtemps en pourparlers au sujet de l'émission d'un emprunt français assez important. Il hésitait à s'adresser à Rothschild craignant avec juste raison de tomber, peu à peu, sous sa dépendance au point de vue financier. Mais l'obligation fait loi. L'emprunt fut annoncé pour 23 millions de francs. La liaison définitive était établie entre Villèle et James. Ce dernier proposa le taux de 89,55 %.

L'affaire fut conclue. Le Président du Conseil français se félicita du taux extrêmement élevé qu'il avait obtenu. C'était en effet, une bonne affaire, mais les Rothschild ne manquèrent pas, malgré cela, d'en tirer profit. Comme ils étaient les maîtres des bourses, ils avaient fait monter les cours et, le 12 février 1824, ils atteignaient le pair.

Pendant que James finançait l'intervention française en faveur du roi, Nathan, à Londres, avait déjà



fourni plus de 2 millions de francs à divers membres des Cortès et d'autres personnes qui tenaient le roi prisonnier. Ainsi se découvre le double jeu des banquiers juifs qui n'ont jamais en vue que les affaires et la spéculation.

Le prestige de James auprès des personnalités officielles continuait à grandir. Aussi se mit-il à s'entourer de luxe. Il installa somptueusement son Hôtel, 40, rue Laffitte. Et, peu de temps après, il reçut la croix de la Légion d'honneur.

Les affaires espagnoles s'étaient déroulées telles que l'avait prévu Metternich. La royauté absolue était rétablie. Mais les finances étaient dans un grand désordre. En vue de les renflouer, Villèle fit part à James de la possibilité d'émettre un emprunt de 120 millions de piastres au cours de souscription de 60 %. Mais les banquiers exigèrent la mise en gage de tous les revenus que l'Espagne tirait de ses colonies et qui, seuls, n'avaient pas été sensiblement atteints par la guerre civile. En outre, ils réclamaient la garantie formelle de la France. Villèle la refusa.

La puissance des Rothschild grandissait toujours. Aussi, à chaque étape dans l'ascension, ils réclamaient l'intervention pour l'émancipation des juifs de Francfort. C'était une idée fixe chez eux. L'Autriche était toujours prête à intervenir favorablement, et elle le fit afin de permettre la réalisation de nouvelles opérations financières.

En 1822, en effet, le Comte Stadion était déjà en rapports avec les émetteurs du dernier emprunt autrichien au sujet d'un crédit destiné à couvrir le déficit qui, pour les années 1822-1823, était estimé à 20 millions de florins. Rothschild s'était déclaré disposé à le prendre au cours de 67 %. Mais, comme les précédentes conditions étaient une véritable escroquerie, on décida cette fois de faire appel à la concurrence. Laffite et Fould, à Paris, offrirent une souscription de 12 millions au cours de 69. Rothschild fit aussitôt une contre-proposition de 69 1/2 et Geymuller, de Vienne, une autre au cours de 72 3/4. Gentz tenait la maison Rothschild au courant des nouvelles propositions au fur et à mesure qu'elles arrivaient. Comme Salomon tenait à enlever l'affaire à n'importe quel prix, il



s'y déclarait, en toute éventualité, prêt à donner, sur les obligations à émettre, 1/2 % de plus que le prix de souscription proposé par le plus offrant. On estima que la dernière offre des Rothschild était entachée de nullité. Ce projet avait traîné plus d'une année. En 1823, on évaluait à 35 millions de florins le déficit qui apparaîtrait jusqu'à fin 1824. Quatre maisons, dont celle de Rothschild, fournirent cette somme, recevant, en échange, pour 36 millions d'obligations à 5 % à raison de 82 %. Ainsi, de 67 %, taux de la première proposition, les Rothschild avaient dû monter à 82 %. Voilà le résultat de l'intervention de la concurrence. C'est la première fois que les banquiers de Francfort se trouvaient poussés à une telle situation.

En cette même année 1823, l'Angleterre se décidait à réclamer son ancienne créance sur l'Autriche dont le montant s'élevait déjà, au moment du Congrès de Vérone, à 23,5 millions de livres. Les Anglais, du fait de l'intervention de Metternich dans toutes les affaires européennes, croyaient les finances autrichiennes des plus brillantes. A cette époque, la créance restait évaluée à environ 40 millions de florins. C'était une terrible surprise pour Metternich qui offrit une somme globale de 30 millions de florins d'obligations 5 % à un cours qui impliquait une réduction de la dette totale de 2 millions de livres environ. Puis il s'adressa à Salomon Rothschild en le priant de bien vouloir faire intervenir son frère Nathan auprès du gouvernement britannique. Salomon s'empressa d'écrire à son frère qui se mit alors en rapports avec les banques Baring et Reid Irving, puis avec le gouvernement britannique. Il sut persuader celui-ci de se contenter de 2 1/2 millions de livres, tandis que les émetteurs, après avoir commencé par exiger davantage, obtinrent finalement de l'Autriche pour 30 millions de florins d'obligations en espèces 5 % au cours de 82 2/3. Stadion accepta ces propositions. Cette affaire n'était considérée par les émetteurs qu'une spéculation à la hausse des fonds autrichiens. Leurs espoirs se réalisèrent d'ailleurs aussitôt. Cette opération se révéla l'une des plus fructueuses auxquelles la maison Rothschild prit jamais part car les obligations en métal ne cessèrent de s'élever à 93 en moyenne en 1824 et à 94 en 1825.



Salomon Rothschild était désormais définitivement installé à Vienne. D'autres membres de sa famille l'y suivirent, entre autre, Antoine Schnapper qui était sur le point d'épouser la fille du fondé de pouvoir de Rothschild. Antoine, malgré tous les obstacles, réussit à se faire recevoir en audience par l'Empereur François et à lui présenter une requête, afin d'obtenir la tolérance et l'autorisation de se livrer au commerce de gros. Metternich intervint encore dans cette affaire et l'autorisation fut aussitôt accordée.

Stadion, de son côté, continuait à charger les Rothschild de grosses opérations financières. En février 1824 il s'engagea à récupérer pour 10 millions d'obligations anciennes de 200 florins à 2 1/2 %, s'il était remis en échange 100 florins d'obligations nouvelles 5 % pour 200 florins d'anciennes. Salomon voulait même porter cette somme à 20 millions. Cette opération fut moins fructueuse que les précédentes pour les Rothschild.

Les transactions des banquiers de Francfort prenaient une ampleur croissante, non seulement en Europe, mais sur d'autres continents. Au Brésil, en 1821, le peuple avait imposé à son souverain, le roi du Portugal, une constitution dotée de Cortès. La séparation d'avec la mère patrie fut prononcée, et don Pedro proclamé empereur constitutionnel. Cela se fit avec l'appui de l'Angleterre contre le gré de Metternich. Sur le continent, quatre des frères Rothschild suivaient la voie de ce dernier. Seul James se permettait secrètement, à l'occasion, de se commettre avec les libéraux d'Espagne. Nathan devait se soumettre aux directives politiques de l'Angleterre. Aussi, en 1824, le Brésil n'ayant pu satisfaire à des obligations qu'il avait contractées envers une autre maison de Londres, Nathan intervint, à la grande satisfaction des Anglais ; d'autre part, en 1829, il conclut un emprunt de 800.000 livres avec le nouvel Etat Impérial. Cela permit au Brésil de mettre de l'ordre dans ses finances et l'affaire ne fut pas mauvaise pour les Rothschild non plus car elle laissait un énorme gain.

A la même époque, en Autriche, la famille perd l'un de ses plus grands appuis auprès de Metternich : Stadion. A partir de cette époque, le centre des affaires des Rothschild du continent convergent vers



Paris. En effet, le chancelier d'Autriche, quoique ayant de bonnes relations avec les juifs de Francfort, éprouvait, au fond de lui-même, beaucoup de méfiance et de dédain aristocratique pour ces banquiers israélites parvenus. A Paris, par contre, on n'oubliait pas l'aide financière fournie par cette maison au moment de l'intervention en Espagne. Comme on avait l'ambition d'assainir les finances françaises on conçut le projet d'avoir à nouveau recours aux Rothschild. Villèle présenta un projet au juif pour convertir, par une opération appropriée, la rente 5 % à 3 %, ce qui permettrait de réaliser annuellement une économie d'intérêts de 34 millions environ. Nathan fut prié de s'associer à cette opération par le Président du Conseil français. Ainsi, la puissance financière des juifs avait déjà subordonné les décisions du gouvernement français à celles des Rothschild. Si l'opération réussissait, les économies de la première année seraient attribuées à la Maison Rothschild, soit donc, 34 millions pour une conversion de 150 millions de rentes. Ce n'était pas une vilaine opération et les Rothschild devaient s'en réjouir.

Pendant ce temps, dans le royaume de Naples, on estimait que les charges imposées à ce pays pour subvenir à l'entretien des troupes autrichiennes d'occupation étaient beaucoup trop élevées. On songeait donc à leur retrait. Mais, on redoutait une nouvelle révolution. Or, le roi n'avait pas entière confiance dans ses propres troupes. Il tenta alors vainement d'engager des Suisses. Après, il essaya de créer un régiment irlandais. Or, en Irlande, une révolution venait d'éclater du fait de la famine. Il y avait donc un double but à atteindre : d'abord, créer un régiment en Irlande, régiment qui serait composé d'éléments troubles du pays, ensuite, fournir des soldats au roi de Naples pour mater la révolution. Le gouvernement irlandais pourrait ainsi se procurer de l'argent, et, à Naples, un nouvel emprunt serait émis pour le règlement des hommes nécessaires.

C'est Nathan qui, le premier, en avait eu l'idée. Aussi, la conclusion de l'affaire fut confiée à la maison Rothschild, ainsi que l'acquisition de quatre régiments suisses. De cette façon, Charles Rothschild, à Naples, s'implantait auprès du roi.



Il est à remarquer que les affaires Rothschild s'étendaient partout en faveur de la guerre.

Sur ces entrefaites, James était activement occupé, à Paris, par des négociations au sujet d'un nouvel emprunt que le gouvernement espagnol s'efforçait d'obtenir à tout prix. Mais, malgré ses occupations, il prit le temps pour aller se marier à Francfort, en juillet 1824, avec sa nièce, Betty, âgée de dix-neuf ans. Ce faisant, il répondait au vœu de feu son père, d'après lequel les fils étaient tenus de ne faire entrer chez eux, par mariage, qu'un nombre de famille étrangères aussi réduit que possible et de n'y jamais admettre la fille d'un chrétien. A la même époque, Nathan fondait en Angleterre une grande compagnie d'assurances : « *The Alliance Insurance Company* ».

L'extension prise par leurs affaires ne cessait d'accroître le volume de leur correspondance, de sorte qu'ils durent subitement renforcer le réseau de courriers qu'ils avaient tendu sur l'Europe. Les principales villes du continent furent désormais reliées entre elles par les courriers personnels des Rothschild.

On les appelait « *les rois du vol, le roi des juifs* ». Cette immense fortune était bâtie sur la misère des peuples, sur les guerres. Les temps de paix étaient pour cette maison des périodes de stagnation. Aussi, quand l'Angleterre resta longtemps sans faire de guerre, les Rothschild durent chercher provisoirement d'autres sources de gains.

Les Républiques de l'Amérique Centrale et du Sud s'étant libérées de la domination espagnole, des occasions, en apparence favorables, se présentèrent dans ces Etats, de traiter des affaires sur les produits agricoles, de même que sur les richesses minières. Une sorte de délire s'empara de la cité de Londres en 1824. Les sociétés anonymes y surgirent comme des champignons. Toutes les banques de Londres y participèrent sauf Rothschild. Ce dernier considérait ce mouvement anormal et peu sûr. A Paris, le projet de conversion de rentes 5 % à 3 % de 150 millions n'avait réussi que pour 30 millions. Cet échec mettait les quatre frères Rothschild dans la plus grande inquiétude. Ils se réunirent à Paris pour prendre les mesures propres à limiter les pertes qui en résultaient.



Dans d'autres régions éloignées les capitaux des Rothschild ne furent pas non plus très heureusement placés à cette époque là. C'est ainsi que Haïti dut, après de vaines tentatives de reprise, être abandonnée par la France moyennant que le nouveau gouvernement de l'île verserait 150 millions de francs. Celui-ci conclut, pour cette fin, des emprunts auxquels participa un syndicat français, dont Rothschild. La République de Haïti ne put jamais remplir ses obligations. L'Etat français dut compenser les pertes subies par Rothschild. L'affaire ne fut pas moins une spéculation manquée.

Vers 1825, des journaux satiriques et caricaturistes prenaient les Rothschild pour cible de leurs railleries. On tournait en ridicule la diversité de leur activité. Le fait est que les frères Rothschild s'adonnaient à toutes les transactions inimaginables. Il en fut notamment ainsi du maréchal Marmont, duc de Rogose, ancien gouverneur de Napoléon 1<sup>er</sup> en Illyrie. Après la chute de ce dernier, il s'était rallié aux Bourbons et avait noué des relations avec Metternich. Il réussit ainsi à obtenir une rente annuelle de 50.000 fr. du gouvernement autrichien en récompense de son changement de conviction. Le maréchal éprouvait des besoins d'argent. Rothschild proposa le rachat de la rente après s'être assuré auprès de Metternich qu'elle serait versée jusqu'à la fin des jours du maréchal. L'affaire fut conclue en 1825 et constituait une spéculation sur la longévité du maréchal, alors âgé de cinquante ans.

En Toscane, en 1824, régnait Léopold II qui conçut le projet d'assécher ce qu'on appelait les Maremmes, territoire toscan marécageux s'étendant sur un millier de kilomètres carrés. Le grand Duc fit proposer à Rothschild d'en prendre une partie en régie propre, moyennant arrangement financier avec l'Etat toscan. Le banquier juif n'approuva pas ce projet et offrit au roi d'émettre un emprunt. L'affaire fut vite conclue.

Sur ces entrefaites, en Autriche, une lutte acharnée était engagée entre les banques Parish et Fries et C<sup>ie</sup> d'une part, et Rothschild, d'autre part. Il fallait s'en débarrasser à tout prix. Parish disparut le 27 avril 1826. On le trouva dans le Danube quelques jours



plus tard. On prétendit que les Rothschild étaient indirectement les auteurs de ce crime. Ils furent sérieusement critiqués parmi la population. La maison Fries et C<sup>ie</sup> qui avait prospéré sous le règne de Marie-Thérèse, en vint à éprouver des difficultés de paiement. Ainsi deux concurrents redoutables étaient abattus. Le champ redevenait libre.

Mais le blason des Rothschild avait pâli. Il leur parut alors désirable d'en effacer ce souvenir et d'aller au-devant des propos malveillants en répandant habilement, dans le public, des informations retentissantes sur la réputation, les affaires et le crédit des Rothschild. Grâce à leurs relations avec les dirigeants des Etats qui, armés de la censure, étaient en mesure de contrôler plus ou moins les articles de presse de tous les pays, ils n'avaient guère à redouter d'attaques trop violentes. Pour cela, il fallait avoir recours à un secrétaire habile. Gentz qui était en relations depuis longtemps déjà avec les Rothschild fut chargé de cette propagande. Ainsi, dans la première semaine d'avril 1826, Gentz prépara un mémoire intitulé : « *Renseignements biographiques sur la maison Rothschild* ».

Le mémoire fut accepté argent comptant, et inséré dans le lexique de conversation de la librairie Brockhans, ainsi que dans un grand nombre d'ouvrages en langues étrangères. Le mémoire était des plus élogieux pour les banquiers juifs. Cet hymne en leur faveur était un petit chef-d'œuvre et devait accroître formidablement la réputation de cette famille. A cette époque, la majorité des gens croyaient tout ce qui était imprimé. Gentz était fier de son œuvre. Les Rothschild l'étaient également. Aussi la « récompense sonnante » ne se fit pas attendre.

La réputation rétablie, grâce à la corruption de Gentz, les affaires reprenaient de plus belle. A Naples, on continuait à se plaindre de la présence des troupes autrichiennes dont l'entretien grevait considérablement le budget à tel enseigne que le déficit devenait de plus en plus considérable. Charles Rothschild était partisan d'une évacuation rapide par les autrichiens et cela d'autant plus que le nouveau roi le désirait aussi. Le ministre des finances de Naples estimait que l'Autriche avait prélevé 1.013.398 ducats



de trop pour l'entretien des troupes et en réclamait le montant au gouvernement autrichien. Pendant ce temps le roi de Naples demandait à Charles Rothschild de lui avancer 1.200.000 ducats. Le juif les lui accorda et reçut, en garantie, la créance que le royaume de Naples avait réclamée à l'Autriche. Cette dernière avait donné, entre temps, son accord pour le versement.

Si Rothschild gagnait de l'argent sur ces affaires, Gentz n'était pas oublié non plus pour ses multiples interventions. Ils devenaient de plus en plus intimes. Au cours d'une visite, la conversation tomba sur Goethe qui avait adressé au gouvernement autrichien une demande visant à faire interdire la réimpression de ses œuvres. Gentz désirait savoir s'il existait des relations entre Goethe et Rothschild. Il n'y avait jamais eu de relations suivies entre eux. Quelques rares rencontres tout au plus. Du reste l'écrivain était anti-juif. La position toujours plus en vue des Rothschild fournissait au poète l'occasion de prendre position dans les questions juives. Une nouvelle loi, autorisant le mariage entre chrétiens et juifs, ayant été édictée à Francfort le 23 septembre 1823, Goethe protesta là contre avec une fureur passionnée. Il disait que *« Tous les sentiments moraux des familles, qui reposent pourtant entièrement sur la religion, sont anéantis par une loi aussi scandaleuse. Au surplus, il serait curieux de voir comment on empêcherait qu'une juive devint un jour grande maîtresse de la cour. Il faudra que l'étranger croie à une corruption pour expliquer l'adoption de cette loi. Qui sait si le tout-puissant Rothschild n'est pas là-dessous ? »*.

Les Rothschild, craignant la plume de cet écrivain de talent, firent, par la suite, tout pour entrer en relations suivies avec lui. Pourtant, on prétend que ce n'est que dans les dernières années de sa vie que Goethe fut mis en présence de membres de la famille Rothschild. On retrouve trace de la première rencontre dans le journal du poète du 2 mai 1827, date à laquelle deux jeunes Rothschild lui furent présentés. Ensuite le 7 août 1831, dans ses annotations, l'écrivain parle encore d'eux. Comme Goethe mourut le 14 mars 1832, il est certain que ses relations avec les tout-puissants aient été de peu d'importance.



La puissance des Rothschild allait toujours grandissante. Mais, peu à peu, et à Paris comme à Londres, un parti hostile se forma et tenta de s'opposer à cette expansion formidable. A Londres, Nathan Rothschild ne portait pas le titre de baron autrichien car, étant sujet britannique naturalisé, il lui aurait fallu remplir certaines formalités. Il eût volontiers fait usage de sa particule et le fit sentir au prince d'Esterhazy, ambassadeur autrichien. Celui-ci demanda conseil au ministre Pell. Ce dernier, ainsi que Lord Arbesdee, ne trouvèrent rien dans les lois, ni dans les coutumes du pays, qui pût s'opposer à faire état d'un tel titre. Mais Nathan résolut d'y renoncer provisoirement car une violente opposition se manifesta contre la maison Rothschild lorsque son ami Herries fut appelé à devenir chancelier d'Etat parce que la mort de Caniqu, survenue en 1827, avait nécessité un remaniement du ministère britannique. En effet, les Whigs se révoltèrent, prétextant qu'il ne pouvait être question de Herries car il était intimement lié avec un gros capitaliste, maître du marché financier européen. Et peu de temps après, les journaux ne parlèrent plus d'autre chose que des relations entre Herries et Nathan. Finalement, Herries fut néanmoins nommé, mais il ne resta que quelques mois.

En 1829, les Russes s'étaient battus contre les Turcs et, en août, ils avaient passé les Balkans et pénétré jusqu'à Andrinople. La paix fut signée dans cette dernière ville le 14 septembre 1829. Ce traité prévoyait entre autre que la Turquie devait verser 11,5 millions de ducats hollandais, à titre de contribution de guerre, et, pour être à même de remplir cette obligation, elle demanda un prêt aux grands banquiers d'Europe, parmi lesquels Nathan, de Londres. En Angleterre et à Vienne on n'était pas content des résultats obtenus par les Russes. Le Rothschild de Londres et celui de Vienne ne pouvaient donc participer facilement à la négociation de cet emprunt sans porter ombrage à leurs relations avec d'autres puissances.

Les puissants banquiers cherchaient toujours à faire fructifier leur fortune, de la façon la plus profitable et la plus sûre. C'est pour cette dernière raison qu'ils aimaient traiter avec les Etats de préférence. En 1829, une nouvelle occasion se présenta pour eux avec l'Etat



Prussien qui désirait ramener le taux de son emprunt, contracté en 1818, de 5 à 4 %. Les Rothschild firent une proposition qui ne put être agréée ; des concurrents se présentèrent. Puis les juifs firent une contre-proposition qui fut, cette fois, sérieusement appuyée par le conseiller financier de Prusse, Rother. Quelle était la rémunération de ce dernier ? Nous l'ignorons. En vertu de l'accord intervenu, l'Etat Prussien devait contracter, auprès de la maison Rothschild, un nouvel emprunt de 3.860.400 livres, sous forme d'obligations 4 % au cours de 98,50 %. Son produit devait servir au remboursement, en deux années, d'une somme équivalente de titres 5 %. Cette opération ne paraissait pas des plus avantageuses pour les Rothschild mais elle leur permettait de prendre pied plus solidement dans les affaires de Prusse.

Entre temps des prêts importants furent accordés à l'Autriche, qui était toujours dans des difficultés financières. Aux prêts consentis à la Prusse et à l'Autriche s'ajouta une troisième opération, de beaucoup la plus importante, mais aussi la plus aléatoire, à savoir le placement de 80 millions de rente française dont le gouvernement de Charles X avait besoin pour financer l'expédition en Algérie. Plusieurs concurrents s'étaient présentés mais les Rothschild avaient offert les conditions les plus avantageuses. Les compétiteurs s'aperçurent alors qu'à l'avenir personne ne pourrait plus résister aux Rothschild. Ainsi, le portefeuille de cette banque se trouvait surchargé de titres d'Etat à un moment où, malgré un calme politique apparent, la situation générale de l'Europe allait, à l'improviste, évoluer en une crise grave.

James voyait bien la situation politique de la France sous un jour inquiétant. Il donnait de grands bals auxquels assistèrent des princes tels que le duc de Chartres et le duc de Brunswick. Il fréquentait des princes et des ministres, des nobles et des financiers, mais, vu la divergence et la multiplicité des vues qu'on lui exprimait, il lui était difficile de prévoir nettement l'avenir.

Déjà des indices de trouble se manifestaient, dans le domaine que fréquentait James. Depuis les nouvelles élections, à la Chambre, on ne comptait que 125 députés sur un total de 428 pour le cabinet. La situa-



tion générale était véritablement tendue, bien que les Rothschild continuassent d'espérer que l'orage passerait. Or, à la fin juin, des bruits se répandirent suivant lesquels le roi et de Polignac auraient projeté un coup d'Etat destiné à écarter la Chambre libérale indésirable. James Rothschild, en sa qualité de banquier de l'Etat, estimait qu'on devait lui demander conseil avant de prendre une si grave décision. James, comme on le voit, se croyait déjà roi de France.

Comme il ne fut pas consulté il se rendit le 24 juillet, auprès du ministre de l'Intérieur, M. Peyronnet, et lui demanda ce qu'il fallait penser de tout cela. Le ministre démentit toutes ces nouvelles. Or, une ordonnance de dissolution de la Chambre parut le 26 juillet 1830. La surprise provoqua une violente indignation. James et Salomon Rothschild, qui se trouvaient tous deux à Paris, avaient vécu avec la plus vive terreur et dans de terribles transes ces journées de la révolution. Ils tremblaient pour leur richesse et leur existence à la fois. La baisse des rentes atteignait 30 %, alors que ces juifs détenaient encore une si grande quantité de titres de l'emprunt d'Etat dont ils venaient de se charger.

Le 30 juillet, le formidable tumulte et l'agitation indescriptible étaient déjà apaisés. Le couronnement du duc d'Orléans s'étant confirmé, ce fut un grand soulagement pour les frères Rothschild. Malgré leurs rapports avec Charles X et les Ministres, ils avaient également rendu des services d'argent au duc d'Orléans, ce qui leur permit de s'introduire chez lui. Ils lui firent ressortir qu'ils avaient été, de tout temps, partisans des idées constitutionnelles et de la liberté. Le changement de front des Rothschild apparaissait donc manifestement. Ils tirèrent immédiatement les conséquences qui s'imposaient de la situation, et, malgré les pertes subies par suite de la baisse des fonds d'Etat et en dépit de l'incertitude régnant encore, James offrit aussitôt son appui financier au nouveau pouvoir.

A la même époque de nouveaux troubles éclatèrent également à Francfort. Dans cette ville, Amschel avait acquis le droit de citoyen de la ville, en vertu de la dernière loi d'égalisation. Aussi dut-il prendre la garde à son tour en qualité de soldat. A Paris, le 7 sep-



tembre 1830, James fut reçu en audience privée par Louis-Philippe et il examina avec lui la situation générale. Le banquier restait donc toujours en faveur et jouait un rôle important sur les destinées de la France.

La révolution de 1830 à Paris trouva son écho dans d'autres villes européennes. Le 25 août, à Bruxelles, il y eut un soulèvement, dont les fins, qui furent bientôt réalisées, consistaient à modifier le système du gouvernement, voire même à séparer la Belgique de la Hollande.

Peu de temps après, Salomon Rothschild arriva à Paris chargé d'une mission importante. Ses frères l'avaient chargé de détourner Metternich de son idée d'intervenir partout où des révolutions éclataient ce qui, cette fois, pourrait avoir des conséquences incalculables pour l'Europe et aussi, tout particulièrement, pour l'existence de la maison Rothschild. Salomon persuada d'abord Gentz qui, à son tour, convainquit Metternich. Une conflagration générale aurait été très préjudiciable, en effet, à la banque juive qui détenait encore à ce moment 900.000 francs de rente effective, soit un capital nominal de 18 millions de francs.

Dans le Nord, les Belges avaient chassé la famille d'Orange. Le cours des rentes avait fléchi jusqu'à 60 fr. 25 tandis que les fonds 5 % cotaient 91,15. On disait à la fin de la Bourse que Laffitte allait faire un discours pour réclamer 500.000 hommes afin d'intervenir en Belgique. Les Rothschild tremblaient. Jusque là, ils souhaitaient toujours la guerre pour accroître leur fortune. Cette fois, étant pris au dépourvu, ils souhaitèrent la continuation de la paix pour leur permettre de liquider le formidable emprunt resté sur leurs bras. Leurs pertes se chiffraient déjà par millions. La paix leur enlevait ce qu'ils avaient gagné dans les guerres. Suivant leurs propres dires, qui étaient peut-être intentionnellement exagérés, la révolution de juillet leur aurait fait perdre définitivement 17 millions de florins d'un seul coup.

Ainsi, M. Peyronnet, le 24 juillet 1830, en gardant secrète l'intention du gouvernement de dissoudre la Chambre libérale, fit sortir du coffre des juifs, 17 millions. C'est la première fois qu'ils se virent roulés de



la sorte ; c'est la première fois qu'on leur avait caché un secret d'Etat. Cette expérience démontre que ce n'est pas grâce à leur génie qu'ils avaient bâti une fortune colossale, mais bien par la corruption et le dol. Partout ils trouvaient des hommes prêts à se mettre à leur service moyennant rémunération. Cette fois, les événements ont pris une autre tournure. Cette formidable perte fera réfléchir les juifs, et, désormais, ils agiront toujours avec la plus grande prudence. Les finances se trouvaient dans une dangereuse passe. Il fallait à tout prix sortir de la mauvaise situation où l'explosion soudaine et inattendue de la révolution de juillet 1830, à Paris, et ses répercussions dans l'Europe entière, avait précipité la maison Rothschild.

La maison de Londres était la moins atteinte : « *La persistance de la crise financière et commerciale dans toute l'Europe, écrivait Rother, a amené le représentant de cette maison, le baron Anselme, qui se trouve encore ici, à présenter maintes propositions, répétées d'une façon de plus en plus pressante, visant à suspendre partiellement ou à modifier les stipulations dudit contrat du 25 février 1830. Mais dans les circonstances actuelles, il ne saurait être question d'une annulation totale ou partielle du contrat, et je crois avoir convaincu le baron Rothschild, au cours de nos six semaines de négociations verbales et écrites, que ce projet serait incompatible avec l'honneur de sa maison* ». Ainsi la maison juive n'obtint pas satisfaction de ce côté. Par ailleurs, le tzar de Russie avait résisté longtemps à la reconnaissance du nouveau roi de France Louis-Philippe.

Pendant tout ce temps, le cours des rentes restait autour de 59 fr. 25. Au même moment, la nouvelle des troubles de Modane et de Bologne, arrive à Paris. Les rentes baissaient toujours. Pourtant la France désirait ardemment la paix. L'Autriche, par contre, désirait intervenir à nouveau pour mater les révolutionnaires. Mais la situation financière de ce pays était loin d'être brillante. Malgré tout, on décida de créer trois puissantes armées en Bohême, en Autriche, en Italie. Il fallait se procurer les 36 millions de florins nécessaires pour cette expédition. Rothschild ne désirait pas prendre cet emprunt à son compte du fait qu'il avait comme but : la guerre. La maison de banque avait en



effet besoin de la paix pour récupérer ce qu'elle venait de perdre. Et puis elle craignait qu'une nouvelle guerre lui soit très préjudiciable.

L'administration des Finances autrichiennes s'adressa alors aux banquiers d'Etat dont Rothschild faisait partie. Ils ne purent donc plus se dérober. En fin de compte, le profit susceptible d'être réalisé sur le cours, et la commission de 2 % n'étaient pas non plus à dédaigner. Et aux armements autrichiens succédèrent les armements français. Mais la question belge, qui était à la base de tous ces armements, n'engendra pas une conflagration européenne. La Prusse décida de s'abstenir, et Metternich fut empêché d'intervenir avec des troupes par les résistances qu'il rencontra dans son propre pays, contre une telle aventure au loin, par l'épidémie de choléra, et enfin par les exhortations constantes de Salomon Rothschild.

L'affaire des Pays-Bas n'eut pas de trop grosses conséquences sur les finances des Rothschild. Les deux Etats dont cette dernière maison dissimulait les titres d'emprunts dans leurs portefeuilles, ne furent mêlés à nulle aventure de grand style, et leurs interventions armées d'importance secondaire furent liquidées assez rapidement. Une paix bienfaisante régna, et redressa les rentes et les autres valeurs, dans toutes les bourses européennes. Le plus grand danger qui menaçait la maison Rothschild se trouvait ainsi écarté. Libérés de leurs engagements en Prusse, en possession d'une masse de titres en hausse à Paris et à Vienne, rassurés, tout au moins pour l'avenir prochain, sur l'évolution politique de l'Europe, les cinq frères se remirent à conclure des opérations financières fructueuses.

Ils faisaient tout pour maintenir la paix nécessaire pour la réalisation de bonnes affaires. Ils étaient d'une activité incomparable et d'une habileté vraiment surprenante. On les retrouvait en tous les lieux : dans les appartements du roi et des ministres, dans les salons politiques de la capitale, tout comme à la Bourse ou dans les réunions des industriels et des commerçants qui régissaient la vie économique. Partout ils prêchaient la paix, c'est-à-dire le dénouement des événements en faveur de leurs intérêts. Au dé-



but de 1832, la crise pouvait être considérée comme surmontée.

Les finances autrichiennes allaient de plus en plus mal. Un déficit de 22 millions de florins annoncé en février 1831 passa à 85 millions environ ultérieurement. Il ne restait donc, à nouveau, que le recours au roi des Finances : Rothschild. Sous la direction de cette firme, les quatre banques d'Etat accordèrent à l'Autriche un prêt de 30 millions de florins à 80 % mais en stipulant qu'elles seraient déliées de tout engagement au cas où une guerre éclaterait. Un double but était atteint : 1° Une affaire fructueuse était réalisée ; 2° L'Autriche était ramenée à la paix et, par conséquent, favorable au développement des affaires Rothschild. Mais cette somme ne suffisait pas à Metternich. Il lui fallait se procurer d'autres fonds.

C'est alors qu'il se rappela les 20 millions de francs placés chez les Rothschild à 3 1/2 %. Cet argent, qui était d'abord destiné à l'édification d'un fort sur le Rhin, appartenait toujours à l'ensemble de la Confédération germanique. Metternich fit remarquer que les Rothschild n'avaient remis aucune garantie contre le dépôt de cette somme. Il fallut donc que le banquier parût avoir conservé comme devant l'administration des fonds ; il comprit ce qu'on attendait de lui et en profita pour obtenir des compensations avantageuses. L'affaire fut conclue. L'Autriche et la Prusse reçurent chacune la moitié de cette somme qu'ils ne remboursèrent en fait à la caisse fédérale qu'en 1846.

Cette nouvelle affaire permettait aux juifs de demander une nouvelle faveur au gouvernement autrichien. Les Rothschild étaient installés à Vienne depuis longtemps déjà. Ils n'y étaient que tolérés. Et, bien que leur fortune et leur habileté leur eussent ouvert l'accès des milieux les plus haut placés, ils souffraient de se voir encore assujettis, comme auparavant, à certains règlements gênants, applicables aux israélites. Il y avait, en particulier, l'ordonnance qui leur interdisait d'être propriétaires fonciers. Il fallait donc formuler une demande d'autorisation d'être propriétaire foncier. Pour cela, Salomon adressa une lettre à Metternich. On peut en extraire le passage suivant : « *Ce que je me permets de demander pour moi et mes frè-*



*res, c'est l'autorisation de sa Majesté d'acquérir des biens et d'autres propriétés foncières sur le territoire de la monarchie autrichienne. Je n'ignore pas que les dispositions légales s'opposent à ce qu'il soit accédé à cette requête. Mais la grâce de sa Majesté peut autoriser des exceptions dans certains cas, et l'intervention propice de votre Altesse devrait réussir à obtenir du plus clément et du plus juste des souverains, en lui représentant avec bienveillance les circonstances de nous être favorable, qu'il soit donné satisfaction à notre prière ».*

Cette requête était en opposition absolue avec les lois en vigueur. Il faudrait faire de nouveau une exception. Metternich était très favorable à l'octroi de l'autorisation. Rothschild voulait, en effet, acheter, en Autriche, pour plusieurs millions de biens, et on les tiendrait mieux s'ils possédaient, dans le pays, une importante fortune immobilière. De sorte que cette requête fut accordée plus tard.

En Autriche on ne pouvait plus rien refuser à la puissante famille juive. Il semblait que l'Etat ne pouvait exister sans elle. A cette époque, l'épidémie de choléra faisait ses ravages à Vienne. Cette ville, pendant un certain nombre de mois, resta, de ce fait, plus ou moins soustraite de l'activité des affaires.

Charles Rothschild, en revanche, réussit à conclure, à Naples, une opération de prêts qui cadrerait parfaitement avec le système politique de Metternich. Succédant à tant d'opérations analogues effectuées par des rois et des princes de la chréienté, il s'agissait d'un prêt contracté aussi dans la maison israélite Rothschild par le chef de l'Eglise, le Pape, au nom des Etats Pontificaux. Les finances pontificales étaient désorganisées ; le Pape avait besoin d'argent. Il lui était impossible de s'en tirer en frappant de nouveaux impôts des sujets déjà mécontents. Il ne resta donc qu'à recourir à un emprunt.

Deux dames aristocrates furent chargées de préparer les voies à un tel emprunt. L'une de ces dames, la duchesse de Bassano, était à Paris ; l'autre, la comtesse Stéphanori, était à Rome. Sur la liste des financiers que la duchesse devait visiter, se trouvait James Rothschild, et sur celle de la comtesse, Charles Roths-



child. On demanda à Charles de venir à Rome en lui faisant pressentir l'objet de cette invitation. Mais le banquier était parfaitement au courant. Il savait aussi qu'on avait déjà frappé vainement à plusieurs portes. Ainsi faisant, il semblait ne pas être très disposé à prêter de l'argent au Pape. Le prêt, une fois réalisé, n'apparaîtrait que comme un plus grand service. En outre, la connaissance du refus des autres banquiers consultés permettait au juif d'exiger des garanties particulières. Le banquier avait conçu un biais qui permettrait de conclure l'affaire en substituant, comme créancier, aux Etats Pontificaux, Naples, qui présentait des garanties.

Il y avait longtemps que les deux Siciles désiraient s'annexer les deux principautés de Benevent et de Ponte-Corvo, qui appartenaient au Saint-Siège. Charles Rothschild fit une proposition suivant laquelle Naples devait les racheter au Pape, tandis que, de son côté, il avancerait à l'Etat Napolitain le prix de l'acquisition. Mais le Pape ne voulut rien entendre pour la cession des territoires.

Des négociations laborieuses s'engagèrent entre Charles Rothschild, Naples et les Etats Pontificaux. Le juif mettait peu d'empressement à la conclusion de cette affaire. Il désirait tout simplement gagner du temps. Metternich apprit ces nouvelles avec inquiétude. Ce qui lui tenait surtout à cœur, c'était de fournir au Pape les moyens de rétablir dans ses provinces rebelles, l'ordre et la paix. Il intervint donc personnellement auprès de Salomon à Vienne, et demanda au comte Apponyi, à Paris, de faire une démarche analogue auprès de James. Celui-ci était justement en pourparlers avec le banquier Torlonia, de Rome, alors à Paris, qui s'offrait de se charger de la moitié de l'emprunt. La maison Rothschild accepta l'autre moitié. Ainsi, finalement, le Pape obtint son prêt de deux banquiers à la fois.

James se félicita du résultat obtenu et s'empressa de mettre Apponyi au courant des résultats. « Nous nous félicitons doublement, pouvait-il écrire, parce qu'en même temps nous avons répondu aux intentions du gouvernement de sa Sainteté et aux vœux de l'Autriche ».



Malgré tout, James éprouvait une certaine méfiance car il craignait que les Etats de l'Eglise ne puissent satisfaire régulièrement aux engagements d'intérêt et exhorta l'Autriche à exercer une pression en ce sens sur le gouvernement pontifical. L'emprunt permit à ce dernier de mettre sur pied une armée de quelques milliers d'hommes afin de pouvoir mieux assurer son pouvoir temporel. Mais cet événement causa, dans toute la chrétienté, un très vif émoi qui s'accrut encore, lorsque, le 10 janvier 1832, le Pape Grégoire XVI, reçut Charles Rothschild en audience, lui conféra le grand cordon de l'étoile d'un ordre nouvellement fondé, et lui laissa baiser sa main, au lieu de son pied. Et tout cela sans que Rothschild ne fut néanmoins converti.

Un homme d'esprit redouté, critique et journaliste, Saphir, aiguisa sa verve terrible sur ces faits. Cet homme s'était rendu insupportable presque partout où il avait séjourné ou écrit. En tous lieux, son style tranchant, mais d'une ironie pénétrante, lui avait attiré un si grand nombre d'ennemis, qu'il se voyait contraint de quitter les villes les unes après les autres, retombant bientôt chaque fois dans la misère. Il écrivait avec une facilité extrême. En outre, il était vaniteux et poursuivait avec la dernière rigueur tous ceux qui ne se montraient pas bienveillants à son égard.

Saphir était un ardent révolutionnaire. Il fallait lui mettre une muselière. Une occasion se présenta fin 1831. A Munich, Saphir s'était plaint à Rothschild de ses embarras d'argent. Le banquier lui soumit un projet sur le champ, par lequel il exigeait la déclaration catégorique qu'il acceptait comme condition préalable, de servir sans restrictions la bonne cause, c'est-à-dire celle de Metternich. Saphir demanda quelques jours pour répondre. Finalement, il accepta les conditions qui lui furent proposées. Rothschild fit part à Metternich du résultat de ces négociations. Le chancelier paraissait satisfait et consentit à prendre Saphir à son service et proposa de lui offrir d'abord de 1.500 à 2.000 florins pour une année probatoire. Saphir demanda que la période d'essai fut portée à trois ans. Satisfaction lui fut donnée à la suite d'une intervention de Rothschild. C'est ainsi que Saphir entra au service de l'Etat autrichien.



Rothschild était très satisfait de son œuvre. Un triple but était atteint : 1° Il avait procuré une pension d'Etat pour plusieurs années à un de ses coreligionnaires au talent dangereux ; 2° Il s'était garanti lui-même contre des attaques éventuelles de ce côté ; 3° Il pouvait faire valoir à Metternich qu'il avait gagné à sa cause un journaliste redouté.

Peu de temps après, Rothschild réussit encore à rendre un service personnel à Metternich. Il lui avança 400.000 francs, lors de son mariage avec la comtesse Mélanie Zichy Ferraris.

L'élévation sociale des Rothschild se manifestait très nettement dans tous les pays. En Angleterre, Nathan était invité à la table des lords les plus exclusifs. A Paris, James jouissait d'une situation exceptionnelle à la cour du nouveau Roi Louis-Philippe. Elle ne put être mieux mise en évidence, que par sa nouvelle promotion à la Légion d'Honneur ; il était chevalier depuis 1823. Il fut nommé officier. Les bals et les grandes fêtes qu'il donna à Paris, dans son magnifique Palais, à l'élite de la société, contribuèrent à asseoir sa situation.

Entre temps, des révoltes naquirent dans les Etats pontificaux où l'Autriche était intervenue. Les bandes de mercenaires que le Pape avait levées avec l'argent des Rothschild n'avaient pu, en effet, maîtriser les émeutes qui avaient éclaté de nouveau ici et là, après le retrait des troupes autrichiennes. Et le Saint-Père avait dû réclamer à nouveau l'aide de l'Autriche. Metternich hésitait à intervenir. Finalement il se décida et ses troupes pénétrèrent à Bologne le 28 janvier 1832. Ce fut un coup pour le ministère français qui décida d'envoyer une escadre française à Ancône. On y débarqua des troupes qui occupèrent la ville et la citadelle. On craignait un conflit entre la France et l'Autriche. Les Rothschild qui avaient tout à perdre dans cette guerre s'employèrent à écarter ce danger dans la mesure où cela était en leur pouvoir. Ils mirent tout en œuvre pour éteindre l'incendie qui couvait, ce qui ressort principalement d'un message adressé par Salomon à Metternich. Le chancelier céda ; la guerre s'éloigna.

Le choléra faisait des ravages considérables à Paris



dans les premiers jours d'avril 1832. Plus de 30.000 individus furent atteints et la moitié succombèrent. Les Rothschild, pour échapper à ce terrible fléau, quittèrent Paris un instant. Leur dévoué Périer succomba. C'était une grosse perte pour la banque juive. Elle devait en éprouver une non moins sensible en Autriche. Frédéric von Gentz, auquel les Rothschild devaient pour une large part leur situation auprès de Metternich, et par conséquent en Autriche, s'éteignit le 9 juin 1832.

Gentz était vénal et n'hésitait pas à accepter de l'argent de tout le monde. Au début de leurs relations, les Rothschild disaient l'avoir fait gagner sur des opérations de bourse, mais ils ne tardèrent pas à dépouiller l'affaire de ce léger voile et lui remirent de fortes sommes, jusqu'au moment où ils le nommèrent agent officiel de leur maison aux appointements annuels de 100.000 florins. A la longue, les relations entre Gentz et Rothschild étaient devenues de plus en plus intimes et le journal du Conseiller à la Cour indique presque chaque jour, dans les derniers temps de sa vie, qu'il s'est rendu chez Rothschild. A la fin de ses jours, Gentz continuait à demander de l'argent aux banquiers juifs. Il dépensait des sommes considérables pour une jeune fille âgée de vingt ans, Fanny Esslen, dont il était épris.

Mais Gentz devenait de moins en moins utile aux Rothschild du fait de son grand âge. Aussi les besoins urgents d'argent de Gentz finirent par lasser le banquier juif. Il se mit à prendre des garanties et à poser des conditions ; c'est ainsi qu'il acheta, un jour, à Gentz, dans un moment *« de besoins urgents et d'extrême embarras »* un service de table en argent. Le Conseiller se vit aussi contraint à plusieurs reprises de se faire avancer par Rothschild les traitements que lui versait la caisse d'Etat. C'est ainsi que le puissant juif pensait à ceux qui l'avaient aidé à édifier sa colossale fortune. Gentz se plaignit amèrement. Mais rien n'y fit. Rothschild agissait envers Gentz comme s'il lui disait : *« Vous ne me rendez plus service, donc, pas de raison que je continue à vous verser des sommes »*. Pourtant la mort de Gentz entraîna pour Rothschild, non seulement la rupture d'un lien étroit avec



Metternich et la chancellerie d'Etat, mais encore la perte d'une source inappréciable d'informations.

Dans les Pays-Bas, la question belge restait toujours en suspens. La Russie soutenait la Hollande et avait contracté un emprunt pour venir à son aide. Parmi les banquiers ayant contribué à cette opération financière figuraient les Rothschild. Ces puissants juifs savaient pourtant bien que la Russie n'aurait pas besoin d'intervenir en Occident. Nathan avait eu l'insolence de déclarer, à la bourse de Londres, qu'il saurait bien mâter les souverains qu'il tenait tous par sa caisse. Voilà donc la preuve de la puissance de l'argent et surtout de celle des juifs de Francfort sur les destinées de la politique internationale.

Les Rothschild avaient encore raison. Ils se trouvaient du bon côté. Les conditions financières s'étaient améliorées dans le monde entier à un point tel que les pertes subies par les Rothschild à l'époque de la Révolution de juillet se trouvaient si bien comblées, que les banquiers juifs purent envisager d'entrer en pourparlers pour conclure de nouvelles opérations financières en Prusse. L'emprunt 5 % fut entièrement converti en 4 %. La Prusse fut enthousiasmée de l'esprit conciliant que manifestèrent les Rothschild, mais elle oublia que ces derniers étaient intéressés.

Le juif Salomon désirait une décoration prussienne. Rother, le conseiller financier de Prusse intervint en sa faveur. A la Cour on acceptait l'argent de bon cœur, mais l'on n'était pas disposé à décorer des gens d'affaires israélites. Rother proposa alors de remettre à Salomon un vase en porcelaine orné d'un portrait du roi. Finalement, Salomon, Nathan et Amschel Meyer reçurent chacun un vase en porcelaine qui sortait de la manufacture Royale de Berlin.

Un peu plus tard, Rother sollicita encore une distinction pour le plus jeune fils de Nathan, qui était le seul parmi ses frères à ne posséder aucun titre. « Les deux fils aînés du Baron Nathan, Meyer von Rothschild, de Londres, écrivait-il au souverain, Lionel et Anthony, sont conseillers financiers et chevaliers de l'ordre du Lion du prince de Hesse, et, seul, Nathaniel, le plus jeune, qui s'est également distingué dans sa partie et qui a fait récemment un voyage



*d'affaires à Constantinople à la satisfaction de toutes les maisons Rothschild, ne délient, à l'heure actuelle, aucun titre analogue. Je demande qu'on veuille bien lui conférer la charge de conseiller privé du commerce* ». Il fut encore fait selon le vœu de Rother.

Les affaires des Rothschild s'étendaient de plus en plus. Ils prêtaient non seulement aux grandes puissances, mais également aux Etats secondaires tels que la Grèce et les gouvernements des Iles Ioniennes, d'ailleurs avec la garantie de la France et de l'Angleterre ce qui excluait tout risque.

En Autriche, l'Empereur François expira le 2 mars. Il laissa un testament où il recommandait à l'héritier du trône, Ferdinand, de prendre possession du pouvoir, mais de ne rien changer, de maintenir envers Metternich, son ami et son serviteur le plus fidèle, autant de confiance que l'Empereur François lui en accordait et de ne prendre aucune décision concernant aussi bien des affaires publiques que des personnes sans l'avoir entendu. Pour les Rothschild, cet état de choses était le plus favorable qu'ils eussent pu souhaiter.

La baisse, d'un caractère de panique, qui se déclencha après la mort de l'Empereur, à la Bourse, où l'on ignorait quelle tournure allaient prendre les événements, incita les Rothschild à acheter, car ils savaient que rien ne serait changé dans le gouvernement de l'Etat. Les amis des Rothschild les félicitèrent pour l'attitude qu'ils avaient prise en cette circonstance. Ce geste « patriotique » ne leur coûta guère attendu qu'ils avaient appris de Metternich, que la mort de l'Empereur n'entraînerait aucun changement profond. Les valeurs s'élevèrent et leur prospérité s'accrut plus que jamais. Ainsi qu'on le voit, ces puissants juifs spéculaient sur tout pour augmenter leur fortune et agrandir leur prestige.

On se trouvait à l'époque au moment où l'on tentait de lancer les chemins de fer. Or, nous avons déjà vu que, d'une façon générale, les entreprises productrices de bien-être pour l'humanité n'intéressaient que très peu les Rothschild. Il en fut ainsi au début pour les chemins de fer. Nathan avait suivi les tentatives de Stephenson avec scepticisme. Il était résolu à ne



pas risquer un denier dans une entreprise qu'il considérait comme une folie. Cependant, une fois que les résultats obtenus par Stephenson devinrent de plus en plus prometteurs, lorsqu'après l'établissement de la première et de la seconde ligne, en Angleterre, une véritable fièvre se fut emparée du pays et que se constituèrent de multiples sociétés pour la mise en œuvre des nouveaux projets de construction, Nathan, qui, tout en s'abstenant, avait suivi de très près cette évolution, se dit que cette découverte comportait d'appréciables possibilités de gain, que sa maison ne devait pas laisser échapper.

En Angleterre, il était sans doute trop tard. Mais il y avait encore la France, l'Allemagne et l'Autriche. C'était dans ces trois pays un vaste champ d'exploitation pour la grosse fortune de sa maison. Si les cinq frères prenaient l'initiative de construire des chemins de fer à vapeur, et devançaient tous les autres, cela pourrait devenir une source d'avantages pour sa maison, tant au point de vue finances que bénéfices. Nathan fit part de ses idées à ses frères qui en saisirent aussitôt la portée. L'exposé de Nathan fit impression sur Salomon, à Vienne. Cela tenait à ce que celui-ci avait été avisé, d'un autre côté, par un homme extrêmement doué, pouvant même être qualifié de génie, des brillantes perspectives réservées à la construction de voies ferrées.

Cet homme Riepel, alors professeur à l'Institut Polytechnique Impérial de Vienne, était spécialiste de l'industrie minière. Les constructions de voies ferrées en Angleterre dont il avait entendu parler lui avaient fait penser qu'on pouvait utiliser avantageusement les voies ferrées à vapeur pour transporter au loin la houille du bassin Witkowitz où il avait travaillé auparavant. Il désirait surtout amener rapidement le combustible par voie ferrée, à la route fluviale du Danube. En approfondissant la question, il voyait encore d'autres possibilités. A partir du moment où il était convaincu des possibilités des voies ferrées à vapeur, Riepel fit plusieurs démarches. Il fut bien accueilli par un nommé Samuel Biedermann qui était en étroites relations d'affaires avec Rothschild. Samuel mit ce dernier en rapport avec Salomon. Plein d'enthousiasme, il s'empara du projet de Riepel et résolut de pren-



dre sur le champ les premières dispositions pour en assurer la réalisation conformément aux suggestions de Riepel.

Salomon voulut s'attribuer la paternité du projet Riepel. Mais il le désavoua par la suite, dans une lettre adressée au comte Mittrowsky : *« Je suis heureux, écrivait-il, de remplir un devoir d'équité en répétant ici d'une façon très nette que ce fut le professeur Riepel, qui, en 1829, conçut le premier l'idée grandiose du chemin de fer de Galicie, qu'il m'en fit part et m'amena à prendre la décision de faire procéder aux préparatifs et aux travaux destinés à permettre d'apprécier pleinement la valeur de l'entreprise, au triple point de vue technique, commercial et financier ».*

Les événements politiques survenus en 1830 et la période troublée qui lui succéda reculèrent l'exécution du plan. Nous avons déjà vu, en effet, que les Rothschild avaient perdu des sommes considérables en 1830. Ce n'est qu'en 1832 environ que la position des juifs se trouva suffisamment raffermie pour reprendre le projet déjà annoncé.

Entre temps, en Angleterre, les chemins de fer avaient engendré une véritable fièvre. Tous les banquiers y participèrent sauf Nathan. Ce dernier demanda donc à ses frères de reprendre dès que possible la construction de chemins de fer en Autriche. C'est ainsi que Salomon résolut, le 15 avril 1835, sur le conseil de Metternich, de présenter une demande officielle, en vue d'obtenir le privilège de construire, en premier lieu, la ligne de Bochnia à Vienne et la décision impériale octroyant au baron de Rothschild le privilège de la construction de cette ligne, fut obtenue le 11 novembre 1835. Salomon accueillit avec joie et avec un sentiment de profonde reconnaissance la résolution impériale.

Il restait à résoudre divers problèmes avant d'entreprendre les travaux, notamment la question financière. Il fallait se procurer 12 millions de florins, somme que coûterait, selon devis, la ligne s'étendant sur 60 milles. Salomon créa 12 mille actions de 1.000 florins, sur lesquels 8.000 furent, en partie, absorbés personnellement par Rothschild. Quatre mille actions seu-



lement furent offertes au public. Le résultat fut inespéré. Il y avait 27.490 demandes contre 4.000 actions disponibles.

Les Rothschild avaient donc fait leur premier pas dans la construction des voies ferrées. Après avoir bâti une fortune sur des cadavres vont-ils enfin en utiliser une partie pour les bienfaits de l'humanité ? Ces puissants juifs, chaque fois qu'ils en trouvaient l'occasion, flattaient les princes qui pouvaient leur être utiles dans leurs relations. C'est pour cette raison qu'ils baptisèrent leur entreprise « *Chemin de fer de l'Empereur Ferdinand* » conformément à l'accord donné par le roi lui-même en date du 8 avril 1836. Attacher le nom du roi à l'entreprise devait se révéler très utile ultérieurement.

Ainsi, la construction de la voie ferrée du Nord semblait s'ouvrir sous les plus heureux auspices. La première assemblée générale fut tenue le 25 avril 1836. Salomon y déclara qu'il cédait à la société la totalité du privilège contre un droit de regard permanent, le remboursement de 12.652 fl. 50 et 100 actions libérées.

Dès qu'on se mit à l'ouvrage, on essaya de jeter le discrédit sur les résultats probables des chemins de fer. On émettait des objections les plus invraisemblables. Les puissants adversaires des chemins de fer avaient des amis dans l'entourage même de l'empereur Ferdinand ; ils firent en sorte que le souverain apprit aussi les difficultés et les objections qu'on fit partout valoir contre l'entreprise Rothschild-Riepel. L'empereur ayant admis les objections demanda à Metternich de lui faire savoir quels obstacles s'opposaient aux progrès des travaux. Le chancelier dut intervenir énergiquement pour permettre la continuation des travaux. Les débuts de l'affaire n'allèrent donc pas sans difficultés.

Rothschild, de son côté, tenta par tous les moyens d'aplanir les obstacles. Il y parvint, en convoquant, le 19 octobre 1836, une troisième assemblée générale, au cours de laquelle on demanda aux actionnaires de déclarer clair et net s'il fallait commencer à réaliser le chemin de fer ou bien dissoudre la société, auquel cas le baron von Rothschild reprendrait le privilège



qu'il lui avait cédé. Salomon était en outre disposé à supporter toutes les dépenses engagées jusqu'alors, et qui s'élevaient à plus de 57.000 florins. Salomon eut un succès complet. 76 voix sur 83 actionnaires étaient favorables au maintien de la société.

Pourtant les dépenses de construction dépassèrent considérablement les prévisions. Aux environs de 1840, Salomon demanda l'appui financier du souverain, mais sans grand succès. Aussi la construction traîna-t-elle et le délai de 10 ans prévu pour son achèvement ne put être observé. La ligne ne fut terminée qu'en 1858. Une fois les premières difficultés surmontées, les profits matériels ne tardèrent guère à apparaître. Les actions de 100 florins étaient au cours de 228 en 1845. C'était donc un coup de maître au point de vue financier que réussit Salomon.

Pendant ce temps, James, à Paris, s'occupait également de la question des chemins de fer en France. Il prit comme collaborateur, Emile Péreire, juif d'origine portugaise. Le premier plan comprenait la ligne Paris-St-Germain qui fut inaugurée le 26 août 1837. Elle obtint un grand succès. James envisagea ensuite la construction de lignes s'étendant sur le Nord de la France. Entre temps, il fit construire encore la voie de la célèbre rive droite de la Seine. Au même moment, Fould, juif également, finança celle de la rive gauche. La rivalité apparente était donc établie. James parvint à se faire concéder la construction et l'exploitation d'une ligne du Nord de la France. Le 21 juillet 1845, on procéda à l'inauguration du chemin de fer du Nord.

Nathan, de son côté, comme il était trop tard pour l'Angleterre, participa, vers le milieu de 1830, à l'établissement des voies ferrées en Belgique. Mais, dans ce pays, au contraire de la France et de l'Autriche, c'est l'Etat lui-même qui se chargea de la réalisation de l'œuvre, qui exigea d'abord 150 millions de francs. La majeure partie de ces capitaux fut obtenue en 1836 et en 1840 par l'intermédiaire de Rothschild.

Ainsi, un nouveau champ d'activité s'était présenté pour la famille juive. La richesse des Rothschild était sortie entière des troubles de la révolution de juillet. Bien mieux, la fortune et le crédit de cette maison



avaient augmenté dans une mesure inouïe et ses formidables capitaux étaient en quête de placement. Salomon et James étaient occupés par les chemins de fer. Nathan cherchait des Etats en quête d'argent.

Or, parmi ceux-ci, il y avait l'Espagne, qui était aux prises avec une crise politique extrêmement grave. Les partis étaient très divisés. Les ministères changeaient constamment ; les deux partis se combattaient sans merci et il leur fallait des troupes et de l'argent. Depuis 1823, il avait été émis des emprunts pour près de 3 milliards de réaux. Les revenus officiels ne permettaient plus de faire face même aux paiements des intérêts. C'est ainsi que les Rothschild se virent sollicités de tous les côtés. Mais ils ne savaient à laquelle de leurs maisons, celle de Londres, de Paris, de Vienne, de Naples, ou de Francfort, affecter l'intervention. Toute résolution était difficile à prendre du fait que les cinq frères étaient tous établis en même temps dans les capitales européennes. Il arriva que ce cosmopolitisme qui avait contribué à la prospérité de leurs affaires, leur créât aussi des difficultés.

A propos de l'Espagne justement, un désaccord devait éclater. Nathan surtout se trouvait dans une situation délicate, l'Angleterre inclinant le plus à intervenir effectivement. Louis-Philippe, au contraire n'était nullement décidé à intervenir par la force des armes. Accorder un emprunt à l'Espagne c'était l'aider à soutenir une guerre. Or, par cela même, les Rothschild risquaient de s'aliéner les membres des gouvernements des pays où ils étaient installés. Malgré tout ce qui s'y opposait, Nathan accorda un emprunt à l'Espagne, c'est-à-dire à la régente Marie-Christine. Par là, il répondait au vœu de l'Angleterre et, d'autre part, il avait conçu un plan formidable visant le mercure.

A l'époque, le marché européen ne recevait ce métal que de deux sources différentes : de l'Idria, que la maison Rothschild avait achetée à l'Etat autrichien, et de l'Almaden en Espagne, dont le rendement constituait une source importante de revenus pour l'Etat espagnol. Etre en possession de ces deux mines équivalait à dominer tout le marché à la façon d'un monopole. Et celui qui arriverait à ce but pouvait fixer



le prix de ce métal à sa guise. Nathan avait accepté de faire un prêt avec le ferme désir de mettre la main sur les mines d'Almaden. Il envoya son fils Lionel à Madrid pour mettre son projet à exécution. Le gouvernement espagnol avait décidé d'adjuger au plus offrant sous forme d'affermage, et pour cinq ans environ, le droit de prospecter les mines d'Almaden, qui ne produisaient alors que 16 à 18.000 quintaux de métaux. Rothschild offrit 54 piastres par quintal. La proposition fut acceptée avec joie. C'est ainsi qu'un contrat portant la signature de Marie-Christine fut signé solennellement, le 21 février 1835, entre Lionel Rothschild et le comte José-Maria Toreno, ministre des finances espagnol. A cette occasion, Lionel reçut le titre de chevalier de l'ordre d'Isabelle la Catholique.

Les finances espagnoles restaient toujours dans le plus grand désordre. Lionel Rothschild était prêt à venir, à nouveau, en aide au gouvernement d'Espagne, à condition que certains amendements fussent apportés au contrat, notamment celui de renoncer, moyennant un léger relèvement de prix par quintal, au droit de dénoncer l'accord au bout de trois ans. Ainsi, les Rothschild donnèrent 55 piastres par quintal et tous les amendements désirés furent acceptés, le 4 juin 1835. Voilà comment fut créé le monopole du mercure. Désormais les Rothschild vont pouvoir fixer le prix de ce métal à leur gré. Ils le vendent 80 fr. à Londres et réalisent ainsi des bénéfices considérables.

Il est vrai, d'un autre côté, les Rothschild avaient bien du mal à récupérer leurs créances sur l'Espagne. Le ministre Toreno était d'une cupidité exemplaire.

Malgré cela, les cinq frères finirent par rentrer peu à peu en possession des capitaux qu'ils avaient placés dans ce pays. Mais ils eurent tellement de mal qu'ils avaient projeté une vengeance. Au moment où de nouveaux troubles naquirent en Espagne, Nathan se fit le champion actif d'une intervention armée de l'Angleterre et de la France. Mais tout ce qu'il put obtenir de ces deux puissances fut, de la part de la France, l'offre faite à la reine Christine de disposer librement



de la Légion Étrangère, et, de la part de l'Angleterre, la formation d'une légion de volontaires. Nathan s'employa de la manière la plus active à permettre l'engagement de ces volontaires, qui n'eût pas pu avoir lieu sans son argent. Marie-Christine, selon Metternich, n'était qu'une émanation de la révolution, et, par conséquent, il désapprouvait les soutiens qu'elle pouvait recevoir. Or, parmi ceux-ci, il y en avait qui venaient de la maison Rothschild ce qui fut un sujet de divergences de vues entre les cinq frères. Salomon, en effet, pour conserver son prestige auprès de Metternich, devait désapprouver et déplorer cette opération.

Entre temps, les Rothschild de Londres et de Paris se mirent à spéculer à la baisse sur les fonds espagnols et affectèrent une somme de 1.800.000 livres-sterling à ces opérations. Le résultat fut prodigieux. Les cours des rentes fléchit de 70 à 30 et la panique qui s'ensuivit, de même que la dépréciation considérable des valeurs espagnoles à Londres furent dues uniquement à l'acte de vengeance des Rothschild. Les porteurs de titres de cette nature perdirent plus de deux tiers de leur avoir tandis que les Rothschild gagnaient de ce chef une somme formidable.

A la suite de ces différentes opérations financières en Espagne, la confiance que Metternich avait placée dans les Rothschild faillit disparaître. Ce n'est qu'à la suite d'une longue lettre adressée par Salomon de Paris à son fondé de pouvoir à Vienne, pour être communiquée au prince Metternich, que tout se remit en ordre. Dans cette lettre, Salomon se disculpait sur le dos de Nathan. Du reste, les Rothschild étaient blâmés un peu partout, à l'époque, du fait de leurs agissements scandaleux dans la péninsule. Il est même probable qu'ils aient été menacés de mort ainsi qu'il résulte du post-scriptum de la lettre adressée à Vienne. On y lit, en effet : *« J'ai envoyé à Londres votre lettre du 15, James s'y trouvant justement à cause de la liquidation. Je vous prie également de communiquer la présente missive au Prince, car nous avons reçu, ainsi que Nathan, des lettres anonymes nous menaçant de mort pour avoir si bien spéculé à la baisse sur les titres espagnols, de sorte que j'ai peur de sortir la nuit »*. Signé : Salomon. Salomon espérait que ses protestations, portées soigneusement à la connais-



sance de Metternich, rétabliraient la situation auprès du Chancelier ; peu importait qu'il se fût disculpé sur le dos de son frère.

Sur ces entrefaites, un changement important dû aux Rothschild, s'était produit en Espagne. Par suite des difficultés financières insurmontables et des vicissitudes de la guerre contre Don Carlos, le comte Toréno dut s'effacer et céder la place à Mendizabal. Celui-ci, israélite d'origine et de religion, était entré en relations avec les Rothschild par l'intermédiaire de la banque Bertrand de Lys, de Madrid. Ce Mendizabal avait déjà servi d'intermédiaire entre les Rothschild et le Portugal pour un prêt de deux millions de livres. Maintenant, son ascension à la présidence du Conseil en Espagne est un événement heureux pour les cinq frères.

Mendizabal, en prenant son poste fit de belles promesses, et ne cessa d'accroître la dette publique existante. Il était considéré partout comme l'agent des plus gros banquiers de la cité de Londres. Wellington était de cet avis, Metternich également. C'est ainsi que ce dernier convoqua aussitôt Salomon Rothschild, qui était rentré à Vienne, et lui fit part des accusations portées contre la famille. Sur ce, ils rédigèrent un mémoire détaillé sur les relations financières de leur maison avec l'Espagne. Ils y déclaraient que les renseignements de Metternich étaient faux et émanaient d'une source peu sûre. Mendizabal avait bien proposé à la banque Rothschild de lui consentir de nouvelles avances, jusqu'à concurrence de 250.000 livres sur le produit des mines de mercure et à lui prêter une somme équivalente. Enfin, en résumé, Salomon se disculpait encore sur le dos de son frère de Londres. Cela importait peu, Nathan était loin et hors de la portée de Metternich. « *Enfin, disait encore Salomon, je prends la liberté de faire remarquer à votre Altesse, qu'il y a lieu, en général, d'accueillir avec une grande réserve tous les bruits et « on dit » qui sont répandus sur le compte de la maison Rothschild, et de ses rapports avec le gouvernement espagnol, etc...* ».

A Londres, Hummelauer continua d'adresser à Metternich des informations sur les Rothschild. Il n'hé-



sita même pas à accuser le Gouvernement anglais d'une coupable connivence avec eux. « *Le Ministère*, écrivait-il, le 26 mai 1836, *est si étroitement lié à la maison Rothschild qu'il ne recule devant aucun sacrifice d'honneur ou d'argent pour obtenir d'elle qu'elle consente à payer le 1<sup>er</sup> mai les prochains coupons des titres espagnols, afin d'éviter ainsi la ruine immédiate des finances de la presqu'île* ». On disait encore que les Rothschild voulaient négocier un nouvel emprunt en Espagne !..

Les cinq frères furent souvent en désaccord au sujet des affaires espagnoles.

En juin 1836 un nouvel événement se produisit dans la famille. Le fils aîné de Nathan, Lionel, épousa à Francfort, sa cousine Charlotte, fille de Charles. Cette union entre les enfants des deux frères répondait pleinement aux vœux du vieux Meyer Amschel qui, autrefois, avait recommandé d'introduire un nombre aussi restreint que possible de familles étrangères dans le cercle étroit de la maison, afin d'assurer une cohésion plus étroite au point de vue financier et familial. Le mariage réunit les cinq fils à Francfort. Les noces furent célébrées brillamment.

Mais, peu de temps après la fête, Nathan, qui avait alors 59 ans, tomba malade pour s'éteindre le 28 juillet 1836. Salomon annonça cette triste nouvelle à toutes ses relations et, dans sa lettre à Metternich, il en profita pour présenter une requête tendant à reporter tous les titres que Nathan détenait de l'Autriche, sur la tête de son fils. Dans cette lettre on parle à la fois du décès, de requête et de projets financiers.

Salomon semblait terriblement regretter son frère. Sa lettre contrastait avec les précédentes, comme le jour avec la nuit. De sorte que toutes les objections et insinuations que Salomon avait émises naguère à l'égard de son frère fondirent alors comme neige au soleil. Le sentiment inné de la famille et de la race qui caractérise la nation israélite et qui, en l'espèce, avait été si chaleureusement prôné par le vieux Meyer Amschel, le fondateur de la maison de banque, dominait irrésistiblement.

Dans son testament, Nathan avait suivi l'exemple de son père. « *Ma volonté expresse*, est-il dit, *est que*



mes fils continuent à exploiter l'affaire de Londres, que les liens avec les autres maisons dirigées par mes frères bien aimés soient maintenus ; qu'ils restent encore compagnons associés à l'avenir, et qu'à cette fin, les dispositions du contrat d'association soient renouvelées par mes fils et mes frères, et reprises pour une période de cinq ans. Je recommande en même temps à mes fils de toujours se montrer disposés à se laisser guider dans les affaires par l'expérience de mes frères... Je prie en outre les exécuteurs testamentaires, de même que les parents non désignés de Londres et de Francfort, de s'entretenir uniquement à l'exécution de mes dernières volontés de ne réclamer, ce qui ne les regarde nullement, ni renseignements ni présentation de livre de quelque nature ». On évita ainsi, une fois encore, une vérification minutieuse de la formidable richesse des Rothschild qui s'étendait sur toute l'Europe.

Cette perte fut annoncée dans la presse sur laquelle les Rothschild avaient déjà une influence considérable. Ainsi, par exemple, le journal *« Le Temps »* ayant fait paraître un article sur une nouvelle intervention possible des troupes autrichiennes à Naples, reçut plus tard des observations et dut modérer le ton de ses articles à l'égard de l'Autriche. Ainsi, Augel avait pu écrire *« Il est de notoriété publique que le ministre Montalivet et le baron James Rothschild exercent une influence décisive sur la rédaction du « Temps »*.

Plus tard, vers 1837, les frères Rothschild durent porter à nouveau leur attention sur l'Espagne. Les Cortès, poussés par les concurrents des Rothschild, contestaient la validité des contrats passés naguère sur les mines de mercure. L'agent de Rothschild à Madrid fit l'impossible pour prouver la validité du contrat. De son côté, le concurrent à la maison de Francfort, la maison Zuluéta, justifiait sa réclamation en disant que cette firme n'avait offert à l'époque que cinquante pesos, en ajoutant qu'au cas où quelqu'un en proposerait 54, elle en donnerait 55. Ce n'était pas là un procédé régulier. On racontait également à Paris que la conclusion du contrat des mines de mercure n'avait pas été totalement exempt de cadeaux ni de pots de vin, et les Rothschild menacèrent alors de faire des révélations.



Il semblait donc que le mieux était de s'entendre à l'amiable. Weisweller eut recours aux bons offices des Ambassades de France et d'Angleterre qui intervinrent toutes les deux en faveur des Rothschild. On tomba finalement d'accord sur une élévation de la somme à verser à l'Etat espagnol par quintal de mercure extrait, et sur l'octroi de nouvelles avances.

Les Rothschild ont possédé ces mines jusqu'en 1863, année où l'Etat espagnol les reprit. Ces mines rapportaient environ 2 millions de francs par an. Cet exemple, pris en Espagne, fait apparaître d'une façon particulièrement nette à quel point la politique et les affaires se trouvèrent étroitement liées.

Tout en ne cessant pas de jouer un rôle dans la grande politique, les frères Rothschild ne manquaient pas de continuer à participer à de vastes entreprises industrielles ou de transports. Partout où il y avait de l'argent à gagner ou une possibilité de spéculer, on trouvait les Rothschild. Après les chemins de fer, ils s'intéressèrent à la navigation à vapeur. La position de Salomon à Vienne s'affermissait du fait que dans chaque nouvelle entreprise, son argent jouait un rôle. Il n'était plus guère fondé d'entreprises importantes sans que les capitaux des Rothschild y fussent intéressés. Peu à peu, la richesse de la famille devint littéralement légendaire et, éblouie par son éclat, la haute société viennoise, extrêmement fermée pourtant, se mit à fêter Salomon, et à l'admettre dans son sein. Il s'essayait même à la table de Metternich, de Kollowrat, etc...

La femme de Metternich était éblouie par la puissance des juifs. Un extrait de son journal nous fixe sur ce point *« Je dinais à cinq heures chez notre ami Rothschild, disait-elle... Rothschild a une superbe collection d'antiquités, qu'il nous a montrée et qu'il destine à son fils. Nous avons vu aussi son coffre-fort qui est, sans nul doute, la partie la plus belle de la maison et contient actuellement 12 magnifiques millions ! Cela m'a rendue mélancolique. Que de bien l'on pourrait faire avec le quart de cette somme ! »*.

Grâce à son influence sur le gouvernement autrichien, Salomon désirait obtenir une dignité officielle à Anselme Rothschild, qui résidait à Francfort et il



fallait, qu'à cette fin, l'Autriche y créât un consulat général qui n'existait pas encore. La nomination officielle eut lieu peu de temps après. Mais il n'en alla pas aussi facilement de la nomination de Lionel à Londres.

En effet, au cours des dernières années où Nathan était encore en fonctions, diverses plaintes, émanant notamment de Trieste, avaient été transmises au sujet de la négligence apportée à traiter les affaires. En outre, Lionel avait résidé à Madrid et c'était surtout lui qui avait dirigé les affaires des Rothschild en Espagne, en opposition avec les intérêts de l'Autriche. Bien des pourparlers eurent lieu autour de cette requête. On finit enfin par arriver à un compromis : Lionel fut nommé consul général provisoire non rétribué. C'était un nouveau point d'acquis. Ce qui importait surtout aux Rothschild, c'était de faire voir à l'opinion publique, par cette nomination, que l'Autriche plaçait, comme auparavant, sa confiance dans leur banque.

A la même époque, les Rothschild cherchaient de nouveau à améliorer la situation des israélites en général, et la leur en particulier. Dès 1833, les Juifs d'Autriche avaient, sur l'initiative de la maison Rothschild, présenté une nouvelle requête pour obtenir le droit de libre résidence, la faculté de s'adonner aux sciences, aux arts et aux industries ainsi que le droit d'acquérir et posséder des biens fonciers. Après plusieurs années de délibérations à ce sujet, la demande fut transmise à Metternich, pour avis, le 17 juillet 1835. La raison première pour laquelle les Rothschild se voyaient obligés d'intervenir en faveur de l'octroi général des droits aux israélites était qu'il fallait constamment que des exceptions aux lois fussent faites pour eux-mêmes. C'est ainsi qu'une autorisation spéciale leur avait été accordée pour les mines de houille de Dalmatie et d'Istrie, de même que pour l'achat et l'exploitation des gisements de mercure d'Idria.

Mais dans les milieux officiels, on hésitait à améliorer le sort des juifs. Salomon insistait malgré tout et fut amené à écrire une nouvelle lettre à Metternich dans laquelle il disait : « *Que son Altesse me permette de prendre la liberté de Lui adresser une requête par-*



*ticulière au sujet d'une affaire qui me tient profondément à cœur, et de faire appel à ses nobles sentiments d'humanité. Ce que je recommande, avec la plus vive ferveur et la confiance la plus ferme au meilleur des Princes, c'est le sort de mes coreligionnaires, les espoirs d'un si grand nombre de pères de famille, le suprême bien qui fera le bonheur de milliers d'hommes ; nul vœu ne m'est plus sacré qu'une amélioration du sort de ceux de ma race ».*

A réception de cette lettre, Metternich ordonna la convocation d'une conférence d'Etat chargée de discuter la question israélite. Cette conférence décida « qu'étant donné les conditions régnant à l'époque, il était incontestablement de l'intérêt de l'Etat d'accorder aux juifs des adoucissements à leur sort et un élargissement de leurs droits, mais qu'il importait en même temps de ne pas négliger les considérations commandées par les circonstances, la situation et même par les préjugés encore existants, afin de ne pas donner à penser que le gouvernement avait l'intention de procéder à une émancipation complète des juifs ».

On résolut de maintenir l'impôt de tolérance, et de soumettre la possession, par les israélites, d'immeubles à Vienne à la décision impériale, celle-ci ne pouvant d'ailleurs porter que sur une seule maison et, en aucun cas, sur plusieurs fonds. Ainsi, les Rothschild purent déjà acquérir un immeuble.

Salomon, malgré ce qu'il venait d'obtenir, n'arrêtait pas de présenter de nouvelles requêtes en faveur de sa race. Il mit à profit l'influence qu'il avait sur le Chancelier pour imposer une amélioration au sort des israélites vivant hors des frontières, et particulièrement en Italie. Il s'agissait entre autre de Modèrie où, à la suite des troubles qui avaient éclaté, le Duc exigea des juifs, le 22 mars 1821, une contribution de 600.000 livres, tout en apportant de nombreuses restrictions à leur liberté. En 1833, on reprit aussi, dans les Etats Pontificaux, l'idée d'isoler les israélites des habitants chrétiens, dans les villes. A la requête de Salomon, Metternich intervint, mais les mesures ne furent pas mises partout à exécution. Plus tard, en 1838, Salomon apprit encore qu'à Ferrera on avait envisagé de nouvelles restrictions à la liberté des



juifs. Sur insistance de Salomon, Metternich intervint encore dans le sens favorable aux israélites.

Ainsi Metternich était devenu l'agent des Rothschild. L'influence de ces derniers n'avait plus de limites ; ils dirigeaient tout. Partout on parlait d'eux. Il fut un temps où la maison ne voulait pas entendre parler de publicité. Mais les temps avaient changé. Maintenant les fêtes en faisaient partie et l'on eut recours en outre à des affiches, à des livres de propagande... La réclame la plus originale consistait en un mouchoir de poche, répandu en grande quantité, sur lequel le portrait de Nathan était imprimé.

A partir de cette époque, tout en continuant à cultiver les emprunts d'État, sources de gros revenus, les Rothschild ne perdirent pas de vue les progrès de la technique. Il y eut par exemple un Fourneyron, inventeur de la machine hydraulique dite à turbines, qui sut intéresser James à ses travaux. *« Cet appareil, selon Lionel, assurera des avantages exceptionnels de notre pays avec les Etats-Unis d'Amérique du fait de l'évolution de la navigation à vapeur »*. Des essais avaient déjà donné des résultats satisfaisants, si bien que Lionel put écrire le 31 mai 1838 : *« D'ici très peu de temps la majeure partie du trafic entre l'Angleterre et l'Amérique ne se fera certainement plus que par bateau à vapeur »*. Aux chemins de fer venait donc s'ajouter la navigation à vapeur. En Angleterre, au début, les Rothschild s'étaient abstenus de s'occuper des chemins de fer. Mais, devant le succès toujours croissant de ce nouveau moyen de locomotion, ils ne purent s'empêcher d'y engager des capitaux considérables. En Autriche, Salomon projeta de créer une compagnie de navigation sous le nom de *« Triestiner Lloyd »* mais la proposition fut si mal présentée que le comte Kolowrat s'y opposa et écrivit : *« Si les propositions du baron von Rothschild sont présentées d'une façon aussi artificieuse et sujette à diverses interprétations, c'est uniquement parce qu'il veut en toute éventualité se soustraire aux pertes possibles et les faire supporter par l'État. D'après ce projet, l'administration des finances devrait se charger de procurer les capitaux, et assumer ce qu'il y aurait de pénible et d'odieux dans une intervention nécessitée par la carence éventuelle de la société, alors que le baron*



*Rothschild passerait, nominalement du moins, pour le capitaliste agissant en faveur de la collectivité* ». Kolowrat avait vu juste. Dans son état d'esprit, Rothschild voulait bien bénéficier de tous les avantages sans courir le moindre risque. Il fallait pourtant donner satisfaction au juif. Le Lloyd fut créé et, après avoir surmonté une crise, il devint une grosse affaire, florissante et rémunératrice. Le risque était couru par la collectivité autrichienne et le bénéfice revenait aux Rothschild pour la presque totalité.

Dans les Pays-Bas, on attendait toujours une solution au conflit qui avait résulté de la séparation des deux Etats. A ce moment, le gouvernement belge s'adressa à la Maison Rothschild de Paris pour obtenir une avance de quatre millions de francs contre la remise de bons de Trésor. Cette avance fut refusée car les juifs pensaient que ces fonds étaient destinés à menacer leurs intérêts en divers endroits et encore parce que la Belgique ne suivait pas une ligne politique générale conforme aux désirs des Rothschild. Ainsi, le roi des Belges, tout roi qu'il était, dut suivre la puissante maison. L'agent de Rothschild à Bruxelles avait appris, en effet, par une personne digne de confiance, que le Trésor belge était tout à fait à sec. Ce renseignement fut mis à profit pour mettre la Belgique au pas.

Plus tard, le roi Léopold, après s'être soumis, fit appel à la maison Rothschild pour un emprunt de 37 millions de francs destiné à l'œuvre grandiose des chemins de fer. La proposition fut acceptée moyennant trois conditions : primo : qu'en cas de guerre, la maison Rothschild cesserait tout paiement ; secondo : que le gouvernement s'engagerait à réprimer tout mouvement révolutionnaire éventuel au Luxembourg, et tertio : que les 37 millions ne serviraient réellement qu'à construire des chemins de fer. La maison Rothschild avait ainsi pris des garanties.

Cependant, la situation mondiale ne s'était pas améliorée. De sombres nuages s'élevèrent en Egypte. L'Empereur Nicolas avait réussi à détruire l'alliance anglo-française ; la campagne de Syrie battait son plein et atteignit son point culminant quand la forteresse de Beyrouth, que les Egyptiens tenaient encore, fut bom-



bardée par les puissances coalisées. A Paris, la nervosité ne cessait de croître. « *La situation politique, écrivait James, le 22 septembre 1840, est toujours aussi trouble et incertaine. Notre situation est d'autant plus grave que l'existence de la politique de Thiers repose sur un édifice aussi inextricable, constitué par tant d'éléments, qu'il serait presque impossible, voire dangereux, et en tout cas extrêmement imprudent de le renverser. Il faut espérer qu'il n'en sera pas longtemps ainsi et que nous connaîtrons un avenir plus riant* ».

La situation se compliquait de jour en jour. James Rothschild craignait pour sa fortune. Il se perdait dans la politique. Dans sa lettre du 25 septembre 1840 adressée à ses frères, il écrit « *Je ne sais vraiment pas quoi vous écrire pour ne pas vous induire en erreur... Je ne sais réellement que penser, etc...* ».

Les anglais et les autrichiens avaient pris Saïd le 26 septembre 1840. Cela ne fit naturellement qu'accroître, à Paris, l'indignation contre l'Angleterre. James était de plus en plus inquiet. Il demanda à Salomon d'intervenir auprès de Metternich pour que l'Autriche s'apaise et qu'à Londres on intervienne dans le même sens auprès de l'Angleterre. James lui-même intervint à Paris auprès du Souverain. Cette intervention était vue d'un très mauvais œil par Thiers qui considérait que la maison Rothschild exerçait une influence opposée à sa propre politique. Il ne pouvait pas intervenir lui-même auprès de cette banque, attendu qu'il lui devait 40.000 francs. Mais il jugeait son ingérence par trop gênante. Cet israélite de Francfort s'arrogeait le droit de faire croire au roi que l'honneur de la France n'était nullement atteint par toute cette lointaine aventure. Thiers rageait et, dans le « *Constitutionnel* », il inséra, le 12 octobre 1840, un article « *faisant remarquer que l'attitude du banquier se concevait bien, mais qu'il fallait se demander ce qu'avait à faire avec la Chambre française et sa majorité, M. de Rothschild, homme de bourse, et M. de Rothschild, agent de Metternich. De quel droit et sous quel prétexte le roi des finances se mêle-t-il de nos affaires ? En quoi les décisions que prendra la France le touchent-elles ? Est-il juge de notre honneur, et ses intérêts d'argent doivent-ils l'emporter sur*



*nos intérêts nationaux ?* ». Rothschild fit une réponse que le « *Constitutionnel* » publia. L'incident était clos, mais un avertissement était donné.

La maison Rothschild, après cet incident, voulait à tout prix se débarrasser de Thiers. C'est ce qui arriva, en octobre 1840. Ravis, les vainqueurs jubilèrent et annoncèrent de Paris que le cours de la rente s'était formidablement relevé par suite de la constitution du nouveau ministère. En réalité, les cours avaient monté uniquement à la suite de l'intervention des Rothschild à la Bourse.

Les juifs de Francfort pouvaient à nouveau vaquer tranquillement à leurs affaires. En dehors des grandes questions politiques et financières, ils ne manquèrent pas d'élever encore leur position sociale en attirant dans leur rayon d'influence les célébrités des arts et de la littérature. A l'époque, Paris, par suite de la liberté relative de la Presse attirait des hommes de lettres de partout. Rothschild avait puissamment lancé leur coreligionnaire Meyerber. Henri Heine et Baruch avaient également débarqué d'Allemagne.

Dès les premières années, Heine sut inspirer un vif intérêt, par suite de la publication dans la « *Revue des deux mondes* » d'une partie de son ouvrage dans le Hartz. Il s'acquit une réputation de grand poète, comme un talent de premier ordre à l'égal des personnages les plus célèbres. Il était donc naturel que James se l'attirât, d'autant plus que le père du poète se trouvait déjà en bons termes avec la maison Rothschild.

Baruch, au contraire, dès le début, s'était mis en opposition absolue avec les Rothschild. Il s'exprimait sans ménagements sur leur banque. Les rapports financiers des Rothschild avec le Pape étaient tournés en ridicule. « *Lorsqu'on couronnera Louis-Philippe, à Paris, écrivait Baruch, cela se passera à Notre-Dame de la Bourse et Rothschild y jouera le rôle d'archevêque. Un joyeux pigeon s'envolera alors, moqueur, vers Sainte-Hélène, où il se posera sur la tombe de Napoléon et lui contera en s'esclaffant qu'il a vu, la veille, couronner son successeur, non par le pape, mais par un juif* ». Puis, avec une ironie mordante, Baruch se demandait s'il ne serait pas mieux d'asseoir officielle-



ment les Rothschild sur le trône. La nouvelle dynastie ne contracterait pas d'emprunts sachant combien ils sont onéreux, etc., etc... Il dépeignit en termes amers les opérations d'emprunts des Rothschild, la pression exercée sur les fonds d'Etat immédiatement avant le lancement d'une émission, et la poussée artificielle des cours aussitôt après le placement d'un nouvel emprunt. Tel était le jeu toujours semblable que pratiquaient ces Rothschild pour s'enrichir au détriment du pays qu'ils exploitaient.

On conçoit que, si Heine recevait des gratifications régulières de James, Baruch était l'objet de la haine la plus implacable. Le premier était atteint par la corruption car, quand sa pensée était libre de s'exprimer, ses écrits de louanges se transformaient en remarques ironiques et en allusions à l'avarice de James. On trouve, en effet, dans ses « Pensées et réflexions » : « *Le gros de l'armée des ennemis de Rothschild se compose de tous les hommes honnêtes ; tous pensent : ce que Rothschild possède, on nous l'a volé* », etc... Cependant, pour une question d'argent, Heine fréquentait régulièrement la maison Rothschild où il allait chercher des directives pour ses écrits.

En 1837 Heine avait songé à écrire l'histoire de l'origine et du développement de la maison Rothschild. Mais, un refroidissement passager se produisit dans ses rapports avec James et la rédaction du manuscrit fut retardée.

Peu de temps après, Heine ayant besoin d'argent, désirait ardemment rentrer à nouveau dans les bonnes grâces du juif. Une occasion se présenta. L'éditeur de Heine, Campe, avait en effet, reçu, en 1843, d'un certain Steinmann, un manuscrit intitulé : « *La Maison Rothschild, son histoire et ses affaires* », où le sujet était traité d'une façon extrêmement défavorable et haineuse à l'égard des Rothschild. Campe paya à l'auteur les droits qu'il en réclamait, et conta la chose à Heine. Celui-ci demanda le manuscrit et le porta à Rothschild. Ce dernier acheta le document et Heine se mit à l'ouvrage pour préparer une histoire élogieuse des banquiers juifs. Il mérita ainsi la reconnaissance de la maison Rothschild et tout le monde y trouva son compte.



Entre temps, en 1840, à Damas, un père jésuite et son serviteur avaient été assassinés et on accusa les juifs d'avoir commis ce crime. Les inculpés furent arrêtés, interrogés et reconnus coupables. Les chrétiens se retournèrent alors avec fureur contre les israélites, qui adressèrent des suppliques aux membres de la maison Rothschild afin qu'ils intervinssent en faveur de leurs coreligionnaires. L'un intervint à Paris, l'autre à Vienne. Salomon réussit auprès des autorités autrichiennes et le Consul d'Autriche intercédait effectivement en faveur des inculpés. Par contre, le Consul de France à Damas était intervenu dans un esprit hostile aux juifs. Ainsi James répondant à une lettre de Salomon écrivit : *« Mes démarches n'ont abouti à aucun résultat. Le gouvernement français fait preuve en cette affaire d'une grande inertie. Je n'ai pu obtenir que les quelques mots qui paraissent aujourd'hui, dans le journal « Le Moniteur ». Dans ces conditions, il ne nous reste plus que le tout puissant moyen consistant à avoir recours à la presse, et c'est pourquoi nous avons fait insérer aujourd'hui dans le « Journal des Débats » et dans d'autres journaux également, un récit détaillé, d'après le rapport du Consul d'Autriche »*. Il apparaît nettement de cette lettre que la presse française était déjà à la disposition des puissants juifs.

Dans les milieux israélites, on fut bientôt au courant de l'intervention des Rothschild en faveur de leurs coreligionnaires. Ce fait incita Heine à écrire *« Il faut rendre au grand rabbi de la rive droite, au baron Rothschild, cette justice qu'il a fait preuve, pour la tribu d'Israël d'une plus noble sympathie que son adversaire, d'une culture supérieure à la sienne, le grand rabbi de la rive gauche. M. Fould, qui, pendant que ses coreligionnaires étaient en Syrie, torturés et exterminés à l'inspiration d'un Consul français, tenait, à la Chambre des députés, avec une grande tranquillité d'âme, quelques beaux discours sur la conversion des rentes et l'escompte de la Banque »*. Ainsi, selon Heine et Rothschild, la question israélite devait passer avant les affaires d'une nation chrétienne.

En 1841, à Vienne, la banque d'Etat Geymuller menaçait faillite. Metternich voulait à tout prix l'éviter et eut à ce sujet de longs entretiens avec les Rothschild



pour la renflouer. Mais ceux-ci voyaient un concurrent dans cette maison et ne voulurent rien faire. La banque concurrente disparut peu de temps après. Dorénavant, il y avait un concurrent de moins sur la place de Vienne. A cette époque, l'Autriche émettait un emprunt de 38 1/2 millions de florins. Grâce à la disparition de la banque Gevmuller, la part à Rothschild dans cette émission s'élevait à 14 millions.

En 1841 encore, Salomon Rothschild avait affirmé les usines métallurgiques de Witkowitz, « *L'un des établissements les plus formidables de la monarchie par sa capacité de production* » écrivit-il.

La faillite de Gevmuller avait procuré d'autres avantages à Rothschild. L'archevêque avait souvent besoin d'argent. Généralement, il s'adressait à la banque disparue. Salomon profita du moment pour essayer de mettre la main sur toute l'affaire. A la même époque, la banque Bethmann disparaissait à Francfort.

Les Rothschild avaient donc la suprématie partout. Metternich se rendait compte depuis longtemps de la puissance de la maison Rothschild. Mais il ne supportait pas qu'elle s'exercât contre lui dans le domaine politique. Il y avait bien des discussions entre eux. Mais, au fond, le Chancelier n'avait confiance que dans la maison Rothschild. Et quand il avait connaissance de plaintes portées contre cette maison, il intervenait toujours énergiquement pour les étouffer. Metternich et Rothschild se voyaient fréquemment. Malgré tout, les israélites restaient toujours soumis à un régime rigoureux en Autriche : ils n'étaient pas encore admis à posséder des biens-fonds. Afin d'obvier à tous ces inconvénients, Salomon profita de ses bonnes relations avec le Chancelier pour l'obtention du droit de citoyen de Vienne. Une fois citoyen de cette ville, il obtenait, par là même, automatiquement, le droit de posséder des biens-fonds. Mais, à cause de sa religion, il fallait une dispense de l'Empereur, qui, du reste, l'accorda. La municipalité, de son côté, lui octroya sur le champ le droit de citoyenneté. Ainsi, la position de Salomon s'affermir de plus en plus dans la capitale autrichienne.

En 1843, la maison Rothschild offrit un emprunt



de 43 millions à l'Autriche contre 40 millions d'obligations. Comme on le voit, cette maison juive continuait à traiter de vastes affaires. Elle s'intéressait, non seulement aux finances d'Etat, comme je l'ai déjà dit, mais apparaissait également dans toutes les affaires où il y avait de l'argent à gagner. Ainsi elle fut amenée à s'occuper de tabac.

En Autriche, depuis quelque temps, les fumeurs pâtissaient du fait de l'interdiction d'importer du tabac de la Havane, mesure prise dans le but de protéger les produits nationaux. Rothschild conclut avec un négociant de la Havane un contrat prévoyant la fourniture de 10 millions de cigares à raison de 33 florins le mille rendus franco Vienne. Après, il se fit donner une autorisation d'importation par Kubeck. Ce dernier l'accorda et fit participer l'Etat à l'affaire par des droits de douane. Le public se jeta sur les cigares et on en commanda bientôt 17 millions de plus et tout le monde y trouva son compte : Rothschild, les fumeurs et l'Etat. Que pouvait-on refuser à Salomon puisque, officieusement, il était le maître ?

En 1841, Salomon avait donc pris fermement pied à Vienne. Aussi, il ne tarda pas à désirer acquérir des propriétés foncières à la campagne. Il fallait une nouvelle requête à l'Empereur. Salomon la présenta le 14 novembre 1844. Dans ce document, il disait notamment : *« Daigne sa Maesté l'Empereur et Roi accorder au très humble solliciteur, pour lui-même et pour ses descendants, le droit de posséder des biens immobiliers dans la province de Moravie, au cas où le très obéissant soussigné trouverait l'occasion d'en acquérir »*. Cette demande fut adressée au comte Agarte pour examen. Il y eut bien des pourparlers à la suite de cette requête pour être finalement agréée. Salomon Rothschild fut, dès lors, à même d'acquérir des terres et des propriétés.

Il ne perdit pas de temps. En 1844 il acheta le domaine d'Odeberg et celui de Ludzierzowitz en Prusse puis, en 1845 les terres de Hultschin. En outre, depuis 1843, Salomon était propriétaire du vaste domaine de Schillersdorf, en Prusse, près de la frontière autrichienne. Ces nouvelles faveurs accordées au puissant juif soulevèrent de nombreuses protestations, mais l'Autriche était désormais sous la tutelle de Rothschild.



En France également l'administration des finances ne représentait plus que des employés au service de la puissante maison. Ainsi, en 1841, Human, ministre des Finances, dut conclure un emprunt de 150 millions de francs à 78,52 3 %. L'affaire fut considérée par le public comme très désavantageuse pour l'Etat et on accusait Human de s'être fait rouler. L'accusation était exacte car, quelques jours plus tard, les Rothschild négociaient ces titres en bourse 81 francs.

On voyait d'un mauvais œil, à Paris, le rôle de confiance joué par ces juifs. On disait que Louis-Philippe avait abdiqué en faveur du banquier. Ainsi, Metternich pouvait dire, à cette époque *« La maison Rothschild joue, en France, pour des raisons naturelles, que, toutefois, je ne saurais, de ce fait, considérer comme étant bonnes, ni surtout morales, un rôle bien plus considérable que les gouvernants eux-mêmes. Des gens qui se posent en philanthropes et qui doivent étouffer la critique sous le poids de l'argent, en ont un besoin énorme. Dans le système représentatif moderne, on fait ouvertement sa part à la corruption, à cet élément pratique, au sens absolu du terme »*. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, disait, de son côté, que la maison Rothschild était la plus grande puissance de l'époque et déclarait que peu de gouvernements pouvaient dire qu'ils ne portaient pas les chaînes dorées de cette banque. Nous voilà fixés sur la puissance de cette maison et le rôle néfaste qu'elle joue sur la politique dans les pays où les gouvernements sont constitués selon le système représentatif.

La population française se rendait bien compte que le sort du pays était, non pas entre les mains du roi et du parlement, mais dépendant des Rothschild. Aussi on déclencha une véritable guerre contre ces derniers. Le *« National »* avait osé le premier injurier la puissante banque. James se voyait partout attaqué dans des pamphlets. Certains auteurs étaient sincères ; d'autres l'attaquaient afin d'obtenir une récompense monnayée pour changer d'avis. Mais le puissant juif préféra s'adresser au gouvernement lui-même pour arrêter la campagne. Et il obtint satisfaction.

A la même époque, une campagne analogue se déclencha en Allemagne, où Amschel Meyer intervint par



sa lettre du 22 octobre 1846 dans laquelle il disait : « Je ne puis dissimuler à votre Excellence que nous sommes profondément affectés par ces insultes et nous constatons avec tristesse que de tels fruits de la calomnie la plus honteuse aient pu se répandre dans un pays auquel nous avons rendu, des années durant, des services si considérables, dans un pays où règne le plus juste des souverains, et où fonctionne une censure rigoureuse... Ma famille compte tout particulièrement sur la puissante intervention de Votre Excellence pour faire en sorte que des mesures rapides et efficaces soient prises ». Son Excellence dut intervenir, d'une façon modérée il est vrai, pour arrêter la campagne anti-Rothschild, attendu que le prince avait besoin du puissant juif pour ses finances.

En 1846 le Pape aussi eut recours à lui pour la construction de chemins de fer dans les Etats pontificaux. En 1847, les maisons Rothschild s'engagèrent à avancer au Saint-Siège 84 millions de florins payables en 65 mensualités. Le contrat était à peine signé que Salomon présenta une nouvelle requête à la chancellerie d'Autriche en vue, cette fois, de faire lever, par une dispense, l'obstacle que constituait la religion israélite à l'octroi, au fils Salomon, Anselme, du titre de citoyen d'honneur de Vienne. Inutile de dire que satisfaction lui fut encore donnée. Et, le 2 août 1847, Anselme fut inscrit sur le livre d'or de la ville.

Grisé par ce succès, Salomon présenta, quelques jours après, une nouvelle demande, en vue de l'autoriser à constituer, avec son domaine de Koritschau en Moravie et trois immeubles sis à Vienne, un fidéicommis familial de 2 millions de florins transmissibles par droit d'ainesse. On fit encore droit à sa demande comme cela se devait.

En Angleterre, les fils de Nathan étaient devenus célèbres. Il fallait profiter de toutes les circonstances pour acquérir les situations les plus en vue. Ainsi, Lionel désirait entrer à la Chambre des Communes. Or, selon les usages en vigueur à l'époque en Angleterre, les charges civiles et militaires n'étaient pas accessibles aux israélites. Ils ne possédaient pas non plus le droit de vote et ne pouvaient être élus au Parlement. Les juifs anglais vivaient dans une sorte



de ghetto social et politique. Les Rothschild presque seuls avaient su se créer une situation particulière. Seules les deux chambres du Parlement auraient eu le pouvoir d'admettre des exceptions à cet égard. Lionel pensait que cette faveur lui serait accordée et il se présenta aux élections de 1847, dans la Cité de Londres, comme candidat libéral. Il fut élu conjointement avec Lord John Russel. Mais il ne pouvait siéger du fait qu'il devait faire un serment qui contenait les mots « *dans la véritable foi chrétienne* ». Comme cela lui était impossible à la Chambre des Communes on proposa la modification de la formule du serment. Mais la Chambre de Londres s'y opposa. Lionel ne put donc siéger, mais il continua à rester candidat.

De même qu'en 1830, en 1848, peu avant la révolution, les Rothschild étaient occupés à conclure de formidables opérations de prêts. Il y avait un emprunt de 250 millions de francs français 3 % que James prit en charge à 72.48 %. Peu de temps après, de nouveaux troubles éclatèrent en Sicile. A Paris, les ouvriers et les étudiants manifestèrent leur mécontentement également le 22 février 1848. Dès le 24, des barricades furent élevées dans les principales rues de la capitale. La Garde Nationale et des troupes passèrent aux insurgés et le roi apparut bientôt en mauvaise posture. Le soir du 24 il s'enfuit même, laissant Paris et la France aux insurgés.

Cet événement fut pour James comme un coup de foudre dans un ciel sans nuages. Il ne pouvait concevoir que de tels changements se fussent produits en une nuit. Lui, le banquier si étroitement lié au régime déchu se trouvait dans une situation des plus dangereuses. Il eut d'abord l'idée de quitter Paris, mais, au dernier moment, on lui aurait conseillé de ne pas fuir, car il risquait ainsi de ruiner sa position et son crédit. Donc il resta. Lamartine et Arago lui avaient dit que Michel Goudchaux, banquier israélite, allait prendre le portefeuille des finances. Cette information l'avait rassuré.

Sur les entrefaites, des bruits couraient dans Paris, annonçant que Rothschild faisait passer son or à l'étranger, en le dissimulant dans des voitures à fumier. Aussitôt, on le fit surveiller par un policier. La



situation financière était à nouveau désespérée. Rothschild détenait en portefeuille les 250 millions du dernier emprunt et quantité d'autres titres parmi lesquels notamment des actions des chemins de fer du Nord qui, comme toutes les autres valeurs, avaient considérablement fléchi du fait de la panique boursière. La République fut proclamée. En cette occasion, le château de Neuilly fut détruit et on mit le feu à la villa Rothschild, sise à Suresnes.

La révolution fit bientôt école dans l'Europe entière. En Autriche, le mouvement ne cessait de s'étendre. Des barricades s'élevèrent à proximité de la maison Rothschild. Plein d'angoisse, Salomon suivit les événements, des fenêtres de ses appartements. Les excès de la populace s'aggravèrent dans les rues. Le 14 mars, Metternich s'enfuit, avec sa famille. Salomon n'avait pas osé sortir. La situation était d'une gravité telle que Metternich, en traversant l'Allemagne, dut, pour sa sécurité personnelle, faire son possible pour ne pas être reconnu.

Le banquier juif était toujours à Vienne. Un calme relatif avait succédé aux journées orageuses. Mais le juif était terriblement atteint par les événements.

A son tour, Berlin se souleva le 18 mars. Des pierres furent lancées contre les fenêtres de Amschel Meyer. A Naples, Charles Rothschild se trouvait aussi au milieu du délire révolutionnaire et nationaliste qui s'empara de l'Italie. Seuls les Rothschild de Londres furent épargnés par le mouvement.

C'était un coup dur pour les banquiers. De quelques côtés que ce fût, les entreprises que les Rothschild possédaient dans la monarchie autrichienne étaient menacées. James aussi à Paris, avait à soutenir un rude combat. Partout les rois de la banque liquident, leurs bureaux sont fermés ; les capitaines de l'industrie, les compagnies de chemin de fer chancellent. Des milliers d'actionnaires, de négociants, d'industriels et de banquiers sont ruinés. Les Rothschild seuls restaient à peu près inébranlables parmi tant de désastres. Pourtant leurs maisons subissaient d'énormes pertes à Paris, à Naples, à Vienne et à Berlin. Après la tempête, James se liait avec Changarnier, commandant en chef de la Garde Nationale, rappelé d'Algérie.



Sur ces entrefaites, on aspirait à la paix et à l'ordre. Le nom de Napoléon devint d'un seul coup l'idole du peuple. James Rothschild considérait cette évolution avec des sentiments mitigés. Il songeait au rôle que lui-même et ses frères avaient joué du temps de Napoléon 1<sup>er</sup> et devait se dire que le neveu du grand homme n'ignorait pas la façon dont les israélites de Francfort avaient dévoilé leur jeu après la chute de l'Empereur et étaient passés dans le camp des vainqueurs et des Bourbons rétablis par ces derniers. Il ne fallait donc compter sur aucune indulgence de sa part. James avait quitté Paris peu de temps après l'élection de Napoléon. Il était arrivé alarmé à Bruxelles où des affaires l'appelaient. L'agitation et l'inquiétude régnaient partout. La baisse des valeurs publiques prenait des proportions effroyables. Le bruit courait même que la maison Rothschild allait entrer en liquidation. On était fort loin de cette éventualité, mais la banque était fortement ébranlée. Il s'agissait maintenant de s'accommoder de ces réalités et de faire preuve de prudence dans la manifestation des opinions publiques.

James se débattait à Paris au milieu des plus graves inquiétudes. A Vienne, les affaires de Salomon allaient de mal en pis. La panique régna partout dans cette ville. Salomon avait été surpris par l'offensive dirigée contre son domicile. Il s'était alors rappelé les paroles de Metternich « *Si le diable m'emporte, il vous emportera aussi* ». Salomon décida alors de quitter la capitale. Le portefeuille de Rothschild, les dépôts et les titres des clients furent emballés et transportés sur le champ à la Banque Nationale. Ceci se passait le 10 octobre 1848 et marqua le dernier séjour de Salomon à Vienne.

A Paris, Napoléon fut élu président le 10 décembre 1848. La famille Rothschild considérait cet événement d'un mauvais œil, d'abord pour les raisons déjà exposées, et, ensuite, parce qu'elle n'avait pas ouvert au nouveau souverain, par de l'argent, comme naguère à Louis XVIII, la voie menant de Londres au trône de Paris. Il ne fallait donc pas s'attendre à des faveurs de Napoléon. Il y avait un fossé entre le Président et Rothschild. Le conflit ne fit que s'aggraver par la suite pendant un certain temps.



En apparence, les rapports entre le régnant et le banquier restèrent corrects. Le prince disait volontiers que cette banque représentait une puissance internationale. Mais, au point de vue financier, il ne faisait guère appel à elle.

Il y avait par contre un autre banquier israélite, Fould, qui prêtait au Prince-Président, l'argent dont celui-ci avait grand besoin pour affermir sa position. Ce concurrent devint le conseiller intime de Napoléon dans toutes les affaires financières. Fould voulait écarter Rothschild à tout prix. Pour cela, il réussit d'abord à se faire nommer Ministre des Finances. Tous les anciens étaient remplacés dans leur emploi. Les hommes nouveaux s'appelaient Persigny, Fould et bien d'autres, ennemis jurés des Rothschild. Tous ces changements jetèrent l'effroi dans la maison de la puissante banque internationale, dont le succès était dû plutôt à la corruption qu'aux aptitudes des Rothschild.

Le président, partout acclamé, n'était pourtant pas entré en conflit ouvertement avec James. Napoléon accorda même, début 1852, à un consortium de banquiers à la tête duquel se trouvait Rothschild, la concession pour la construction de la voie ferrée Paris-Lyon. Mais la suprématie de James à Paris était irrémédiablement perdue pour un moment. La maison de banque commençait à peine à se remettre des suites de la révolution de 1848, qu'elle se voyait aux prises avec de graves préoccupations.

Entre temps, le 7 mai 1849, la veuve du fondateur de la maison Meyer Amschel, mourut à Francfort, à l'âge de 96 ans. Tandis que l'ancêtre s'éteignait à Francfort, les fils et les petits-fils luttèrent dans le monde entier pour conserver et augmenter leur puissance acquise.

A Londres, la suprématie des Rothschild n'était pas entamée. Là, ils avaient moins à lutter pour leur élévation sociale. Le second fils de Nathan, Antony, frère cadet de Lionel, avait été élevé au rang de baronnet britannique, le 12 janvier 1847, sur la recommandation de Peel. Lionel, qui était toujours réélu au Parlement dans la cité de Londres, luttait toujours pour son admission à la Chambre. Le 25 juillet 1850, une assem-



blée d'électeurs de la cité décida que Lionel devrait se rendre à nouveau, le lendemain, à la Chambre pour y réclamer son siège. Il s'y rendit et demanda de prêter serment sur l'ancien testament. Mais sir Robert Inglis, adversaire de l'émancipation des israélites, s'y opposa. L'affaire se trouva ajournée. Le 29 juillet, il se présenta à nouveau. Cette fois, il fut admis à siéger. L'émotion fut grande quand on apprit cet événement. De vives discussions, pour et contre, s'engagèrent aussitôt dans le public anglais.

Sur ces entrefaites, Salomon ayant quitté Vienne définitivement, James y fit un voyage. A son retour à Paris, une désagréable surprise l'attendait. Ses adversaires avaient réussi à convaincre et à gagner Louis-Napoléon. Ils voulaient arracher totalement aux Rothschild la puissance financière qu'ils détenaient en France. Ils voulaient une grande banque avec l'appui de l'Etat. Fould et Péreire eurent les premiers cette idée qui avait pour principe fondamental de rendre l'Etat indépendant des riches banquiers privés et de diriger l'épargne, même la plus minime, des citoyens, vers un vaste réservoir, constitué précisément par la nouvelle banque à fonder, d'où elle serait répartie suivant les besoins de capitaux. Fould avait amené Napoléon à souscrire à cette idée. A partir de ce moment, les espoirs de Fould et de Péreire n'eurent plus de bornes.

James, dès qu'il eut connaissance du projet, fit l'impossible pour avertir le Président en lui faisant ressortir les périls de toutes les innovations. Mais Fould n'eut aucune peine à réfuter les objections de Rothschild. Et le 20 novembre 1852 parut dans le « *Moniteur* » le décret de la fondation de l'institution projetée, qui reçut le nom de « *Crédit Mobilier* ».

On émit au début 40.000 actions. D'autres émissions suivirent peu après. Au total, on émit 120.000 actions de 500 francs, de sorte que les capitalistes les plus modestes purent y participer. Le lendemain de la publication du décret qui donnait naissance au Crédit Mobilier, le plébiscite se prononça pour l'Empire, et les actions de la nouvelle banque, ayant été introduites à la Bourse, cotèrent 1.100 francs pour un montant nominal de 500 francs. Elles atteignirent 1.600 quelques jours plus tard.



James Rothschild assistait avec une secrète ironie à la tournure que prenaient les événements. Un mois plus tard, les actions ne cotaient plus que 875 francs. C'était une joie pour Rothschild. Il eût souhaité l'effondrement total de cet Etablissement. Mais le crédit mobilier prenait toujours de l'extension. Toutefois, sa puissance n'était pas encore suffisamment assise pour entrer en concurrence avec les Rothschild hors de France. Les Etats pontificaux eux-mêmes continuèrent à s'adresser aux Rothschild lorsqu'il fallait de l'argent.

Le Pape perdait peu à peu sa puissance. Le 20 février 1849, Pie IX demanda secours aux puissances catholiques pour l'aider à reconquérir, par les armes, sa puissance temporelle. Napoléon fit débarquer des troupes qui occupèrent Rome le 3 juillet et rétablirent le gouvernement pontifical. Mais le pape se trouvait dans le plus grand embarras d'argent. Il entra en pourparlers avec des banquiers français. Mais, ces derniers ne disposaient pas de capitaux suffisants. Il dut donc s'adresser aux Rothschild qui exigèrent, à titre de garantie, une hypothèque sur les biens de l'Eglise. Le Pape repoussa avec vigueur ces conditions, se refusant même à concevoir l'idée que de telles prétentions pussent être émises.

Pie IX invita alors le gouvernement français à intervenir auprès de la maison Rothschild. Napoléon s'employa personnellement auprès de James. Ce dernier céda. Mais il profita également du moment de la conclusion de l'affaire, pour parler des désirs des israélites de Rome, de la démolition du ghetto, de même que de la suppression des impôts exceptionnels et des obstacles opposés à la liberté d'établissement. Le Pape considérait ces conditions comme une imixtion dans les affaires intérieures de ses Etats. Une vague satisfaction partielle fut donnée à James.

Les Rothschild avaient donc fourni l'argent nécessaire au retour du Pape, sans avoir obtenu l'assurance formelle de voir améliorer le sort de leurs coreligionnaires. La situation des israélites de Rome n'avait pas changé en effet. Pourtant, peu de temps après, Charles Rothschild pria le prince Schwarzenberg, à Vienne, d'intervenir auprès du Saint-Siège. Il lui disait dans cette demande : « A l'occasion de mon



*dernier séjour à Rome, j'ai eu l'occasion de me convaincre de mes propres yeux, et d'après les rapports du chef de la communauté israélite, de l'état extrêmement pénible de cette dernière, et, sur ses pressantes instances, je n'ai pu faire autrement que de lui promettre de m'employer, dans toute la mesure de mes forces, à obtenir l'amélioration du sort de mes coreligionnaires auprès des personnes haut placées et influentes qui consentent à m'écouter».*

James, de son côté, adressa une demande analogue au gouvernement autrichien en indiquant que le Pape ignorait sans doute que les israélites fussent encore enfermés dans le ghetto et soumis à toutes les restrictions possibles. A la suite de ces diverses sollicitations on intervint auprès du Pape. Mais, aucune modification ne fut apportée au sort des juifs.

Au même moment, les Rothschild étaient en pourparlers avec le gouvernement autrichien en vue de l'émission d'un nouvel emprunt. La Sardaigne sollicitait également une avance de fonds. Ainsi, les banquiers juifs se disposaient à financer deux adversaires pour une guerre éventuelle. Cela leur importait peu. Seuls les bénéfices pouvant résulter de ces opérations pouvaient les intéresser. Pour le prêt à la Sardaigne les Rothschild exigèrent des conditions telles que les pourparlers durèrent longtemps. Cavour exprima son mécontentement et refusa même un jour de rencontrer le juif. Il ne lui convenait pas de voir sa patrie si entièrement soumise à l'influence financière de cette banque. Et lorsque le Parlement autorisa enfin le ministère des finances à émettre 18.000 obligations pour régler complètement l'Autriche, Cavour s'efforça de trouver un moyen de libérer son pays des Rothschild. Il envisageait un projet consistant à vendre les 18.000 titres à Vienne et à Francfort. Mais l'influence de Cavour n'était pas encore assez grande et son projet échoua. On craignait surtout de mécontenter la famille Rothschild à laquelle le pays devait déjà 25 millions. De plus, le déficit du budget atteignait 68 millions ce qui laissait présager de nouveaux appels à la banque juive. Les circonstances donnaient à cette dernière le dessus une fois de plus.

Cavour exprimait de plus en plus son mécontentement. « Il faut à tout prix, disait-il, que nous sortions



de la pénible situation où nous nous trouvons à l'égard des Rothschild ». Il songeait à contracter un emprunt en Angleterre. *« C'est le meilleur moyen de se débarrasser de cette banque »*, écrivait-il. Et, pour le deuxième emprunt, les Rothschild étaient évincés, et remplacés par la banque Hambro, de Londres. Les premiers avaient regardé ce changement d'un mauvais œil et fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faire échouer l'opération. Jusque-là, Naples était leur chasse gardée. Tout allait changer.

Un emprunt de 3.600.000 livres au prix de 85 francs fut émis à Londres. Les conditions étaient beaucoup plus avantageuses que celles offertes par les Rothschild. De plus, Cavour avait acquis son indépendance financière à l'égard des juifs, et son prestige avait grandi.

Les Rothschild étaient très irrités de l'attitude de Cavour et, comme d'habitude, promirent vengeance. Ils se mirent à spéculer sur les titres si bien que, peu de temps après, les rentes sardes avaient effectivement fléchi, à la Bourse de Paris, à un niveau exceptionnellement faible. Les Rothschild ne cessaient de vendre. Cavour disait alors *« Il faut que cette manœuvre cesse. Rothschild, qui vend maintenant depuis six mois sans recevoir de nouveaux titres d'emprunt se verra presque désarmé dans quelque temps. Alors la hausse reprendra le dessus »*.

Cavour avait vu juste. Les rentes, après avoir baissé, remontèrent. Les Rothschild étaient vaincus. Et peu de temps après cette défaite, pour essayer de rentrer dans les bonnes grâces de l'homme qui ne céda pas, James proposa au comte Cavour un prêt de 40 millions au cours exceptionnellement avantageux de 92. Cavour n'avait nullement l'intention de contracter un nouvel emprunt, mais il se félicita du résultat de son coup d'éclat en Angleterre. Pour les emprunts ultérieurs, si les Rothschild les enlevaient, ce ne serait qu'après être mis en concurrence.

A Paris, le Crédit Mobilier commençait à entrer dans les compétitions financières internationales. Et la concurrence était d'autant plus âpre entre Rothschild et le Crédit Mobilier, que Fould, qui était à la tête de ce dernier, était un ennemi implacable des



banquiers de Francfort. Cavour était considéré comme un génie pour en avoir imposé aux Rothschild. On parlait à l'époque de l'unification de l'Italie et il fut pressenti comme l'homme génial capable de mener cette tâche à bien.

Pendant ce temps, en Allemagne, l'idée d'union gagna du terrain, si bien qu'après l'Assemblée Nationale, la Prusse et l'Autriche arrêtèrent un projet, chacune de leur côté, qui consistait à mettre la main sur l'administration de l'Allemagne. Tandis que le gouvernement Prussien convoquait ses partisans à Erfurt, l'Autriche invitait tous les Etats allemands à reconstituer et à rouvrir la Diète fédérale de Francfort telle qu'elle existait avant la révolution.

L'Autriche avait écrasé les soulèvements d'Italie, de Hongrie et de Vienne. Elle songeait maintenant à reconquérir l'ancienne hégémonie de son pays en Allemagne. La puissance militaire de la Prusse n'était pas encore assez grande pour s'opposer à l'Autriche, et elle dut se plier aux exigences humiliantes de Schwarzenberg, le 29 mars 1850.

Amschel Meyer Rothschild suivait anxieusement le cours des événements. On voulait l'entraîner dans l'agitation des discussions politiques. C'est ainsi qu'on lui demanda de l'argent à plusieurs reprises pour fonder des journaux de polémiques, mais il ne voulut rien savoir. Peu de temps après, Bismarck fut nommé ambassadeur de Prusse à la Diète fédérale de Francfort. Il vint donc souvent dans cette ville où il eut divers entretiens avec le vieux juif Amschel Meyer duquel il disait *« Amschel Meyer est le véritable type juif trafiquant »*.

Le juif connaissait déjà le talent de l'ambassadeur et chercha à gagner ses bonnes grâces par tous les moyens. Il lui offrit même une élégante villa. Malgré toutes ces attentions, Bismarck ne se laissa pas bernier par ces juifs. En effet, quand les Rothschild sollicitèrent le titre de *« Banquiers de la Cour de Prusse »* la demande fut adressée à Bismarck pour avis. Celui-ci répondit *« Qu'il jugeait que les Rothschild s'étaient trouvés amplement dédommagés, par des avantages pécuniaires, des services qu'ils avaient pu rendre à la Prusse »*. Sur ce, l'affaire n'eut aucune suite.



A l'époque, la présidence de la Diète fédérale de Francfort était tenue par un autrichien. Or, Bismarck était son ennemi implacable. La Diète avait décidé de créer une flotte allemande et, pour la mise en exécution du programme, Thun avait convoqué, en l'absence de l'ambassadeur de Prusse, Bismarck, une réunion de la Diète fédérale, au cours de laquelle il fut décidé de contracter un emprunt de 260.000 florins chez les Rothschild.

Bismarck et le Gouvernement prussien furent avisés par télégramme de ces tractations. Dès le lendemain, Thun fit demander à Rothschild à quelles conditions il accepterait d'avancer l'argent nécessaire. Le banquier se montra disposé à accorder l'emprunt au taux de 4 %. La Diète approuva aussitôt. Mais la Prusse n'avait nullement participé ni aux délibérations, ni aux résolutions. Aussi Bismarck protesta énergiquement auprès d'Amschel Meyer. Il envoya en même temps un télégramme au Conseiller de légation dans lequel il disait : *« La Prusse ne considère pas comme un emprunt de la Confédération le prélèvement de fonds envisagé ; on n'a pas le droit de soustraire les fonds fédéraux déposés chez Rothschild aux stipulations prévues dans les contrats. Protestez auprès des Rothschild contre l'emploi ou la mise en gage de cet argent ; nous nous réservons le droit de recourir contre la maison Rothschild du fait de tous les dommages qui pourraient résulter, pour nous-mêmes ou pour la Confédération. Rothschild n'a pas le droit d'exécuter des ordonnances présidiales en matière d'emploi »*.

Le conseiller de légation Wetzel fit d'abord part au comte Thun du message qu'il avait reçu de Berlin. Le Président fit une réponse évasive. Il prévoyait néanmoins que cette intervention de l'ambassade de Prusse ne serait pas sans effet sur Rothschild. En effet, ce dernier était tout bouleversé et disait qu'il ne désirait pas se brouiller avec la Prusse. Tout cela était extrêmement pénible pour le banquier. Il ne voulait pas plus se fâcher avec l'Autriche qu'avec la Prusse. En fin de compte, Amschel Meyer avança les fonds en dépit de toutes les représentations. Le juif préférait sacrifier ses fonds plutôt que de se fâcher avec l'Au-



triche qui était une source de tant de profits pour la maison.

Thun était fort surexcité et écrivit directement à son collègue prussien Bismarck, à Berlin. « *J'avoue, déclarait-il, que j'en rougirai jusqu'à mon dernier jour* ». Bismarck lui répondit : « *Ce n'est pas notre faute si la Confédération est humiliée par des négociations avec un juif. Les responsables sont ceux qui se sont servis des relations d'affaires entretenues par la Diète avec un israélite pour soustraire illégalement aux dispositions des contrats les fonds de la Confédération remis en garantie à ce juif* ».

Les Rothschild faisaient tout pour calmer la colère de Bismarck. Mais quoi qu'ils fissent pour l'amadouer, ils ne parvinrent à rien et Bismarck ne se contenta pas de les exclure de sa société, mais, dans sa colère, il voulut que son gouvernement rompit toutes relations d'affaires avec cette maison. Il proposa aussitôt de confier les opérations financières de l'Etat à la banque Moritz Behmann, aux lieu et place de Rothschild. Malheureusement, cette nouvelle banque n'avait participé jusqu'alors à aucun des emprunts émis par la Prusse et la proposition de Bismarck fut repoussée.

La famille Rothschild continuait à faire l'impossible pour se rapprocher de Bismarck. Quatre des frères se présentèrent à tour de rôle chez lui pour lui exprimer leurs regrets au sujet de l'avance des fonds. Leurs relations s'améliorèrent et les Rothschild, à force de requêtes, obtinrent l'extension des droits civiques pour les juifs.

La population de Francfort était à l'époque de 57.550 habitants dont 3.500 juifs. Les Rothschild profitèrent des bonnes dispositions du chancelier, pour solliciter à nouveau le titre de « *banquiers de la Cour* ». Cette fois ils obtinrent satisfaction sans que Bismarck ait eu à intervenir. Il ne s'était pas non plus opposé à cette nomination.

Au même moment, Meyer Charles Rothschild souhaitait obtenir l'Aigle rouge de troisième classe, dont étaient déjà titulaires deux de ses subordonnés. Cette demande fut transmise avec le mot suivant : « *Je considérerais l'octroi de cette faveur à Meyer Charles Rothschild comme étant bien justifié par l'intérêt de*



*l'Etat* ». Cette note était écrite par Manteuffel qui était favorable aux juifs. Mais il n'en était pas de même pour le Ministre des Finances de la Prusse qui détestait les Rothschild au plus haut point. Il répondit qu'il était impossible de conférer à Rothschild l'Aigle rouge. Malgré tout, les Rothschild ne désespérèrent pas. En plus de toutes les objections que cette demande avait soulevées, une autre plus importante se présentait pour les partisans de son attribution. L'ordre de l'Aigle rouge était représenté par une croix. Il fallait donc, le cas échéant, créer une forme différente, spécialement destinée aux israélites. Bismarck disait à Manteuffel que *« si cela est vrai, tous les juifs n'auront plus le moindre désir de se parer de cette décoration, qui sera devenue l'emblème des israélites »*.

Un conflit éclata à ce sujet à Berlin entre partisans et ennemis des Rothschild. Ceux-ci s'en rendirent bien compte et, pour ne pas avoir un refus catégorique, déclarèrent qu'ils étaient prêts à avancer au gouvernement une certaine somme à 3 1/2 %. Ils renouvelèrent l'offre à plusieurs reprises. Les pourparlers commencèrent, furent interrompus et repris. Mais les conditions changeaient chaque fois si bien que les offres des Rothschild étaient devenues trop onéreuses. On décida à nouveau de rompre les pourparlers avec les Rothschild et l'emprunt fut émis par voie de souscription privée, ce qui réussit bien. Déçu, Meyer Charles se plaignit à Bismarck.

A la même époque Bismarck intervint en faveur des israélites de Cologne. Mais cette intervention se heurta à la vive hostilité de l'ennemi des Rothschild von Bodelschwingh. Le chancelier n'aimait pas les juifs mais, par sa démarche, il espérait ramener les capitalistes juifs à s'intéresser davantage aux valeurs de son pays. Le Ministre des Finances ne céda pas. De son côté, Charles Meyer ne désespérait pas non plus, malgré les vives résistances qu'on opposait à l'octroi de faveur aux israélites. Il rappela que sa maison s'était, comme toujours, attaché avec le plus grand zèle et avec une activité inlassable à favoriser le crédit de l'Etat royal de Prusse, etc.

Sur ce, Bismarck intervint à nouveau et ne cessait de critiquer le Ministre des Finances. Ce dernier s'op-



posa à nouveau avec toute l'énergie en son pouvoir à l'octroi de faveurs aux Rothschild. L'affaire ne fut réglée qu'une fois que Bodelschwingh se fut retiré et ait été remplacé par von Patow. Il fut alors donné suite favorable aux demandes des Rothschild. Outre le titre de « *banquiers de la Cour* », l'ordre de l'Aigle Rouge fut conféré au baron Meyer Charles de Rothschild.

Mais on créa un ordre de l'Aigle Rouge spécial pour non chrétiens, de forme ovale, au lieu d'une croix. Meyer considéra cette façon de procéder comme une humiliation plutôt qu'une distinction. Plus tard il reçut l'ordre de l'Aigle Rouge de deuxième classe, encore sous la forme instituée pour non chrétiens. Tout cela était vexant pour le puissant banquier. Aussi, il ne les porta guère.

La maison Rothschild était déjà à sa troisième génération depuis sa fondation. A Vienne, Anselme, fils de Salomon, dirigeait la maison dans cette ville. Dans les autres, c'était également les petits-fils de Rothschild qui s'occupaient des affaires.

La maison de Vienne avait beaucoup souffert du fait de la Révolution et de la fuite de Metternich. Les finances autrichiennes étaient en piteux état et là se trouvait la brèche qui devait permettre à Rothschild de reconquérir son pouvoir dans ce pays. Malheureusement, le Gouvernement et l'Administration n'étaient nullement favorables aux israélites en Autriche. A l'Automne 1853, on y renouvela même l'interdiction faite aux juifs d'acquérir des biens-fonds. James reprocha amèrement à Anselme de ne pas s'être élevé à temps et avec assez d'insistance contre ce décret.

Entre temps, les troupes russes occupèrent la Moldavie et la Valachie en 1853. Cet acte paraissait comme une menace contre l'Autriche à qui des complications extérieures étaient désagréables, au moment où les finances lui causaient tant de soucis. L'Autriche ne savait quelle position prendre. Rothschild n'approuvait nullement la façon dont les affaires du pays étaient menées et cela surtout parce qu'on ne lui demandait pas conseil en matière de finances et de politique.

On craignait que la Russie ne pénétrât jusqu'à la Méditerranée et l'Empereur des Français se sentit



blessé. Les affaires continentales allaient mal. Napoléon venait d'essuyer des refus de mariage à Stockholm, Berlin et en Russie. Il avait alors décidé de prendre pour femme, Eugénie de Montjoie. Il fit connaître ce projet, officiellement, le 22 janvier 1853. Rothschild connaissait très bien la future impératrice. Et, par ce biais, il arrivera à reprendre de sérieux contacts avec l'Empereur.

Il avait acquis à nouveau une situation exceptionnelle dans presque tous les milieux parisiens. Grâce à ces relations, il possédait toujours les renseignements les plus sûrs et cela facilitait ses manœuvres. James avait appris, par son neveu de Londres, que l'Angleterre avait l'intention de marcher contre la Russie. Il savait aussi que l'Autriche ne pouvait faire la guerre. Il lui appartenait donc d'agir pour que la France intervienne, elle aussi, contre la Russie et ceci pour sauver les intérêts des Rothschild sur le continent. Il y réussit si bien que la France et l'Angleterre conclurent un traité avec la Turquie. Le Tzar n'ayant pas satisfait au désir des trois puissances d'évacuer les principautés danubiennes la guerre de Crimée éclata. Cette attitude des Rothschild à l'égard de la Russie s'explique par le fait que les israélites dans ce pays étaient particulièrement opprimés.

Tandis que la guerre suivait son cours, les Rothschild se livraient à une lutte acharnée contre le Crédit Mobilier, qui avait déjà une puissance considérable. Cet établissement participait déjà à des milliers d'entreprises et son activité s'étendait hors des frontières. A ce moment, une crise naquit entre l'Autriche et la Russie. Or, l'Autriche se trouvait dans les plus grands embarras financiers et songeait à aliéner ses chemins de fer entre les mains du Crédit Mobilier, en écartant les Rothschild. Le coup eût été rude pour ces derniers, car si toutes les autres voies ferrées autrichiennes, devenaient la propriété d'une entreprise ennemie telle que le Crédit Mobilier, il pourrait en résulter de graves répercussions pour la ligne du Nord qui était la propriété des Rothschild.

Le Ministre président de Prusse voulait également de son côté profiter de cette occasion pour prendre lui-même en charge les chemins de fer autrichiens. Mais on y était opposé à Vienne. La maison Rothschild y opposa aussi tous les obstacles en son pouvoir. On



avait préféré la France et, le 1<sup>er</sup> janvier 1855, le Crédit Mobilier acquit une partie des chemins de fer de l'Etat pour 220 millions de francs. La conclusion de l'affaire ne fut pas dévoilée à l'opinion publique avant la signature du contrat. Les Rothschild se sentirent profondément blessés. Ils qualifièrent cette transaction « *d'affaires honteuses* ».

Cependant la guerre de Crimée suivait son cours. Les Rothschild soutenaient les gouvernements occidentaux, en participant en Angleterre à l'emprunt de 16 millions de livres et, en France, à l'emprunt de guerre de 750 millions de francs. Les alliés sortirent victorieux. Les Rothschild avaient encore misé sur la bonne carte.

L'année 1855 fut bonne pour la banque Rothschild au point de vue affaires. Mais, dans la même année moururent Charles, à 67 ans, le 10 mars 1855 ; Salomon le suivit dans la tombe ; et puis Amschel Meyer rendit l'âme le 6 décembre 1855 à l'âge de 82 ans. Amschel resta, jusqu'à sa mort, d'une fidélité absolue à sa religion, ne prit que des aliments préparés selon la loi judaïque. Il ne restait donc plus que James, de la génération des cinq frères, qui était alors âgé de 63 ans.

La lutte entre le Crédit Mobilier et les Rothschild devenait de plus en plus aiguë. Ces derniers enlevèrent quelques victoires en Autriche. A Paris, en septembre 1851, un caissier, nommé Charpentier, employé de James, avait disparu en emportant des millions. Ce fut un coup rude pour la maison de Paris. Tout en luttant contre le Crédit Mobilier, les maisons Rothschild intervenaient partout, et de façon de plus en plus pressante pour l'émancipation des israélites.

Lionel à Londres était le plus influent. Aussi c'est lui qui intervint avec le plus de vigueur. Il avait réussi à se faire admettre à la Chambre des Communes. Lionel avait trouvé un ami puissant, Benjamin Disraeli, qui, pour s'être converti au christianisme, n'en restait pas moins acquis pour la cause israélite. Et c'est grâce à ce dernier que Lionel put faire son entrée solennelle dans la Chambre qui lui était interdite auparavant. Mais, à partir de ce moment, Lionel ne s'occupa guère de politique. Il s'adonna principalement à de vastes entreprises commerciales.



D'abord, il s'occupa du chemin de fer de Vienne à Trieste. Peu de temps après, il avait acquis les chemins de fer Lombardo-Vénitiens. Il apporta également une aide financière appréciable aux finances de Cavour, en Italie.

Ce pays voulait s'émanciper. Pour cela, un conflit était à craindre entre la France et l'Autriche. Napoléon était partisan de l'unification et d'intervenir contre l'Autriche. La tournure dangereuse que prenait la situation était suivie attentivement par James et les autres membres de la maison. En effet, un conflit autrichien devait causer les plus graves ennuis pour les Rothschild. Fin 1858, une campagne contre l'Autriche éclata, dans la presse parisienne. James était inquiet. Il eut quelques entretiens rassurants avec Napoléon. Malgré tout, il n'en restait pas moins sceptique et il se présenta à nouveau auprès de l'Empereur qui lui dépeignit encore la situation sous un jour favorable. L'Empereur déclarait vouloir la paix. Il disait aussi : *« Je la veux sans doute. Mais on peut être entraîné par les circonstances »*. Rothschild faisait toujours l'impossible pour éclaircir la situation afin de prendre, pour ses biens, toutes les mesures appropriées.

Le mariage du prince Napoléon eut lieu le 29 janvier 1859. Dès lors, deux tendances s'opposaient dans l'esprit de James. D'une part, il était pour la paix pour garder intacts les intérêts de la maison en Autriche. D'autre part, il lui était pénible de constater qu'un client comme la Sardaigne échappait à la banque. Il est vrai que la guerre n'avait pas encore éclaté, mais elle était imminente. Alors, que faire ? Avancer de l'argent aux deux adversaires pour la permettre ? Les intérêts de la maison étaient désormais menacés par une guerre, quelle qu'elle soit, du fait de leur extension dans tous les pays. James opta pour le financement de l'Autriche.

Le Crédit Mobilier avait fait des offres à la Sardaigne. Mais il eut une fin de non recevoir, les conditions imposées étant trop dures. Cavour décida alors d'avoir recours à la souscription populaire. L'emprunt eut un succès inespéré. Désormais, il était impossible d'éviter le conflit. Un ultimatum maladroit et précipité de l'Autriche mit le feu aux poudres en avril 1859. Cet



événement jeta le plus grand trouble dans la maison Rothschild et, en particulier, à Vienne, à Paris et à Naples. James disait alors que ce Napoléon de « troisième classe », qui foulait aux pieds, en ricanant, les promesses de paix qu'il avait faites publiquement, aurait une fin bien plus triste encore que son grand oncle. La guerre ne fut pas longue. L'armistice de Villafranca fut signé le 8 juillet 1859.

A la suite de ces événements, la maison Rothschild de Naples, qui ne rapportait rien depuis longtemps, fut liquidée. Il n'y eut plus dorénavant, en Europe que quatre maisons Rothschild. Malgré ces événements qui ne furent pas des plus heureux pour les juifs, les Rothschild participèrent à de nombreuses entreprises et nouèrent des relations dans tous les Etats.

Ils participèrent à la construction des chemins de fer du Brésil. Ils fondèrent, dans le sud des Etats-Unis des comptoirs pour l'achat de laines qu'ils expédiaient en France et vendaient sur le marché. Ils acquéraient des récoltes entières de tabac dont ils fournissaient les régies de divers Etats. Ils avaient leurs bateaux à eux. Ils s'intéressaient à tout et partout, sauf au Mexique qu'ils laissaient au Crédit Mobilier.

Ce dernier établissement avait pris une très forte extension. Les actions cotaient toujours 800 fr. Il distribuait des dividendes mais, hélas !, prélevés non pas sur les bénéfices, mais sur le capital. Les Rothschild le savaient. D'autres ne l'ignoraient pas non plus. Aussi, une campagne de presse commença contre le Crédit Mobilier. Les Banquiers juifs agissaient pour augmenter les difficultés de ce concurrent. L'Etat ne pouvait pas aider au reffoulement de l'Etablissement car ses propres finances n'étaient pas des plus brillantes à ce moment. Fould qui avait quitté le Ministère des finances fut rappelé par Napoléon. On espérait alors arriver à sauver le Crédit Mobilier. Mais rien n'y fit. Fould n'était pas le financier génial pour lequel il s'était fait passer aux yeux de l'Empereur. Le Crédit Mobilier n'était plus de taille à soutenir victorieusement la lutte contre les Rothschild.

Après son rappel, en 1862, Fould présenta un rapport favorable sur la situation financière. Il tenta de



convertir en 3 % les 11 milliards de rente 4 1/2 %. L'opération ne réussit que grâce au rapprochement des Rothschild et du Ministre. Fould, à partir de cette date, avait décidé d'abandonner la lutte contre les Rothschild.

Le Crédit Mobilier s'était établi en Autriche, en Italie, en Espagne, et même Outre-Mer, mais les charges retombaient toujours sur le siège à Paris. Son organisation présentait un grave handicap par rapport aux Rothschild : Ceux qui se trouvaient à la tête des maisons au delà des frontières n'étaient pas aussi unis entre eux que les frères Rothschild. Peu à peu, on eut à nouveau recours aux puissants banquiers juifs.

James cherchait à se rapprocher de l'Empereur. A cet effet, il l'invita à une partie de chasse dans sa propriété à Ferrière. Malgré cela, l'Empereur et les Rothschild demeuraient intérieurement à distance, quoique la nature de leurs intérêts les obligeât par moments à marcher la main dans la main.

L'Empereur écoutait James de plus en plus. Le premier voulait intervenir en faveur de la Pologne au moment de la révolte de 1863. Rothschild le déconseilla et l'Empereur céda.

Sur ces entrefaites, le Crédit Mobilier continuait à décliner. Ses titres fléchirent fortement, et l'étoile des frères Péreire, juifs portugais, pâlit en même temps. Pendant ce temps, les Rothschild jouaient un rôle de plus en plus considérable, dans la haute société du second Empire.

A Londres, Lionel avait une situation sociale extrêmement élevée. Il donnait des banquets où se réunissaient les plus grandes notabilités du pays. Parmi les invités, on trouvait Disraéli, toujours en tête. Lorsque Lionel maria sa seconde fille, Eveline, à Fernand Rothschild, fils d'Anselme, de Vienne, il y eut une fête somptueuse, une table de 126 couverts réunit le Ministre de la marine, le duc de Cambridge, et d'autres princes ainsi que le corps diplomatique au complet. Toutes les opinions s'y coudoyaient, depuis les plus farouches Tories jusqu'aux Wighs radicaux les plus convaincus.

A Paris, James donnait également de grandes fé-



tes. En France, la situation financière allait en empirant. L'aventure risquée du Mexique se présentait mal. Les actions du Crédit Mobilier manifestaient une tendance persistante à baisser.

En Allemagne, Bismarck demeuré fidèle à sa politique anti-autrichienne, désirait ardemment développer les armements de son pays. A Londres, la maison Rothschild faisait toujours sienne la politique du gouvernement anglais, donc hostile à Bismarck. Ce dernier ne pouvait donc pas compter sur l'aide financière des Rothschild. Aussi décida-t-il de faire appel à un consortium de banquiers allemands ce qui fit qu'il n'eut nullement besoin des juifs de Francfort. Ceux-ci voulaient éviter la guerre à tout prix car leurs intérêts se trouvaient dans les pays qui devaient, le cas échéant, entrer en conflit.

L'Autriche, de son côté, manquait également d'argent pour ses armements. Or, ce pays était fortement engagé en Italie. Il était fortement question de céder Venise à cette dernière, ce qui ne manquerait pas d'améliorer le crédit de l'Autriche. Rothschild était favorable à ce projet et pensait qu'une somme de 40 millions de lires ne paraîtrait pas trop élevée à l'Italie pour s'approprier Venise. James s'empressa d'annoncer que tous les banquiers de l'Europe contribueraient avec joie à assurer un tel résultat, qui constituerait une puissante garantie pour la paix.

L'Autriche repoussa absolument ce projet. Cependant, la situation se tendait d'une façon inquiétante. La Prusse et l'Italie conclurent un traité offensif et défensif. A Paris, le Crédit Mobilier se trouvait en très mauvaise posture. Rothschild allait sortir vainqueur d'une nouvelle bataille. Il suppliait l'Empereur de jeter le poids de sa puissante influence dans la balance de la paix. Il lui représentait la situation pitoyable de la bourse et des intérêts publics et privés. Mais l'Empereur répondit qu'il n'était pas en son pouvoir de remédier à cela. Bismarck avait réorganisé l'armée prussienne. Cette nouvelle force contribua à décider l'Autriche à céder la Vénétie à l'Italie pour isoler la Prusse en se réconciliant avec la péninsule et frapper ensuite de toute sa force.

Les Rothschild étaient satisfaits de cette solution.



Ils estimaient qu'un congrès réunissant les grandes puissances pouvait désormais assurer la paix. Ce projet échoua du fait de l'hostilité de l'Autriche. Ce pays s'aliéna ainsi même les sympathies qui vont généralement à quiconque est attaqué. James en était indigné. La maison ne pouvait plus se faire écouter ni à Vienne, ni à Paris, ni à Berlin. Le conflit éclata entre la Prusse et l'Autriche. Les Rothschild durent veiller à soustraire à la débâcle générale, les intérêts de la maison, dans la mesure du possible.

Les troupes prussiennes s'étaient rapidement avancées jusqu'aux portes de Vienne et, découragée, l'Autriche dut signer la paix vingt jours après le commencement des hostilités. A ce moment, Napoléon réclama à Berlin, les territoires de la rive gauche du Rhin en paiement de sa neutralité, y compris Mayence. Mais les Allemands ne voulurent rien savoir.

Le Crédit Mobilier, qui se trouvait engagé, bien au delà de ses forces, en Autriche, ne pouvait plus dissimuler le mauvais état de ses affaires. Les cours de ses actions baissaient. En avril 1867, l'Etablissement financier accusait une perte de 8 millions pour l'année précédente. Les titres étaient cotés 350 francs. La faillite était inévitable. La victoire des Rothschild était acquise. Le plus grand concurrent était à l'agonie.

Quelques mois plus tard, le 15 novembre 1868, après avoir terrassé son plus terrible adversaire, James rendit l'âme lui-même à l'âge de soixante-seize ans et demi. Il laissait une fortune colossale. Il était arrivé à Paris avec un million. A sa mort, on évaluait sa fortune à plus de deux milliards. Avec James, le dernier des cinq frères avait disparu.

Son fils, Alphonse, né en 1827, prit la direction de la maison de Paris. Il était naturalisé français et devint président de la compagnie des chemins de fer du Nord en remplacement de son père. Napoléon l'avait appelé, d'autre part, en 1855, au conseil de régence de la Banque de France.

En Allemagne, la maison Rothschild reprenait peu à peu de l'influence. Elle fut chargée de grands projets financiers conjointement avec la banque Bleichröder. Ce dernier était en relations très intimes avec



Bismarck et recevait les informations de Paris par intermédiaire de la maison Rothschild. Inutile donc de dire que le chancelier était toujours bien renseigné sur la situation de Napoléon. Par ce moyen de liaison secret dont disposait Bleichröder, Bismarck suivait attentivement tout ce qui se passait à Paris. Mais, malgré les avantages que le Chancelier tirait de ses relations avec les Rothschild, il ne les aimait pas beaucoup. Il déclarait : *« Il ne faut pas se laisser dominer par les juifs, ni se placer sous leur dépendance financière, comme c'est malheureusement le cas dans de nombreux pays. Dans les rapports que j'ai, en qualité de ministre, avec la haute finance israélite, ce n'est jamais moi qui suis l'obligé »*. Bismarck gardait toujours sa liberté d'action devant cette puissante banque. Jamais il ne s'est laissé conduire par elle. Il se servait d'elle mais n'était jamais son instrument.

Sur ces entrefaites, un conflit menaça d'éclater entre la France et l'Allemagne, d'abord au sujet du Luxembourg, ensuite parce que le prince Léopold von Hohenzollern Sigmaringen avait accepté la candidature au trône d'Espagne, vacant à l'époque. La situation devenait désespérée et le prince de Hohenzollern renonça de son plein gré à la candidature. Alphonse Rothschild, qui renseignait l'Angleterre avec le même zèle que l'Allemagne, très heureux, télégraphia à Glasgow : *« Le prince a retiré sa candidature ; les Français sont satisfaits »*.

Mais Alphonse se réjouissait trop tôt. Lionel à Londres s'était mis aussitôt en rapport avec toutes les personnalités dirigeantes de la ville en vue d'obtenir leur influence en faveur de la paix. Disraéli interpella le gouvernement et lui demanda de servir d'intermédiaire. Mais les démarches des Rothschild restèrent vaines. Rien ne pouvait plus arrêter les événements. La guerre éclata. La campagne se déroula avec une rapidité étonnante. Le 19 septembre 1870, Paris était assiégé. Le même jour, l'état-major prussien, le roi Guillaume, Bismarck, Moltke et leur suite s'installèrent dans la propriété de Rothschild à Ferrières.

Au moment de la conclusion de la paix, Thiers se fit accompagner par Alphonse de Rothschild. Lorsque ce dernier se présenta, Bismarck le repoussa brus-



quement, et même grossièrement, tandis qu'il traitait avec la plus grande cordialité les autres négociateurs. Le mépris du chancelier pour cette race errante avait repris le dessus. A la signature de la paix, Rothschild fut chargé des opérations financières que le traité comportait. Cela lui avait rapporté une belle commission, acquise une fois de plus sur les malheurs d'un pays.

Peu après, la Commune, menée par des hommes de Rothschild, et grâce à ses finances, lui rapportait également de nombreux avantages. Pendant cette insurrection, on détruisait partout. Mais les chefs des bandes, dépendant des banquiers juifs, étaient partout, et, de ce fait, les immeubles et les biens des Rothschild ne subirent aucun dommage. L'Empire avait disparu. Le sort de Napoléon était à peu près celui que lui avait prédit James Rothschild quelques années auparavant.

Un nouveau régime allait naître. Il fallait maintenant aux banquiers juifs s'attacher les nouveaux dirigeants de l'Etat. Ils ne regrettèrent pas Napoléon. La guerre avait eu de moins graves conséquences sur les finances des Rothschild que les révolutions de 1830 et 1848. La banque n'était pas affaiblie, bien au contraire. La fortune de ces financiers juifs avait grandi pendant et après la guerre. Ils s'étaient taillé dans la vie politico-financière de la troisième République un rôle tellement décisif qu'on pouvait confondre Rothschild frères (R.F.) avec République Française (R.F.).

S'appuyant sur leur position sociale et leur puissance financière, soutenus par les relations internationales dont dispose la communauté israélite, les Rothschild ont réussi, jusqu'à présent, à exercer une influence décisive sur les grands événements politiques et économiques, hormis les deux révolutions françaises de 1830 et 1848.

Depuis la disparition des cinq frères formant la deuxième génération, les maisons Rothschild ne restaient unies que pour certaines grosses entreprises nécessitant leur collaboration. Meyer Charles Rothschild s'occupait activement de politique en Allemagne, contrairement à la coutume de la maison. Il devint député de Francfort au Reichstag et Conseiller muni-



cipal de sa ville natale. Il ambitionnait une situation élevée dans l'empire de Guillaume 1<sup>er</sup>. Mais, tandis que Meyer Charles occupait divers postes officiels en Allemagne, la maison de Francfort perdait beaucoup en influence au point de vue politique et économique.

Meyer Charles mourut en 1886 et fut remplacé à la tête de la banque par son fils. Mais ce dernier n'était pas de taille à rétablir la prospérité de la maison de Francfort. Celle-ci disparut en 1901, pour revivre d'une manière indirecte dans la banque Goldsmidt-Rothschild. Goldsmidt était de la famille. Sa femme, Nina Caroline, était la fille de Guillaume von Rothschild.

En Autriche, Anselme avait réussi à rétablir le prestige de sa maison et la position de sa famille. Une véritable fièvre d'entreprise et une spéculation effrénée ayant éclaté en Autriche après la guerre franco-allemande, Anselme avait su habilement en tirer grands profits. A sa mort, survenue en juillet 1876, le chef de la maison de Vienne avait laissé une fortune considérablement arrondie par rapport à l'héritage initial. Dans son testament on retrouve les mêmes désirs que ceux exprimés par l'ancêtre Amschel à Francfort. Il rappelait *« le sentiment vivace d'union qui avait existé jusqu'alors et qui subsisterait certainement toujours, des efforts à déployer au sein de la famille pour assurer une coopération fructueuse, et de la défense étroite de tous les intérêts de la maison »*. Il recommandait par les articles 20 et 21 : *« Je conjure tous mes chers enfants de vivre dans l'accord le plus complet, de ne pas laisser se relâcher les liens de la famille, d'éviter entre eux tous désaccords, mauvaises discussions et procès... Je défends expressément, et de la façon la plus formelle qu'il soit, en aucun cas, procéder à un inventaire judiciaire ou public quelconque de ma succession. J'interdis en outre tout recours à la justice et toute publication des éléments de la succession »*. On retrouve dans ce testament à peu près les mêmes volontés que celles exprimées par son grand-père.

Albert Salomon Rothschild, le plus jeune des fils d'Anselme, devint le chef de la maison de Vienne. Il



avait épousé, en 1876, la fille d'Alphonse Rothschild, de Paris, suivant ainsi l'exemple de ses aïeux. Il tenait, à Vienne, dans les milieux financiers, un rôle plus considérable que son père. La conversion de la rente-or 6 % en Hongrie fut sa première opération financière. L'influence de la maison Rothschild sur la politique internationale diminuait de jour en jour. Mais au point de vue financier et social elle conservait une situation de premier plan.

En Autriche, leurs propriétés foncières s'étendirent de plus en plus. A Vienne, Nathaniel se fit bâtir le palais de Theresianumgasse, dont l'installation à elle seule représente une fortune. L'agencement de ce château est d'une valeur inestimable.

En 1887, les Rothschild de Vienne cherchèrent à s'assurer le droit absolu d'entrée à la cour, comme les familles privilégiées de la plus haute noblesse du pays. Satisfaction leur fut donnée à la suite de l'intervention du roi Albert de Saxe.

Albert Rothschild mourut le 24 mars 1894. Ses fils, Alphonse et Louis, prirent aussitôt la direction de la maison de Vienne.

A Paris, les Rothschild jouaient un rôle prépondérant sur les destinées du pays. Ils utilisaient la presse pour répandre l'idée de vengeance contre l'Allemagne. Les Rothschild se voyaient maîtres de la République du jour où leur ami, Léon Say, prit le portefeuille des finances, en 1877. Le nouveau ministre passait partout pour l'homme de confiance de la maison Rothschild, et celle-ci tira maints profits de ces relations. Peu de temps après survint un désaccord entre la France et l'Angleterre au sujet de l'Égypte et le Canal de Suez qui causa maints embarras aux banques Rothschild.

Par ailleurs, l'occupation de Tunis par la France la fit entrer en désaccord avec l'Italie, ce qui fut la cause de l'alliance Italo-Austro-Allemande. La France chercha alors à se rapprocher de l'Angleterre et de la Russie. L'accord avec la Russie était sur le point d'être conclu en avril 1891, mais les Rothschild se montraient réservés à l'égard du rapprochement Franco-Russe. Ils prétextaient que la situation financière était l'une des principales raisons qui poussait l'Empire



Russe à se jeter dans les bras de la République française. En réalité, c'était surtout parce qu'en Russie, les israélites étaient persécutés. Les Rothschild, désireux d'obtenir un meilleur sort pour leurs coreligionnaires dans l'Empire des Tzars, acceptèrent, malgré tout, de négocier un emprunt de 500 millions. La perspective de gain et l'espoir d'obtenir de meilleures conditions d'existence pour les israélites avaient incité la maison de Paris à participer aux pourparlers d'emprunt. De plus, la femme du ministre des finances Russe était juive et, comme tous les juifs se soutiennent entre eux, il était naturel que Rothschild aidât son coreligionnaire à améliorer les finances Russes avec l'argent du bon Français.

Pendant que les pourparlers d'entente se poursuivaient avec la Russie, la France faisait l'impossible pour sortir l'Italie de la triple alliance. Selon les Rothschild un accord secret fut même conclu et le bruit s'en était répandu à Vienne et à Berlin. La situation internationale qu'occupait la banque Rothschild offrait la possibilité fréquente d'indiscrétions politiques pouvant être d'une haute portée.

Et la position sociale des Rothschild continuait à s'élever. Les représentants mâles se mariaient toujours au sein de la famille. Les filles s'unissaient souvent à des personnalités de l'aristocratie. C'est ainsi que Marguerite et Bertha Rothschild épousèrent, l'une le duc Agenor de Gramont, en 1878, et l'autre, Alexandre Berthier, duc de Wagram.

La fortune de la maison était légendaire. On estimait, avec juste raison, que son édification eut pour fondation la guerre provoquée, la corruption, etc... On adressait des menaces de mort aux puissants banquiers. Quoiqu'il en soit, la réputation de puissance restait.

La maison de Londres restait la plus puissante grâce aux rapports étroits existant entre Rothschild et Disraéli, duc de Beaconsfield. Lionel appartenait au parti libéral de Disraéli. Le banquier et le ministre, juif converti, s'entendaient admirablement. Et, lorsqu'il s'agissait de l'émancipation des juifs, il arriva fréquemment que le ministre votait contre son propre parti.



C'est grâce à ces relations intimes que la vente des 177.602 titres d'actions du canal de Suez que détenait le Khédive d'Egypte échappa à la France. Les Rothschild de Londres avaient avancé les fonds nécessaires pour cette opération qui fut l'une des plus brillantes que le gouvernement Anglais ait jamais réussi. Le prestige des Rothschild en Angleterre, du fait des facilités qu'ils accordaient au gouvernement, ne faisait que grandir. On confondait les intérêts du pays avec ceux des banquiers juifs. Aussi, ces derniers, peu à peu, arrivèrent à avoir une emprise totale sur l'aristocratie anglaise. Tous les princes, ducs, barons et ministres fréquentaient la maison de banque.

Aussi, Lionel voulut être le champion pour l'émancipation des juifs. La réunion du Congrès de Berlin, en 1878 était une occasion favorable du fait que Disraéli était le représentant de l'Angleterre. Le ministre anglais lut, devant l'assemblée, un message que Lionel Rothschild lui avait adressé, l'enjoignant, au nom de l'humanité et de la civilisation, d'intervenir en faveur des juifs opprimés de l'Europe Centrale. Lionel fit agir dans le même sens auprès de Bismarck, de l'ambassadeur de l'Autriche-Hongrie, de l'ambassadeur de France et de l'ambassadeur d'Italie, si bien que l'article 44 de la résolution du Congrès de Berlin stipula effectivement l'égalité des droits pour toutes les confessions dans les états balkaniques, nouvellement constitués. Ce fut une immense joie pour Lionel qui s'écria dans son discours du 18 mars 1869 : *« Nous sommes émancipés : mais si l'émancipation avait ébranlé notre foi, elle serait pour nous une malédiction plutôt qu'un bien »*.

Lionel mourut le 3 juillet 1879. Puis, en 1881, la maison Rothschild perdit son plus grand appui : Disraéli. Malgré cette perte, la maison restait puissante dans le domaine politique. Elle fut chargée d'agir dans diverses affaires internationales, notamment dans le conflit qui menaçait de naître entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet de l'Ile de Somua, du vapeur allemand « Bunderas » qui fut fouillé et arrêté par des navires anglais dans la baie de Delagoa ; et dans combien d'autres affaires où le gouvernement britannique souhaitait une intervention efficace sans vouloir en assu-



mer officiellement la responsabilité. Les Rothschild ne contribuèrent pas peu au rapprochement Anglo-Franco-Russe pour les raisons déjà exposées. A Berlin, on se préoccupait vivement de ce rapprochement entre la Russie et les deux puissances occidentales, dont les Rothschild en étaient les principaux animateurs.

Comme on le voit, la maison Rothschild a joué un rôle considérable sur l'orientation de la politique mondiale jusqu'aux temps les plus récents. Elle représentait une puissance qu'il était impossible de négliger. Peu à peu, cependant, leur incapacité à intervenir avec succès dans les décisions de la politique apparut nettement. On les écoutait moins. Et le drame de Serajevo ayant arraché les guides des mains des hommes d'Etat, les Rothschild durent faire comme tout le monde, se soumettre et subir les événements comme au temps des révolutions de 1830 et 1848. Malgré ce qui apparaissait comme un désastre pour les peuples civilisés, les Rothschild n'arrêtèrent pas de spéculer si bien que leur fortune sortit considérablement augmentée de la tourmente. Nous ignorons l'activité politique des Rothschild pendant la guerre de 1914-18 et celle de 1939. Une chose est certaine : les Rothschild ont déserté la France au moment de ses malheurs et cela suffit à prouver qu'ils n'étaient nullement attachés à notre pays par de profondes racines et que seule la question d'argent les y maintenait.



## PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

---

- « *La Maison Rothschild* », par Conte Corti.
- « *Histoire du Crédit Mobilier* », par Aycard.
- « *La vérité sur la Maison Rothschild* », par S. Paul Robert.
- « *De Rothschild* », par Mirès.
- « *Baron Edmond Rothschild* », par Druck.
- « *Histoire édifiante et curieuse de Rothschild I<sup>er</sup>, roi des Juifs* ».



## EXTRAIT DU CATALOGUE

---

### OUVRAGES D'ETUDES DES QUESTIONS JUIVES

ENQUÊTE SUR LE JUDAISME .....	10 fr.
L'EMANCIPATION DES JUIFS EN FRANCE .....	10 fr.
LE PARLEMENT AGENT D'EXÉCUTION DE LA JUDÉO- MAÇONNERIE .....	12 fr.
LE JUIF ET LE PARASITISME DANS LA NATURE ....	10 fr.
LEURS NOMS .....	5 fr.
LA MORPHOLOGIE DU JUIF .....	6 fr.
NON, LES JUIFS NE SONT PAS DES GENS COMME NOUS	10 fr.
LE COMMUNISME EST JUIF .....	3 fr.
LA VRAIE PUISSANCE JUIVE .....	3 fr.
LE JUDAISME CONTRE L'HUMANITÉ ARYENNE .....	6 fr.
LA MENTALITÉ JUIVE :	
I. L'INDIVIDU .....	5 fr.
II. LA NATION .....	3 fr.
LA TACTIQUE JUIVE .....	3 fr.
LES AUTEURS DE NOTRE DÉFAITE .....	10 fr.
LES TRAITRES A LA NATION .....	14 fr.
FRANÇAIS !... IL FAUT REDEVENIR .....	10 fr.

### DIVERS

J'AI ÉTÉ PRISONNIER EN ALLEMAGNE .....	20 fr.
DU TRAVAIL POUR TOUS .....	5 fr.

**EN VENTE CHEZ HACHETTE  
ET AUX EDITIONS NOUVELLES  
14, RUE SEGUIER, PARIS 6<sup>e</sup>**

**Pour toute commande ajouter 10 % pour le port**